

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Commerce équitable contre mondialisation ?



Energie
La pile à combustible

Démocratie
Le cas de Porto Alegre

4 Dossier : Commerce équitable

• Une alternative à la mondialisation ?

de Tonino Perna

• Suisse : anachronisme ou économie solidaire ?

de András November

• Artisans du Monde et le commerce solidaire

de Louis Pinsard

• Un avenir incertain

de Jean-Paul Dalibard

18 Nord-Sud

- Bénin : pesticide mortel
- Pêche : redressons la barre

19 Femme

- Travail de nuit

19 Paix

- Hausse des dépenses militaires

20 Santé

- GB : Acquittement des anti-OGM

21 Nucléaire

- Meuse : fin d'occupation à Bure

21 Energie

- Allemagne : sortie du nucléaire
- Prix du pétrole

23 Energies

La pile à combustible

de Roger Bernard

24 Société

- Publicité dans les écoles

24 Annonces

Consommation

25 Journée sans achat

de Denis Cheynet

26 Environnement

- Climat : une conférence pour rien
- Marée noire : suite...

33 Démocratie participative

Le cas de Porto Alegre au Brésil

de Paul Boino

34 Politique

- Après Millau
- Liban : personnes disparues

35 Alternatives

- Université solidaire

35 Livres

38 Courrier

Grève à La Poste

Un mouvement de grève à La Poste de Lyon4 a bloqué notre courrier du 25 septembre au 2 octobre et lors de la clôture de ce numéro, le 5 octobre, une partie importante du courrier est encore dans les sacs en retard. Ceci peut expliquer l'absence de nouvelles que vous nous auriez envoyées... comme un supplément de fautes d'orthographe, les corrections étant dans le lot des courriers en vadrouille. Cela semble avoir également provoqué des retards importants dans la réception du numéro d'octobre pour certain-e-s d'entre vous.

Spécial Limousin

Grâce à de bonnes réactions de quelques groupes du Limousin, une première réunion s'est tenue fin septembre pour étudier la réalisation d'un

«spécial Limousin». Ce devrait être pour le numéro de janvier. Vous pouvez envoyer des infos pour ce numéro jusqu'au 15 novembre.

Utopies silencieuses

Quatre textes seulement sur la question de l'utopie. Donc un flop pour nous qui pensions qu'il y avait là un sujet intéressant à débattre. Ces quatre textes seront publiés dans le numéro de janvier.

Cadeaux de fin d'année

Comment faire des heureux : en abonnant cinq personnes de votre choix (n'ayant jamais été abonnées auparavant) pour 5 x 100 F (pour 6 n°s), vous bénéficiez pour votre part d'un prolongement gratuit de votre abonnement pour 12 numéros. Et cerise sur le gâteau, cette offre est valable toute l'année ! Noël !

Presse différente

Encore des titres pour compléter la liste de cet été :

• Biobulle

Bimestriel
Centre d'agriculture biologique
401, rue Poiré, La Pacotière
Québec, G0R 1Z0 Canada
Tél : 418 856 1110

Fax : 418 856 2541

e-mail : info@cab.qc.ca

Magazine du bio québécois, présentant les nombreux débats éthiques qui animent la profession, les développements du secteur, les nouveaux produits, etc.

• Liquidation totale

Trimestriel
Association Pâtée de Tête
BP 17, 91415 Dourdan cedex
Le numéro zéro est paru à la rentrée. Très incisif contre la «pensée unique» des «chiens de garde» avec comme appui des fausses publicités très réussies. Comme son nom l'indique, cela démolit tout, mais ne propose pas grand chose.

• Maison du 21e siècle

Bimestriel
2955, domaine du Lac-Lucerne, Sainte-Adèle
Québec, J8B 3K9 Canada
Tél : 450 228 1555
Fax : 450 228 1444

e-mail : info@21siecle.qc.ca

site : http://21siecle.qc.ca

Revue existant depuis 1993 et consacrée à l'habitat sain. Beaucoup de publi-reportages, nombreuses adresses dans le domaine.

• Mercure solaire

Trimestriel
Energie Solaire Québec
460, rue Sainte-Catherine
Ouest, bureau 701
Montréal (Québec) H3B 1A7
Canada
Tél : 514 392 0095

Fax : 514 392 0952

e-mail : esq@clic.net

site : www.clic.net/~esq

Revue créée en 1990 pour faire la promotion des énergies renouvelables au Québec.

••• Peuple Breton / Pobl Vreizh

Mensuel
BP 203 56102 Lorient cedex
Tél : 02 97 21 21 82
Fax : 02 97 64 75 47
Revue bilingue de l'Union démocratique bretonne, créée dans les années 60. Le régionalisme sans le nationalisme. Engagement politique à gauche, mais avec des rubriques tout public.

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie
Route de Nèpion, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve
d'en indiquer la source et le nom des auteurs
(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^{ème} trimestre 2000

Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Sylviane Poulenard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Documentaliste : Julie Rougier
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stands saisons et fêtes : Raynal Rasse
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Alibo, Dédé, Lasserpe, Lebre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat, Thieriet, Xavier Yeas, Vésée
Iconographie : Madeleine Nutchey, Hervé Carrier, Michel Bernard
Correcteurs : Raymond Vignal, Chantal Grosmondard
Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Jean Richard, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Xavier Seredine, Myriam Travestino, Suzanne Vignal
Correspondants : Georges David, Christian Jacques, José Oriá, Mireille Oriá, Jean-Luc Thierry
Et pour ce numéro : Agir Ici, Artisans du Monde, Yvette Bailly, Roger Bernard, Paul Boino, Brahim Carbonare, Cassieurs de Pub, Denis Cheynet, Marie Clem's, Gilles Coirier, Jean-Paul Dalibard, Cees Dingler, André Ferruit, Loïc Gaudin, Greenpeace, Sylvie Guérard, Max Havelaar, Claude Mirande, Mix et Remix, No-Rio, Andras November, Tonino Perna, Picollo, Louis Pinsard, Sanson, Solidaire, Martyn Van den Brauel, Pierre-Emmanuel Weck.

Couverture : d'après une affiche de Max Havelaar

Venez nous voir !

N°264 - Décembre

Comité de clôture des articles

samedi 28 octobre à 14 h

(clôture brèves mardi 31 octobre à 12 h)

Expédition

vendredi 17 novembre de 14 h à 21h30

N°265-266 - Janvier

Comité de clôture des articles

samedi 25 novembre à 14 h

(clôture brèves mardi 30 novembre à 12 h)

Expédition

vendredi 15 décembre de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

**Bulletin
d'abonnement page 39**



Penser globalement ?

Dans sa présentation du «municipalisme libertaire», Murray Bookchin rappelle que dans les expériences de démocratie anciennes «*La population gère la chose publique dans des assemblées citoyennes directes, en face-à-face*» (1). Cette notion de «face-à-face» se retrouvait également dans la réflexion de Serge Latouche sur le «commerce équitable» (2) : pour lui, les SEL (3) sont un lieu de débat intense, de contacts directs qui permettent l'équité. Celui qui essaierait de rouler l'autre, sous le regard du groupe, prend le risque d'être exclu.

Cette exclusion, rejet par le collectif de l'individu, existe aussi dans des villages, des associations... bref, dans de nombreux petits groupes.

Face au problème de la marchandisation du monde, mais aussi des grandes questions internationales (pauvreté, environnement...), comment alors penser globalement ?

Nous présentons ici plusieurs nouvelles contributions sur le commerce équitable. Tonino Perna voit dans les réseaux liés à ce commerce une possibilité de contre-pouvoir au capitalisme. Si Andras November pense qu'il est une forme d'éducation pour rendre le consommateur citoyen, Louis Pinsard et Jean-Paul Dalibard, engagés sur le terrain, sont plus septiques sur les capacités de développement à un niveau plus élevé, d'autant que, comme le souligne ce dernier, les tentations sont grandes pour certains de jouer le jeu du grand capitalisme.

A nous d'en débattre... équitablement.

Francis Vergier ■

(1) Voir «Le municipalisme libertaire», Murray Bookchin, Silence n°262.

(2) Voir «Aristote, les SEL et le commerce équitable», Serge Latouche, Silence n°256.

(3) Systèmes d'échanges locaux.

Une alternative à la mondialisation ?



En définissant une nouvelle manière de faire du commerce, les réseaux les plus divers qui s'intéressent au commerce équitable peuvent y trouver un moyen de fédérer leur énergie afin de s'opposer à la marchandisation du monde.

Il y a trente ans, quand un groupe de jeunes catholiques dissidents inaugura, à Brekelen, petite ville hollandaise, le premier magasin du monde, il ne pouvait imaginer alors l'incroyable diffusion qu'allait avoir le mouvement du *fair trade*. Aujourd'hui, le commerce équitable est une réalité qui concerne des dizaines de milliers de bénévoles, des centaines d'associations, environ 3 000 opérateurs à temps plein en Europe (mais également en Amérique du Nord, au Japon, en Australie, etc.) et plus d'un million de travailleurs (artisans, agriculteurs, etc.) dans le sud du monde.

Particulièrement répandu dans l'Europe du Centre-Nord (en Suisse, Hollande, Allemagne, etc.), il a connu une forte expansion, à partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt, dans le sud de l'Europe, surtout en Italie et Espagne (1). Sa diffusion, au niveau européen, peu liée au revenu par habitant et au niveau moyen d'instruction de la population, est fortement en relation avec l'histoire sociale et politique des différents pays concernés — comme j'ai pu le montrer (2).

Quelques principes de base

En partant d'une idée simple que l'on peut résumer dans le slogan *Fair trade, not aid*, le commerce équitable a perfectionné peu à peu sa méthodologie qui se fonde sur un petit nombre de principes de base :

- rapport direct entre les consommateurs du Nord et les producteurs associés du Sud ;
- établissement de prix stables pour les producteurs du Sud plus élevés que ceux du marché global et qui permettent de toute façon aux producteurs de vivre plus décemment ;
- avance de paiement, jusqu'à 50 %, sur la valeur des commandes de façon à permettre aux producteurs du Sud d'acquiescer les matières premières (semences, etc.) sans devoir s'adresser aux banques ou, comme cela se passe souvent, aux usuriers ;
- transparence des prix à la consommation et information du consommateur occidental sur les produits qu'il achète, sur l'histoire des associations/coopératives du Sud qui produisent ces biens.

Si le commerce équitable avait consisté seulement dans le fait de payer un peu plus les producteurs, il n'aurait pas fait beaucoup de chemin. Sa force a consisté, en premier lieu, dans le fait d'avoir créé un nouveau type de relations sociales entre les producteurs du Sud et les clients du Nord. Des relations complexes, quelquefois conflictuelles, mais qui rentrent dans l'archipel de l'économie solidaire (3) avec une grande innovation par rapport à l'histoire du mouvement des coopératives (de consommation, de production et de travail, etc.). Les différences, par rapport à ces expériences qui, en Europe, datent de la première moitié du siècle dernier et qui ont, en grande partie, été absorbées par le système capitaliste, consistent en :

- une approche *local/global* qui a conduit à la création de divers réseaux internationaux, en laissant une grande autonomie aux groupes locaux ;
- la création d'un mélange original de travail et de volontariat, de points de vente qui sont également des antennes d'où partent les campagnes internationales de lutte et de mise en accusation du pouvoir excessif des multinationales ;

• la réalisation d'une œuvre de « découverte de la marchandise » : transformer les produits anonymes en produits riches d'histoires personnelles et collectives, en offrant une possibilité aux consommateurs de devenir citoyens-acquéreurs, conscients de ce qu'ils achètent et de ce pourquoi ils le font.

Une tentative de réponse au capitalisme

C'est pourquoi il est juste d'affirmer que le commerce équitable représente l'une des tentatives les plus significatives pour répondre au défi du capitalisme global, grâce à la création d'espaces de travail et de consommation qui échappent à l'«omnicommercialisation» [Latouche, 1993]. Du point de vue quantitatif, le budget du commerce équitable, en 1998, s'est élevé à environ 0,7 milliard de dollars qui, comparés à la valeur des échanges internationaux — environ 6 200 milliards de dollars en 1998 — correspondent à un rapport de 0,0001. Cela veut dire que chaque fois que 100 000 milliards de dollars d'échanges s'effectuent sur le marché capitaliste, 10 milliards passent par le commerce équitable. Une goutte d'eau dans la mer du marché global ?



Stand commerce équitable en Italie.

Pas exactement. Si nous abordons le sujet du point de vue de la *valeur d'usage*, sur les 6200 milliards de dollars d'échanges internationaux, on constate que au moins 400 milliards de dollars sont liés au trafic de drogue [cf. rapport ONU, 1997], environ 100 milliards au trafic d'armes et de travailleurs clandestins, et un gros chiffre, non quantifiable, au commerce de substances polluantes et déchets toxiques, très nocifs pour l'homme et la nature. Ensuite, si l'on considère l'impact du commerce international sur l'emploi, on découvre un fait vraiment stupéfiant. Si l'on appliquait le coefficient facturation/emploi du commerce équitable au commerce international, 6 200 milliards de dollars devraient avoir un impact

sur la main-d'œuvre équivalent à 10 milliards d'unités de travail, soit plus du double de la population mondiale en âge de travailler ! Comme nous le savons, la réalité du commerce international est tout autre : environ 370 millions de postes de travail sont liés aux échanges internationaux à l'échelle mondiale, et à partir de ce chiffre, en considérant la priorité des échanges Nord-Sud et le rapport différent capital/travail dans les aires périphériques, on peut estimer à environ 220 millions le nombre des travailleurs du Nord qui travaillent directement pour le marché mondial, alors qu'environ 150 millions de travailleurs du Sud travaillent exclusivement pour le commerce international. En considérant ces données, on en déduit qu'en ce qui concerne le poids sur la main-d'œuvre dans le Sud, le rapport du commerce équitable comparé au commerce international est de 1 à 150. Un poids marginal mais non insignifiant ! Mais il faut préciser que le million et quelque de producteurs du Sud qui sont concernés par le commerce équitable ne vivent pas exclusivement de cette nouvelle et plus équitable forme d'échange. Une partie de leur production va sur le marché local et l'autre partie, là où la demande de commerce équitable est insuffisante, passe par les canaux commerciaux traditionnels.

Mais c'est surtout du point de vue *qualitatif* que le commerce équitable a une incidence extrêmement significative sur les conditions de vie des travailleurs des aires périphériques. D'abord, du point de vue des salaires : les travailleurs liés au commerce équitable reçoivent des salaires plus satisfaisants que ceux offerts par les entreprises locales ou les filiales des entreprises multinationales qui, rappelons-le, contrôlent à elles seules presque 50% des échanges internationaux. Il faut souligner également le fait que, dans un certain nombre de cas, un accord a été passé avec les organisations du commerce équitable pour destiner 5% du surprix payé par les consommateurs du Nord à des investissements sociaux qui améliorent la qualité de vie dans les communautés

d'appartenance des travailleurs. Mais c'est surtout sur le plan de la *dignité* et de la *visibilité* des producteurs que le commerce équitable a œuvré remarquablement, en permettant à des centaines de représentants de coopératives/associations/communautés de visiter les

(1) En Italie et Espagne, le commerce équitable a commencé à œuvrer à la fin des années 80, mais il a enregistré, surtout dans les dernières années, un taux de croissance nettement supérieur à celui des pays nord-européens. Un cas à part : celui de la France où le mouvement du commerce équitable est né en 1974 et, après une phase d'expansion satisfaisante, s'est « congelé » au cours de cette décennie.

(2) Pour une analyse comparée des *trends* du commerce équitable dans les divers pays européens, voir Perna [1998a, chap. IV].

(3) Pour une ample analyse du contexte dans lequel naît et s'affirme « l'économie solidaire », voir J.-L. Laville [1998].



magasins du monde, de raconter leur histoire, leurs difficultés et de faire part des grands espoirs qui les animent.

En trente ans, le commerce équitable a réussi à démontrer non seulement qu'il est possible et juste de rechercher des alternatives au marché global et à la «pensée unique», mais, malgré toutes les difficultés et limites, il a montré que les prétendues «lois économiques» ne sont pas éternelles et dépendent fortement de la subjectivité sociale et des dynamiques culturelles, au Nord comme au Sud.

Le fair trade et l'économie politique

Pendant longtemps, le *fair trade* a été considéré comme un mouvement de «braves jeunes», à mi-chemin entre le boy-scoutisme et l'activité catholique ou protestante, un mouve-

ment de sensibilisation au rapport injuste Nord/Sud, un appel à des valeurs de justice et de solidarité. Nul doute que le commerce équitable ait été et soit également cela ; mais, à la différence d'autres mouvements et organisations qui se sont spécialisés dans l'activité d'information et de documentation, le commerce équitable a réuni, dès le début, la pratique et la théorie, et s'est sali les mains en les trempant dans les eaux boueuses du commerce international. Cette façon de travailler a engendré non seulement une adhésion croissante dans la société occidentale comme dans le Sud, mais également des faits d'importance économique. Ainsi, depuis que le commerce équitable s'est doté d'une organisation moderne en réseaux et que les échanges qui le concernent sont devenus plus importants, l'attention de certains économistes s'est portée sur ce phénomène. Au cours des dernières années, les recherches et les études sur la question se sont multipliées. Certaines concernent des aspects spécifiques (comme le marché mondial du café, du thé, du cacao, des bananes, etc.) ; d'autres s'occupent d'aspects plus généraux (l'histoire du commerce équitable, les caractéristiques du consommateur éthique, l'inscription du *fair trade* dans les rapports Nord/Sud, etc.).

Pour résumer ces études et recherches, nous pouvons dire que, en général, on constate une tendance à «normaliser» le phénomène du commerce équitable et solidaire, en le rapportant aux critères traditionnels de la doc-

trine officielle. «N'importe quelle vision qui place ce phénomène en dehors ou à l'opposé du marché, affirme F. Passarelli, ne pourrait en expliquer le succès et en reconnaître les potentialités de croissance.» Et Passarelli nous explique que le rôle du commerce équitable est essentiellement celui de *rééquilibrer le marché* qui possède en lui-même un «mécanisme de stabilité intrinsèque et d'auto-sélection» [1997a, p. 13 ; voir aussi 1997b]. Dommage que cet auteur, et d'autres avec lui, ignorent le fait que la littérature économique est pleine d'argumentations qui démontrent que le *déséquilibre* fait partie de la nature même du marché capitaliste, et que le développement économique n'est pas un processus continu mais procède par bonds et sauts qualitatifs. D'autres argumentations (4) voient dans le commerce équitable un moyen susceptible d'améliorer l'efficacité du marché, de rendre plus concurrentiels certains marchés internationaux (comme celui du café, du cacao, etc.) où les oligopoles/oligopsones jouent un rôle décidément négatif par rapport aux pays exportateurs. D'autres encore voient dans le commerce équitable une sorte de «couveuse d'entreprises», fonction exercée en Occident par certaines agences et institutions spécialisées, mais presque inconnue dans les pays du Sud. Le commerce équitable aurait ainsi la tâche de prendre soin de ces entreprises qui naissent et de les protéger jusqu'à ce qu'elles deviennent matures, jusqu'à ce qu'elles sachent nager



DR

seules dans la mer immense du marché mondial. Et c'est, malheureusement, ce même point de vue qui ressort, quelquefois également au sein du mouvement des «magasins du monde». Dans un bref article de Odile Albert [1998], publié dans un recueil de réflexions sur le commerce équitable, nous lisons : «Le commerce équitable, en créant un système préférentiel, servirait de niche de protection aux producteurs mais les empêcherait de trouver une place à part entière dans les relations économiques internationales. Il les maintiendrait dans un rôle marginal au lieu de leur donner le coup de pouce qui faciliterait leur intégration aux circuits normaux.»

Entre économie marchande et économie familiale

Il est évident que, de ce point de vue, nous avons une vision idyllique du marché capitaliste, conçu comme un mécanisme ayant quelques petits défauts qui peuvent être corrigés, mais constitutivement capable d'accueillir tous ceux qui travaillent avec capacité et compétence. La tendance structurelle du marché capitaliste à la concentration des capitaux, de l'information et du pouvoir, n'est pas reconnue par ces auteurs qui, en essayant de récupérer le commerce équitable au sein de la doctrine officielle, finissent par mythifier involontairement le fonctionnement réel du capitalisme. Un autre point de vue, dans le même ordre d'idées mais extrêmement bien articulé et riche de suggestions, nous est offert par une recherche de l'IRER-Lombardie effectuée par L. G. Bellù. En partant d'une étude comparée, approfondie et stimulante, sur le marché du café, Bellù distingue divers rôles et fonctions pour le «commerce équitable et solidaire», dont certains sont classiques mais d'autres tout à fait originaux. Pour résumer, le commerce équitable jouerait les fonctions de :

- contrepoids aux marchés oligopolistiques grâce au surprix payé aux producteurs qui sert à financer la croissance d'un marché concurrentiel ;
- promotion du développement d'une région déterminée ; dans ce cas, l'activité du commerce équitable correspondrait à celle des ONG et d'autres agents du développement ;
- stabilité des prix pour une brève durée afin de permettre d'améliorer le bien-être et les perspectives de croissance des opérateurs marginaux.

Nul doute que le commerce équitable joue ces fonctions (ainsi que d'autres) et qu'il s'agit de rôles socialement utiles. Mais il y a une question de fond que l'on ne peut éluder : le marché capitaliste est-il réellement perfectible, et le mouvement du commerce équitable peut-il servir à en corriger certains défauts qui produisent injustice et malaise ? Et corollaire : le commerce équitable, une fois rétablis les marchés concurrentiels et des prix plus équitables pour les producteurs du Sud, cessera-t-il d'avoir une fonction ?



Photo Marc Harschlar

On sait bien qu'il n'y a pas de réponse linéaire à ces questions fondamentales. Mais on ne peut éviter de souligner, même si c'est bien triste, que la science économique continue à ignorer la différence entre économie de marché et marché capitaliste, ce qui est pourtant un point fondamental pour comprendre les caractéristiques et la nouveauté du capitalisme réellement existant — le fait que celui-ci représente une rupture historique avec d'autres modes de production (5). Si l'on ne part pas de cette distinction fondamentale, on ne peut pas situer convenablement toute une série de phénomènes sociaux nouveaux tels que le commerce équitable, la finance éthique, les organisations non-profit qui ont un poids croissant dans la réalité d'aujourd'hui. Vu sous cet angle, on comprend bien comment le commerce équitable trouve sa place dans la sphère de l'économie de marché, entre «l'économie domestique» et de subsistance, et le marché capitaliste. Si son rôle consistait seulement à promouvoir l'entreprise,

merce équitable concourrait à créer des institutions capables de «discipliner» — sur le plan social et de l'environnement — le marché mondial, certainement le cadre changerait. Le respect effectif de la clause sociale et de l'environnement (6) dans le commerce international représenterait une victoire pour les mouvements populaires, de même nature que celle remportée en Europe par le mouvement des travailleurs avec la naissance du welfare state.

Commercialisation de tous les aspects de la vie et désocialisation

Il reste, par ailleurs, diverses questions en suspens, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan de la pratique sociale qu'il est utile de rappeler.

Le capitalisme, au cours de son histoire, a montré qu'il est extrêmement plastique, par-



cela serait un gaspillage d'énergies. Peu d'organisations de producteurs pourraient résister, à moyen terme, à l'action désagrégeante du marché capitaliste à l'échelle mondiale, à sa tendance héréditaire à la polarisation de la connaissance, de l'information, du know-how, etc. Si, en revanche, le mouvement du com-

(4) Par exemple, E. Borroni [1997] soutient que «si l'on part de l'hypothèse que les comportements économiques sont guidés non seulement par des éléments purement 'objectifs' [...] mais aussi par des éléments 'subjectifs' qui poussent les personnes à agir, il est possible de supposer des variantes au modèle d'interprétation du fonctionnement de l'économie qui ne doivent pas nécessairement nier les fondements logiques et techniques du modèle capitaliste.» Encore plus clairement, L. Lorenzi [1996] écrit : «Ce qui est évident, c'est le rôle décidément fonctionnel que le commerce équitable et solidaire joue vis-à-vis du marché : en en corrigeant les défauts, il en permet un meilleur fonctionnement. [...] Cela signifie que le commerce équitable et solidaire cesse sa fonction quand les producteurs du Sud sont à même de se rapporter au marché de façon autonome. Il s'agirait de considérer le commerce équitable comme une sorte d'aide conditionnée».

(5) Même en partant de paradigmes différents, Marx, Polanyi et Schumpeter sont d'accord sur la césure historique que le «capitalisme» a représentée dans l'histoire de l'humanité. Sur la différence entre «économie de marché» (que Marx appelait «économie marchande») et «marché capitaliste», voir Braudel [1976, chap. 2].

(6) Comme chacun sait, la «clause sociale et de l'environnement» qui devrait réglementer le commerce international est restée lettre morte. Quelque chose semblait bouger grâce à certaines propositions concrètes faites par la Commission exécutive de Bruxelles [cf. Debré, 1998]. Mais Seattle a remis en discussion tout le problème de la réglementation du marché global.



faitement capable de faire face à des poussées contradictoires et de surmonter les obstacles (7) qui laissent entrevoir sa dérive (Ricardo) ou son effacement (Marx, Schumpeter). Mais certaines tendances de fond non seulement demeurent mais se sont même accentuées. Outre celles déjà soulignées (comme la concentration des capitaux et des informations, et la polarisation sociale), il faut souligner la tendance forte et de longue durée à une *commercialisation* progressive de tous les aspects de la vie sur cette planète. Les conséquences nous sont bien connues et s'appellent : désocialisation, destruction culturelle, perte du sens, etc. À ce processus, la société a réagi de diverses façons, et l'une de ses réactions est devenue un point fort du commerce équitable : *rétablir la suprématie des relations sociales sur la sphère économique*. C'est justement pour cette raison que ce phénomène ne peut être analysé en utilisant les paramètres traditionnels de la science économique contemporaine. Il y a une vaste littérature qui démontre que les analyses *optimizing* sont des instruments obsolètes pour comprendre divers phénomènes socio-économiques, ou que l'analyse marginaliste n'a aucun sens dans une réalité où la « reine de toutes les marchandises » — la monnaie — produit une demande qui va dans la direction opposée à celle prescrite par la théorie de l'« utilité marginale décroissante ». Il faudrait distinguer d'autres critères pour analyser ce phénomène et d'autres dans lesquels la sphère économique s'entrelace avec les sphères sociale et culturelle.

Par exemple, la croissance de la *confiance* entre les opérateurs des réseaux commerciaux est plus importante que la croissance du budget, parce que la seconde s'écroulerait si la première venait à manquer. Ainsi, les campagnes

(7) David Ricardo prévoyait la dérive du capitalisme vers un « état stationnaire » (ce que l'on appellerait aujourd'hui la « croissance zéro ») à cause de la baisse du taux de profit, due à la croissance des biens-salaires [cf. Denis, 1965, p. 395-400]. Schumpeter pensait, pour sa part, que les mégastuctures, les oligopoles détruisaient l'esprit d'entreprise et portaient à une bureaucratisation du système qui constituerait l'antichambre du socialisme [Schumpeter, 1950].

(8) Sur la « biopiraterie » concernant la nature et les savoirs locaux, voir Shiva [1997].

(9) Au cours des dernières années, on enregistre de nombreuses initiatives qui essaient, au Nord comme au Sud, d'arrêter cette course vers l'auto-destruction et visent, plus ou moins consciemment, à un modèle d'économie et de société que Herman Daly [1977] a appelé justement « économie de l'équilibre biophysique et de la croissance morale ».

d'information et de plaider pour les producteurs du Sud ne peuvent être rapportées aux critères traditionnels de l'entreprise en ce qu'elles représenteraient seulement un coût avec peu ou pas de gain du point de vue économique (du point de vue du chiffre d'affaires). Une fois redéfinis les objectifs et les cibles que le mouvement du commerce équitable s'est fixés, la boîte à outils de l'économiste peut toujours être utile, à condition que les applications et leurs limites soient redéfinies. Il serait particulièrement intéressant de réussir à comprendre comment et pendant combien de temps de tels morceaux d'« économie de marché » peuvent cohabiter avec le marché capitaliste et à quelles conditions. Pendant longtemps, le capitalisme a cohabité avec une importante aire d'économie non monétaire et avec une aire d'économie de marché aussi vaste. Puis il a commencé à les « ronger » de l'intérieur, sans forcément les détruire. Le capitalisme est semblable à certains parasites qui permettent aux cellules de continuer à fonctionner mais à leur propre avantage. Même le *commerce équitable* pourrait devenir fonctionnel, comme le sont ces morceaux d'économie



de subsistance ou d'économie informelle qui travaillent indirectement pour le processus d'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. En ce sens, offrir au besoin de justice un espace réservé et marginal peut servir à légitimer le système dans son ensemble. Mais, si le phénomène se transborde, s'il déborde, alors sa fonctionnalité pour le système capitaliste deviendra problématique. Un exemple concret : si en Hollande la consommation de café éthique passait des actuels 5% du marché national à 50%, cela provoquerait sûrement des difficultés importantes dans certaines grandes entreprises et remettrait en cause les équilibres existants au profit des producteurs associés du Sud.

Vu sous cet angle, l'affrontement entre le marché capitaliste et le *commerce équitable* est inévitable, sous peine de voir disparaître ce mouvement. Sa force et son originalité tient au fait que cette bataille a lieu sur un « front vaste et hétérogène » : du conflit direct avec les inté-

rêts des intermédiaires et des grandes entreprises du Sud (qui va parfois jusqu'au conflit physique), à la pression sur les grandes institutions internationales (Banque mondiale, Union européenne, etc.) pour mettre des garde-fous à la « dérégulation », en passant par les campagnes de dénonciation des violations de la clause sociale et de l'environnement dans le commerce international, pour en arriver à la pratique quotidienne d'un commerce alternatif.

Commerce équitable et régulation du marché mondial

Il est fort probable que, au cours des prochaines années, nous verrons la vague du néolibéralisme perdre de sa vigueur et de son assurance. Les dommages qu'elle provoque sont trop nombreux pour qu'on puisse penser que la société ne réagira pas et ne trouvera pas, comme cela s'est produit d'autres fois, les formes adéquates pour brider le cheval fou qui bouleverse les fondements des structures sociales. Chaque jour, la demande de *régulation des marchés* augmente. De part et d'autre, s'experimentent, chaque jour plus fortes, les protestations de ceux qui réclament des *limites* au développement des biotechnologies, des armes toujours plus sophistiquées, au pillage de l'environnement naturel, à la biopiraterie (8), à la course vers une « croissance pour la croissance » qui nous entraîne vers l'auto-destruction (9).

Comme cela est déjà arrivé au cours de l'histoire, à partir du XVIII^e siècle, à chaque phase de « libéralisation » des économies a succédé une phase de « réglementation » des échanges internationaux et des flux de capitaux qui s'est souvent transformée en « protectionnisme ». Il est difficile de prévoir si cette fois aussi la réaction aux dommages causés par le néolibéralisme débouchera sur une nouvelle phase de protectionnisme plus ou moins dissimulé. Les mesures protectionnistes traditionnelles seront certainement hors jeu. La *construction du marché mondial*, magistralement et rapidement réalisée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (assistés au cours des dernières années par l'Organisation mondiale du commerce), a engendré le démantèlement des États-nations, surtout dans les pays périphériques. Il est plus facile de prévoir que, au moins à moyen terme, on tentera de réglementer certaines « macro-déviances » — comme les turbulences financières, le blanchiment de l'argent « sale », les flux migratoires — qui aujourd'hui préoccupent beaucoup les pays occidentaux. Mais le point central, la question de fond, c'est : *quelle réglementation sera réellement praticable et en faveur de qui ?*



Vers une re-réglementation des échanges

Dans une étude récente du « processus de globalisation », Hirst et Thompson [1997] sont parvenus à la conclusion que les autorités monétaires du G7 sont, sans équivoque, sur le chemin de la « re-réglementation » des marchés financiers, et que cette stratégie mettra un frein au désordre actuel. En réévaluant le rôle des États qui comptent (ceux du G7), les auteurs suggèrent une série de stratégies institutionnelles capables de garantir un minimum de gestion économique internationale, au moins au bénéfice des principales nations industrialisées. Mais le problème n'est pas de savoir si l'économie mondiale est gouvernable avec des objectifs aussi ambitieux que la justice sociale, l'égalité entre les pays, un véritable contrôle démocratique, mais plutôt de savoir si elle est *vraiment* gouvernable [Hirst, Thompson, 1997, p. 249].

Parmi les nombreuses études sur la globalisation, celle-ci a le mérite de préciser sa nature et ses enjeux réels. En effet, dans les débats des années 1985-1995, deux courants de pensée se sont affrontés : d'un côté, les partisans de la dérégulation qui vantaient les avantages dérivant de l'adoption de politiques néolibérales (en se basant sur les résultats, en termes de croissance du PIB, atteints dans les États-Unis de Reagan et dans l'Angleterre de madame Thatcher) ; de l'autre côté, ses opposants qui soutenaient la nécessité de « discipliner » les marchés et de sauvegarder les principes fondamentaux du *welfare*. Aujourd'hui, il est évident que l'enjeu de la dispute n'est plus le même. Les forces les plus importantes du néolibéralisme (culturelles, économiques et politiques) sont en train de devenir les partisans d'un mélange de dérégulation (libre mouvement des capitaux, privatisation de toutes les formes vivantes, etc.) et de réglementation des marchés, en particulier les marchés moné-

taires, afin de maintenir les positions de contrôle acquises (10).

De ce fait, au XXI^e siècle, la question de fond ne sera plus de savoir s'il faut ou non réglementer les marchés, mais *comment* les réglementer et en faveur de qui.

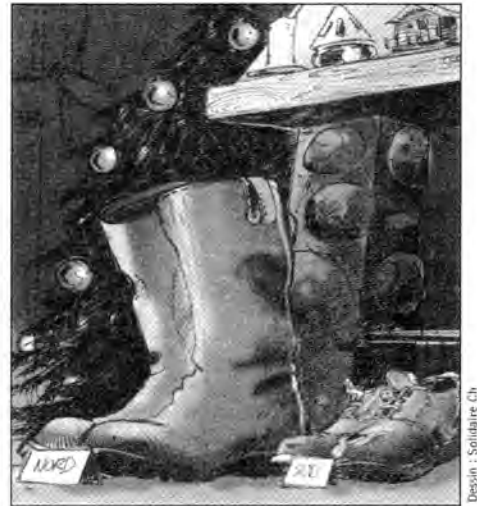
Encore une fois, l'histoire du capitalisme nous enseigne que, après une intense phase d'accumulation « sauvage », on passe à une phase pendant laquelle les élites dominantes imposent de nouvelles règles du jeu économique pour ne pas être renversées par les nouveaux venus qu'elles ont elles-mêmes encouragés à entrer dans l'arène capitaliste. La poussée régulatrice aura comme objectif stratégique celle de maintenir un *statu quo ad escludendum* et devra faire ses comptes, au Sud comme au Nord, avec ceux qui se sentiront vaincus — les *last runners* — et, surtout, avec ceux qui sont définitivement exclus et/ou qui ont subi des torts en raison de ces nouvelles règles.

Une toile d'araignée internationale

Face à un tel scénario, les spécialistes d'obédience marxiste imaginent une sorte de *bloc social global* qui déplace la lutte des classes à l'échelle planétaire, pour arriver au grand règlement de comptes final entre le capital et le travail. D'autres, dans un langage plus moderne, pensent à une sorte de « réseau des réseaux (11) », à une union internationale entre les mouvements d'opposition (écologistes, pacifistes, femmes, etc.) capable de créer une alternative au système du marché capitaliste. Sur le front opposé — celui des grandes institutions internationales, là où le poids des grandes puissances est déterminant —, on espère la naissance d'un *gouvernement mondial de l'économie et on y travaille* (12). C'est une perspective non seulement irréaliste, mais terrifiante : quel espace resterait-il pour la démocratie, pour la représentation des plus faibles, c'est-à-dire la majorité, dans une mégastucture qui déciderait du destin de l'humanité ?

En même temps, il est difficile d'imaginer que les vieilles institutions (aussi bien nationales qu'internationales) puissent continuer à se reproduire alors que les mutations sociales, économiques et technologiques, les mettent à mal et sont en train de les priver de toute légitimité. Même si l'on arrivait à une régénération des institutions internationales — en élargissant la base de représentation, en les réorganisant en fonction des besoins réels et des urgences que la dégradation de l'environnement et de la société impose —, une question fondamentale resterait toujours sans réponse : comment cela est-il possible, et qui peut faire respecter les nouvelles règles, les nouveaux engagements sur le plan économique, social et environnemental ?

Du Congrès de Rio de 1992 à celui de Copenhague en 1995, d'importants documents ont été signés, des engagements ont été souscrits et des grandes proclamations ont été faites haut et fort par les principaux chefs d'États du monde ; mais nous savons combien il est difficile que tout cela devienne réalité. Afin que ces accords internationaux, même insuffisants, se transforment en faits et droits pour les citoyens du monde, il est nécessaire qu'il y ait une capacité de contrôle adaptée au niveau local, que les directives globales y trouvent les relais nécessaires. C'est justement dans cette direction que les mouvements alternatifs, qui



(10) Le cas typique est celui du fameux homme d'affaires et brillant intellectuel Georges Soros, qui, après être devenu fabuleusement riche en misant sur l'instabilité des monnaies, écrit : « *L'idée d'une monnaie et d'une banque centrale internationale à peu de partisans [...]. Toutefois, les États en s'unissant tireraient un profit majeur d'une réforme du système monétaire international. Elle nous permettrait de consolider notre position mondiale que, autrement, nous risquons de perdre. Nous sommes encore dans une position telle qu'elle nous permet de réaliser un accord favorable, surtout si nous tenons compte de notre puissance militaire* » [Soros, 1994].

(11) C'est, entre autres, la proposition qui émerge du livre de Brecher et Costello [1994] qui proposent une sorte de *Lilliput strategy* pour unir toutes les forces organisées qui luttent contre ce que les auteurs appellent la *Gulliverian globalization*.

(12) La proposition d'un « gouvernement mondial de l'économie » est née au sein de la gauche européenne dans les années 70, en guise de réponse à l'anarchie du capitalisme en direction de ce que l'on appelait alors le « nouvel ordre économique international ». Aujourd'hui, cette idée est relancée, avec un tout autre objectif, par les grandes institutions financières internationales, fort préoccupées à l'idée de perdre leur hégémonie.



se battent pour la construction d'une «autre» économie, peuvent jouer un rôle fondamental. C'est dans cette direction que le commerce équitable peut jouer un rôle irremplaçable. En multipliant les réseaux sociaux de l'échange, en tissant des rapports entre des milliers d'organisations du Nord et du Sud, en expérimentant des formes sociales plus appropriées aux besoins des consommateurs et des producteurs, le commerce équitable concourt, avec d'autres formes de commerce, à tisser cette «toile d'araignée internationale» capable de brider les *animal spirits* du capitalisme globalisé. C'est seulement la participation passionnée des groupes, des associations, des morceaux de l'économie sociale, qui peut garantir que des accords déterminés, les fruits des campagnes internationales de sensibilisation (par exemple, les accords sur le non-recours aux mines anti-personnel, l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, l'interdiction de faire travailler les enfants de moins de 12 ans, etc.) deviennent réalité, que les institutions internationales changent vraiment, et surtout que les processus de changement soient contrôlés par la base. À l'époque de la crise des États-nations, de leur incapacité à garantir la qualité des marchandises et des procédés de production (la vache folle et le poulet à la dioxine sont seulement deux exemples d'une encyclopédie des dommages causés à la santé des personnes et des menaces qui pèsent sur elle), les mouvements éthiques tels que le commerce équitable ou la finance éthique peuvent contribuer, comme peu d'autres, à restaurer socialement la confiance dans l'échange de biens et services. C'est là que se trouve le grand défi de ces mouvements qui sauront se dépenser au-delà de leur propre jardin.

S'il y a une chose que le XXe siècle nous a enseignée, c'est que non seulement personne



Un lieu de commerce équitable ?

Photo Brahim Carbonare

ne nous a jamais fait cadeau des conquêtes dans les domaines de la justice, de la paix et de la liberté, mais que nous devons sans cesse rester vigilants si l'on veut les maintenir, les diffuser et les sauver. Et sans oublier que «malheur à qui croit en celui qui promet une solution définitive».

La leçon de Seattle et l'avenir des mouvements éthiques

Le XXe siècle se termine avec un événement inattendu et extraordinaire : la manifestation de Seattle contre l'OMC qui a mis hors jeu, même si c'est momentanément, les Grands de la terre. Une manifestation qui a vu s'unir les instances corporatives et protectionnistes du syndicalisme nord-américain, la protestation des Églises chrétiennes pour l'annulation de la dette des pays du Sud, la passion des mouvements pour une «autre économie», la colère des écologistes contre l'agriculture transgénique. Un mouvement multifacé, un archipel qui a trouvé dans le slogan du *fair trade* un ciment unissant des cultures et des histoires différentes et éloignées. Un mouvement de lutte contre la «pensée unique» et la marchandisation du monde qui a démontré qu'il est possible d'unir la résistance des travailleurs du Nord — vis-à-vis d'une concurrence *unfair* gérée par les entreprises internationales — aux instances éthiques des mouvements qui luttent pour la décommercialisation de la vie sur la terre, pour la justice et la dignité de tous les peuples.

Seattle a démontré que les jeux de l'économie globalisée ne sont pas faits pour toujours, qu'il existe une forte résistance à la domination de l'économie amoralisée, qu'il existe des valeurs qui ne sont pas négociables. C'est à ce niveau que se jouera l'avenir de notre planète. Les 7 Magnifiques tenteront de prendre leur revanche d'un commun accord avec les repré-

sentants des grandes corporations qui espèrent obtenir la légalisation des différentes formes de pillage, comme la biopiraterie, ainsi que la commercialisation/globalisation complète de secteurs essentiels pour la vie des populations tels que l'instruction et la santé. Le système de l'économie globalisée essaiera de relancer ses propres objectifs en tentant de faire passer ses intérêts pour des facteurs de progrès pour toute l'humanité, la libre concurrence généralisée pour un facteur de croissance et d'intégration des pays du Sud, les applications de la bio-ingénierie pour l'arme du combat contre la faim dans le monde, les «guerres humanitaires» pour des entreprises de défense des droits de l'homme...

Lutte planétaire sur le plan culturel et éthique

C'est donc sur le plan culturel et éthique que se jouera cette lutte planétaire : d'un côté, le «gouvernement mondial» [cf. Perna, 1998b] et ses divers ministères — G7 (conseil des ministres), FMI (ministère du Trésor), BM (ministère des Politiques sociales et de l'Environnement), OMC (ministère du Commerce) —, et de l'autre, les forces de la société civile organisée (écologistes, organisations de «l'autre économie», etc.). Dans ce nouveau scénario qui est en train de prendre forme, le rôle des mouvements éthiques, et en particulier du commerce équitable, change de sens et de valeur. D'une part, en effet, le renforcement de la dimension locale deviendra un atout fondamental pour faire croître une alternative «quotidienne» à la commercialisation globalisée, des lieux où l'on puisse multiplier et approfondir le débat sur l'OMC et les tendances du marché mondial, à partir des relations concrètes et essentielles que le commerce équitable crée entre les producteurs et les consommateurs. D'autre part, il est important que les principes du commerce équitable se développent également au sein des économies locales. C'est ce qui est en train de se passer,



ces dernières années, en Italie où les «magasins du monde» ont commencé à créer un réseau avec des groupements, coopératives et entreprises à caractère social, tous engagés, sur le même territoire, dans les domaines de l'agriculture biologique, de l'artisanat, etc. Si cette orientation se renforce, le commerce équitable assumera un rôle social et politique de grande importance qui dépasse même les limites écologiques auxquelles il s'est heurté au niveau de l'échange international.

Mais c'est surtout sur le plan de la reformulation de l'éthique que le commerce équitable et la finance alternative pourront fournir un apport décisif. La dimension éthique, en effet, est en train de devenir la dernière frontière sur laquelle se joue l'avenir du capitalisme globalisé. C'est là où le contraste entre «gouvernement mondial» et société civile organisée se montrera avec éclat dans les prochaines années.

À une époque où l'on a perdu le sens profond de l'action sociale, où le système capitaliste a lui aussi perdu tout rapport avec l'éthique analysée par Weber qui l'avait caractérisé par le passé, où le rapport entre valeurs-prix et travail a éclaté, un besoin désespéré d'éthique émerge qui est sans cesse manipulé. Aux USA, au moins 90% des *business schools* organisent des cours de formation dans ce domaine. Diverses revues académiques s'occupent de concilier l'éthique avec la maximisation du profit, et dans différentes universités prestigieuses une chaire de *business ethics* a été instituée [voir Nasbitt, 1994]. Les grandes entreprises recherchent de manière compulsive

une image positive, une *légitimation éthique* de leur activité. Pour cette raison, elles sont sensibles aux campagnes menées par les mouvements de consommateurs critiques (13) et essaient d'utiliser des «labels à caractère éthique» pour se forger une image sociale. En acceptant des contrôles venant de l'extérieur sur une petite partie de leur production qui respecte certains principes sociaux et environnementaux fondamentaux, les multinationales ne font que diversifier leur offre en prenant en compte une «cible» de consommateurs sensibles aux qualités socio-environnementales des procédés de production.

Il n'y a pas de solution simple

Devant ces processus d'*ethical lifting* des entreprises, le commerce équitable devra prendre garde à ne pas commettre une erreur fatale : l'éthique ne peut pas être étiquetée. Il n'y a pas de produit «éthique» dans l'absolu, mais un chemin à parcourir vers un commerce équitable dont la seule garantie réside dans la confiance que les organisations sociales savent conquérir. La construction d'une sphère éthique — au niveau économique et politique — ne peut pas faire abstraction du fait que la



seule éthique alternative à ce mode de production fondé sur l'injustice et le pillage de la nature, est celle qui se construit en fonction de nouvelles relations sociales, plus justes et plus dignes, aussi bien au niveau local qu'international. Tout le reste n'est que rhétorique ou, ce qui est pire, n'est qu'une tentative diabolique de manipulation, l'exploitation du besoin de justice qui émerge des périphéries du monde entier.

Tonino Perna ■

L'auteur est professeur de sociologie à l'université de Bari (Italie).

(13) Un cas exemplaire est celui de Reebok, la célèbre multinationale de chaussures de caoutchouc, qui s'est «auto-accusée» d'exploitation du travail d'enfants mineurs dans certains de ses établissements au Pakistan. Elle a annoncé devant le monde entier avoir fermé ces usines, devançant ainsi les querelles avec les mouvements de consommateurs critiques et récupérant l'image d'une firme «éthique» qui prend une valeur économique croissante.

Bibliographie

- Albert O., 1998, «Les limites du commerce équitable», in Ritimo-Solagral, *Pour un commerce équitable*, éditions Charles-Léopold Mayer, Paris.
- Amatucci F (sous la dir. de), 1997, *Il commercio equo e solidale*.
- Bellù L. G., 1996, *Commercio equo ; analisi comparata della produzione e distribuzione di caffè*, IRER, Milan.
- Borgonovi E., 1997, « Le ragione della sviluppo del commercio equo e solidale », in Amatucci F (sous la dir. de), *op. cit.*
- Braudel F., 1976, *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris.
- Brecher J., Costello T., 1994, *Global Village or Global Pillage : Economic Reconstruction from the Bottom Up*, South End Press, Boston.
- Daly H., *Steady-State Economics*, Freeman, San Francisco.
- Debré F., 1998, « Un commercio più umano », *Mani Tese*, février.
- Denis H., 1965, *Histoire de la pensée économique*, PUF, Paris.
- Hirst P., Thompson G., 1996, *Globalization in Question*, Blackwell, Oxford.
- Latouche S., 1993, *La Planète des naufragés*, La Découverte, Paris.
- Laville J.-L., 1994, *L'Économie solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris.
- Lorenzi L., 1996, « Idee in transito », *L'Altromercato*, décembre.
- Nasbitt J., 1994, *Global Paradox*, W. Morrow & Co, New York.
- Passarelli F., 1997a, « Equilibrare il mercato », *L'Altromercato*, février.
- 1997b, « Relazioni verticali, importatore non-profit : oltre il volontariato », in Amatucci F (sous la dir. de), *op. cit.*
- Perna T., 1998a, *Fair trade : la sfida etica al mercato mondiale*, Bollati Boringhieri, Turin.
- 1998b, « Il governo mondiale dell'economia », *Carta*, juin.
- Schumpeter J., 1950, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Harper & Brothers, New York.
- Shiva V., 1997, *Biopiracy. The Plunder of Nature and Knowledge*, South End Press, Boston.
- Soros G., 1994, *The Alchemy of Finance*, Willey & Sons Inc., New York.

Economisez eau et énergie



A confort égal vous pouvez réduire votre consommation d'eau domestique de 50 %, en adaptant vous même les économiseurs d'eau **AQUA-TECHNIQUES** pour douches, éviers, lavabo, WC en quelques minutes et sans modifier la robinetterie existante. Avec l'eau vous économiserez l'énergie (pour chauffer l'eau) soit une économie globale annuelle de 20 m3 + 500 kwh soit environ 600 frs par personne et par an (tableau de calcul joint à tout envoi et sur le catalogue).

Alors pourquoi pas vous ? Faites le calcul pour votre famille, pour l'immeuble ou pour la collectivité. Geste économique mais aussi geste citoyen, le troisième millénaire sera celui de l'eau.

Profitez de notre offre : **Satisfait ou Remboursé.**

OUI, je souhaite recevoir les économiseurs d'eau **AQUA-TECHNIQUES** suivants :

- Douchette Eco en ABS blanche : 148,00 F x =
- Douchette Eco en ABS chromée : 178,00 F x =
- Aérateur Eco de robinet (inox) : 69,00 F x =
- (Livré avec bague d'adaptation pour tous robinets)
- Eco plaquettes pour chasse de WC : 192,00 F x =

Forfait de port = 29 frs

Catalogue **AQUA-TECHNIQUES** : Économie, Anti-tartre et Potabilité
Total =

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Téléphone (pour la livraison)

Ci-joint mon règlement de Frs à l'ordre de Aqua-Techniques.

à retourner à Pierre GISSOT - AQUA-TECHNIQUES
BP 77 - 82202 MOISSAC cedex - Tél. 05 63 04 45 67
Adresse internet : www.montauban.cci.fr/aqua-techniques/
e.mail : AQUA-TECHNIQUES@wanadoo.fr



En Suisse :

anachronisme

ou économie solidaire ?

Que peut représenter la notion de commerce équitable dans l'un des pays les plus riches du monde ?

Le commerce équitable est né dans le sillage des mouvements de protestation qui ont dénoncé l'injustice et les inégalités engendrées par les échanges commerciaux entre les pays industrialisés et le tiers-monde. En effet, il est apparu dès les années 60, que les termes de l'échange entre Nord et Sud se détériorent constamment, que les producteurs n'obtiennent pas une rémunération décente pour leur travail, que les richesses produites sont inégalement distribuées et que le commerce mondial contribue davantage au «pillage du tiers-monde» qu'à son développement.

Un certain nombre d'associations tiers-mondistes — avec la «Déclaration de Berne» en tête, qui est encore une figure de proue du mouvement associatif en Suisse — ne se sont pas contentées d'émettre des critiques, mais elles ont envisagé des actions concrètes pour pallier cette situation d'injustice inhérente aux échanges commerciaux internationaux. D'où l'idée du «commerce équitable» qui veut traduire dans les transactions commerciales des valeurs éthiques comme l'équité et la solidarité avec les démunis. Ces valeurs constituent le fondement d'un modèle d'organisation commerciale équitable qui s'efforce de procurer et vendre des produits répondant aux critères écologiques et sociaux, tout en s'efforçant de sensibiliser le public sur la provenance des produits et sur les conditions de travail des paysans des pays en développement.

Dans cet esprit, les objectifs du commerce équitable ont visé à établir le contact avec les petits producteurs du tiers-monde (groupés dans les coopératives), en achetant les produits directement auprès d'eux, sans passer par des intermédiaires qui, comme on le sait, ajoutent leurs marges profit en passant et renchérissent les prix des produits. En rupture avec le système commercial traditionnel, les partisans du commerce équitable ont également introduit le préfinancement des récoltes et l'achat des produits aux prix plus élevés que ceux des marchés mondiaux, pour permettre de couvrir les frais de production et d'assurer un salaire décent aux producteurs.

Le commerce équitable ne se borne pas à donner un coup de pouce économique aux producteurs: il assigne encore une série d'objectifs pour le Sud et pour le Nord. Ainsi par exemple, les produits du Sud qui entrent dans le commerce équitable doivent répondre à des exigences de qualités élevées. De plus, pour être admis dans les registres du commerce équitable, les coopératives doivent adopter une démarche démocratique dans les décisions, y compris au sujet de la répartition des revenus. Parallèlement, le commerce équitable met l'accent sur la conscientisation des acheteurs du Nord, afin qu'ils adoptent un comportement de consommation plus respectueux des petits producteurs. Enfin, différents labels (par exemple, Max Havelaar, Fair Trade, STEP, etc.) garantissent que l'application des critères soit respectée aussi bien au Nord qu'au Sud. Cela contribue à la transparence et renforce la confiance entre producteurs et consommateurs. Il faut noter cependant pour éviter tout malentendu, que pour que le commerce équitable puisse survivre, il a besoin de forces vives extra-économiques et de recourir au bénévolat.

Le commerce équitable contre l'économie du marché ?

Promouvoir le «commerce équitable» au moment où la globalisation marchande et l'économie de marché semblent triompher peut paraître quelque peu incongru. De plus, il laisserait entendre que le commerce «normal» n'est pas équitable. Autrement dit, la question se pose de savoir si le commerce équitable représente une distorsion aux règles de l'économie de marché, ou si les deux peuvent cohabiter.

La théorie économique néo-classique enseigne que les intérêts respectifs des producteurs et des consommateurs s'équilibrent lors de l'établissement des prix des marchandises sur les marchés. Cette vision qui attribue une importance primordiale à la «main invisible»

du marché et à sa capacité auto-organisatrice ne correspond pas à la réalité, tant s'en faut.

D'abord, dans la décision d'achat ce n'est pas seulement le prix qui entre en ligne de compte, mais aussi l'image du produit, le service à la clientèle avant et après l'achat ou simplement la sympathie et la confiance entre acheteur et vendeur. En d'autres termes, de nombreux facteurs immatériels jouent un rôle déterminant dans l'acte de l'achat des consommateurs.

En deuxième lieu, on peut se douter que le prix qui se forme sur le marché correspond toujours aux intérêts réciproques des protagonistes, comme l'enseigne la théorie néo-classique. Bien au contraire, l'exemple des producteurs du tiers-monde prouve que seuls les acheteurs profitent des baisses de prix des matières premières. Les producteurs, eux, peuvent, certes, créer la pénurie, en réduisant les quantités produites, comme cela s'est passé avec les producteurs de pétrole qui peuvent imposer des quotas de production, mais ils se privent ainsi de revenus pendant une certaine période qui peut être quelquefois trop longue pour tenir le coup.

Le commerce équitable se distingue dès lors du commerce traditionnel, quand il signale à chaque acheteur que le prix qu'il paie pour sa marchandise qui vient des pays en développement ne couvre ni le «coût de l'homme» (salaires et besoins de base en matière de santé et de habitat), ni celui des ressources naturelles qui entrent dans leur production.

En d'autres termes, si l'on veut que l'échange soit équitable, il n'est pas indifférent pour l'acheteur de connaître quelles sont les conditions sociales et écologiques qui entourent la production des marchandises qu'il achète. Il est vrai que tous les consommateurs ne s'y intéressent pas et ne cherchent que le prix le plus avantageux. Mais il existe une catégorie d'acheteurs qui ne veulent pas «consommer idiot» (pour paraphraser un slogan publicitaire connu) et qui acceptent de payer un prix plus élevé pour les produits, pourvu que ce soient les petits producteurs du Sud qui en bénéficient. L'information et la formation des acheteurs fait partie intégrante du commerce équitable pour convaincre les acheteurs de porter leur choix sur les produits équitables. Car, à l'instar de l'économie de marché, c'est l'ache-

teur qui indique par le biais de son pouvoir d'achat (l'accent est mis sur le mot «pouvoir») la voie à suivre. Si la demande des produits équitables augmente, le marché est obligé de suivre et les distributeurs emboîteront certainement le pas.

Rien n'illustre mieux le pouvoir du citoyen-consommateur que l'attitude du public à l'égard des produits alimentaires qui contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les acheteurs manifestent non seulement une certaine réticence pour acheter et ingurgiter les aliments dont ils se méfient, mais encore exigent désormais la transparence de l'information concernant l'origine et la filière de la transformation des marchandises qu'ils achètent dans les supermarchés.

Le commerce équitable en pratique

Les Magasins du Monde, qui fêtent cette année les vingt-cinq ans de leur existence, ont été les pionniers qui ont introduit les produits équitables alimentaires et artisanaux en Suisse. Ils ont créé leur propre unité d'importation (OS3) et leur réseau de distribution, dont la gestion est assurée grâce au bénévolat fourni par son mouvement de base. En fait, les militants tiers-mondistes — considérés à l'époque tantôt des doux rêveurs, tantôt des gauchistes peu recommandables — ont été les précurseurs d'un concept qui est aujourd'hui reconnu et respecté. Ils ont démontré qu'il existe une niche de marché pour le commerce équitable qui replace les échanges commerciaux dans leur contexte écologique et social. L'effort du mouvement de base des Magasins du Monde a préparé le terrain à la commercialisation des produits équitables à une plus large échelle.

Avec la création de la Fondation Max Havelaar, en 1992, en Suisse, un pas important a été franchi dans la promotion des produits équitables. Les buts de la Fondation sont définis comme suit: «La Fondation favorise un commerce équitable et respectueux de l'environnement avec des producteurs défavorisés. Elle informe sur les questions de développement liées à cette problématique. Elle délivre un label qui sert à désigner en exclusivité des produits en provenance de régions en développement et répondant aux conditions minimales fixées par la Fondation Max Havelaar d'un point de vue social et écologique. La Fondation est à but non lucratif».

La principale tâche de la Fondation a été d'ouvrir l'accès des circuits commerciaux suisses aux producteurs organisés du Sud. Par exemple, avec l'introduction du café équitable sous le label de Max Havelaar dans les grandes surfaces (Coop, Migros), les produits solidaires ont franchi le seuil du «commerce alternatif» géré par les bénévoles, pour s'introduire dans le commerce «traditionnel» qui obéit aux dures réalités du marché.

L'entrée dans le commerce «normal» a déclenché un véritable «choc culturel» dans le commerce équitable. Comme l'écrit Michel Egger, animateur de *Terre Espoir* un réseau de commerce équitable de produits frais, «avec son label, Max Havelaar inaugure une ère nouvelle. Dans son approche, la motivation éthique demeure, mais l'économie prend le pas sur l'idéologie, le marketing sur l'idéalisme, le professionnalisme sur la bonne volonté». Ajoutons encore que c'est le produit qui devient porteur principal de l'idée de l'équité à l'égard des producteurs du tiers-monde. Or, on peut constater aujourd'hui que ce message a été bien capté. Pour l'acheteur, la solidarité avec les pays en développement passe par l'acte d'achat en payant un produit plus cher. Il raisonne ainsi: «si je paie un prix plus élevé, je rémunère directement le travail des petits producteurs du tiers-monde».

L'expérience de Max Havelaar peut être considérée comme un succès. Sur le plan commercial son premier produit, le café équitable a atteint rapidement 5% du marché, tandis que les autres produits comme le thé, le chocolat et



le miel occupent sur les rayons des supermarchés une place non négligeable et renforcent l'image du commerce équitable. Selon la Coop Suisse, cent mille petits paysans du tiers-monde ont été bénéficiaires du commerce équitable, depuis 1992. La Fondation leur a versé au total, tous produits confondus, 8 millions de francs suisses au cours des quatre années de son existence. C'est un apport appréciable, étant donné que chaque franc gagné par le commerce équitable sert à développer les projets que choisissent les membres des coopératives de production. Certes, ce n'est qu'une goutte dans l'océan du chiffre d'affaires global du commerce en Suisse. Néanmoins, on peut estimer qu'il s'agit d'un mouvement qui contribue largement au développement des communautés de producteurs du Sud, en particulier par sa force symbolique.

Une autre démarche en matière de commerce équitable a été choisie par la «Fondation pour les conditions équitables dans la production et le commerce de tapis», connue sous le

label «STEP». Elle a pour objectif d'améliorer les conditions de travail des producteurs de tapis et de lutter contre le travail des enfants. Le STEP accorde le label équitable à des entreprises qui signent un Code de conduite pour éliminer le travail des enfants. Contrairement à Max Havelaar, ce label ne garantit pas un produit équitable, mais il est octroyé aux chefs d'entreprises qui adoptent un comportement qui respecte le droit des enfants. La redevance sur les licences de STEP sert à financer les projets des ONG locales dans les régions de production de tapis. La démarche de STEP constitue donc une innovation dans le commerce équitable, puisqu'elle fait appel à la collaboration des décideurs économiques.

Une vitalité réjouissante, mais de nombreuses interrogations

En conclusion, un sentiment favorable se dégage de cet aperçu rapide du commerce équitable suisse. Cette forme de commerce peut revêtir diverses formes dans la pratique. Nous en avons envisagé deux exemples. Le premier tente d'exercer une influence sur les acheteurs en mettant à leur disposition des produits équitables. Le deuxième cherche à amener les décideurs économiques pour qu'ils adoptent un comportement plus social à l'égard de la main-d'œuvre qu'ils emploient.

Ce bilan globalement positif du commerce équitable en Suisse ne doit cependant pas être idéalisé. Nous n'avons pas abordé les tensions entre mouvements associatifs qui ont de la peine à se déterminer face aux forces économiques du marché qu'elles subissent, les tentatives de récupération de l'idée par les grandes chaînes commerciales et d'autres entreprises multinationales, la transformation d'une des sections des Magasins du Monde en société anonyme (!) qui a divisé le mouvement. Ces difficultés montrent que le commerce équitable vit et survit avec ses idéaux et ses contradictions. Cette vitalité, qui est bien réelle, est plutôt réjouissante.

En fin de compte, l'application de valeurs éthiques dans les relations commerciales ne va pas à l'encontre des prémisses de l'économie de marché. Bien au contraire, le commerce équitable représente un triple avantage, d'abord pour les producteurs qui seront mieux rémunérés, ensuite pour les consommateurs qui peuvent exprimer leur solidarité avec les producteurs démunis par le biais de leurs achats et enfin pour les distributeurs qui peuvent améliorer leur image de marque en offrant les produits équitables dans leur assortiment.

András November ■

Chercheur à l'UIED, Institut universitaire d'études du développement, de Genève.



Artisans du Monde et le commerce solidaire

En réaction à notre dossier sur le commerce équitable (n°256), cette présentation de Louis Pinsard, d'Artisans du Monde de Dôle.

Chaque fois que nous sommes amenés à présenter notre activité (établissements scolaires, réunions, articles de presse, etc.) et à expliquer ce qui, à nos yeux, justifie le choix de ce champ d'action, nous évitons systématiquement d'employer l'expression de com-

merce équitable, avec ses belles constructions théoriques sur l'iniquité des échanges, n'échappera pas au poids de cette réalité — si elle a un jour l'occasion de s'y frotter...

Pour nous, le commerce solidaire cherche donc tout simplement — entre autres objectifs — à modifier, de l'intérieur, un système d'échanges économiques (à le rendre un peu moins inéquitable ? Bon, d'accord, si vous y tenez — on peut aussi dire comme ça. C'est une préoccupation réformiste ? Eh oui. Y'en a marre d'attendre le Grand Soir !). Et pour ça, donc, on s'efforce d'«enrichir» cet échange par la prise en compte (ici et maintenant, et du mieux qu'on peut...) des intérêts humains (sociaux, culturels, etc.) exprimés par nos interlocuteurs — dans la mesure cependant où ce qu'ils expriment nous semble recevable... Bien sûr, ce dernier point peut tout à fait nous attirer les reproches d'ethnocentrisme et de néo-colonialisme ! C'est le vieux débat : peut-on accepter de se salir les mains au contact de la réalité, ou préférer traverser le monde en ne regardant rien d'autre que la rose qu'on tient devant soi ? A chacun son propre choix, nous assumons le nôtre. Ceci étant, nous avons tout à fait conscience des limites de ce champ d'action, et acceptons bien volontiers de les reconnaître : nous ne sommes ni Staline ni le pape, et n'avons jamais pensé que ce système apporterait des solutions à toutes les difficultés de l'humanité — ni maintenant ni à jamais, ni dans les siècles des siècles !



Photo Max Havelaar
Séchage du café.

merce équitable... Car elle nous paraît à la fois prétentieuse et injustifiée : exactement comme le seraient par exemple, utilisés «dans l'absolu», les mots «démocratique» ou «écologique». En effet, on ne peut jamais que comparer deux situations entre elles, pour évaluer si l'une d'elles est plus démocratique, ou plus conforme à l'équilibre de la biosphère, ou moins injuste que l'autre. Mais dans chacun de ces domaines, il n'y a pas d'absolu indépassable : seulement des situations humaines ; donc, contingentes et relatives. Et même l'économie

qui peuvent en bénéficier est extrêmement limité. Mais pour chacun d'eux (et ils nous le disent), cela peut être extrêmement important : 15 à 25 % de revenu monétaire en plus, sans délai de paiement voire avec des avances contractuelles, pour un paysan du Tiers-Monde qui est toujours à la limite de la misère, ce n'est sûrement pas négligeable ! Je rappellerai aussi que le fait de devenir un partenaire avec qui on discute, plutôt que rester un sous-prolétaire toujours exploité au maximum... peut-être bien que ça compte aussi un peu, non ?

Autre bénéfice (économique) indirect, le fait que les paysans peuvent parfois utiliser notre présence pour se défendre contre certains de leurs exploiters traditionnels (usuriers, acheteurs «classiques» — mais pas les transnationales qui spéculent sur les matières premières, hélas !) en mettant nos offres d'achat en concurrence avec les leurs...

Cependant, les limites liées à la faible taille des organisations de commerce solidaire sont bien réelles. Proposons, pour la France, une comparaison intéressante : en 25 ans, Artisans du Monde a créé 80 boutiques ; autant que de McDo ouverts en 1999 ! Cette constatation peut-elle pousser d'autres militants à s'intéresser à cette forme d'action, et à venir contribuer à son développement ?

Rechercher la cohérence...

Un autre débat nous divise également à ce propos : la volonté de promouvoir un commerce équitable est-elle cohérente avec le fait de passer (même très partiellement) par la grande distribution ? Là, il faut rappeler que l'objectif d'Artisans du Monde n'est pas d'abord de se battre contre celle-ci (même si nous sommes bien convaincus qu'elle fait partie du système qu'il faut remettre en cause, et que sa nocivité pour les producteurs n'est plus à démontrer). Malheureusement, son existence ne dépend pas de nous, et nous ne faisons donc que l'utiliser : pour nous, c'est tout simplement le moyen de toucher un plus grand nombre de consommateurs, avec le souhait (l'intention) qu'ils puissent ainsi commencer à découvrir les problèmes de l'échange Nord-Sud... En espérant qu'ils sauront ensuite ne pas se contenter d'une «bonne conscience» achetée au prix d'un paquet de café ! (1)

Quelques-unes de ces limites

Citons tout de suite la plus contraignante, celle qui tient au volume du commerce solidaire. En effet, celui-ci ne représente même pas 1 % du commerce mondial des matières premières ! Il est donc tout à fait indiscutable que le nombre (et la proportion) des producteurs

Pourrions-nous donc éviter de passer par les supermarchés ? On peut en discuter ; il est bien clair que notre système de vente (appuyé sur des bénévoles) ne peut toucher qu'une proportion assez faible de consommateurs, et le volume de notre chiffre d'affaires est en général assez loin de nous permettre le développement d'un réseau de boutiques employant des salariés... Cependant, nous savons bien qu'« il faut une longue cuillère pour diner avec le diable », et il faudra être particulièrement vigilants pour que cette collaboration reste tout de même « globalement positive » ! Jusqu'où, pendant combien de temps ? Un arbre se juge à ses fruits, attendons d'avoir atteint ce stade !

C'est dire toutefois que ce type d'action n'a de sens que si elle est accompagnée de (ou « compensée par » ?) un effort tout particulier de sensibilisation au problème des déséquilibres commerciaux : entre le Nord et le Sud, et sans doute aussi entre les producteurs et les grandes centrales d'achat... Bon, peut-être vaudrait-il mieux faire davantage d'efforts auprès des autres modes de distribution (comités d'entreprise et autres gérants de machines à café, par exemple) ? En termes de chiffre d'affaires ou de marge commerciale, probablement ; mais de contact et d'information des citoyens ? Pas sûr... Actuellement donc, on le fait par d'autres voies (voir en début d'article).

Toujours sur le thème de la cohérence, nous nous posons une autre question, que Serge Latouche a bien souligné dans son article (Silence du n° 256) : le fait de « favoriser » des activités tournées vers l'exportation est assez contradictoire avec le souhait de contribuer à l'autonomisation des populations du Sud ! En effet, il vaudrait mieux pour cela les aider à construire leur autosuffisance vivrière, et à développer des activités artisanales tournées vers les besoins locaux. Nous en sommes bien conscients aussi, et c'est pour cette raison que nous menons sur le terrain des actions qui visent à promouvoir une prise en charge globale, par les populations concernées, de l'ensemble des problèmes qu'elles peuvent identifier ; celui de la production vivrière tout d'abord, mais aussi la satisfaction des besoins locaux, la recherche d'une diversification de leurs débouchés, la protection et la restauration des sols, etc. Par ailleurs, nous cherchons aussi à aider préférentiellement certains groupements de producteurs qui, en l'état actuel des choses, auraient bien du mal à trouver leur place sur d'autres marchés : femmes abandonnées, handicapés, etc. Ça ne règle rien dans l'absolu, mais ça leur permet de manger un peu moins mal tous les jours : pour eux, ce n'est pas forcément négligeable...

Réduire notre prédation

Rappelons finalement que, c'est bien clair, notre action n'a jamais prétendu constituer une solution à l'immense problème du pillage de la planète, et spécialement des pays du Sud, par

ceux du Nord ! Car cette exploitation s'exerce de façon très diverse : prédation des ressources naturelles et des forces de travail, exploitation financière par l'entretien de la dette, fuite des cerveaux, destruction des capacités d'auto-suffisance par la concurrence d'exportations subventionnées, délocalisation d'industries dangereuses ou polluantes (voire très directement stockage de déchets toxiques), et peut-être surtout domination culturelle (imposition de fait du modèle socio-économique existant dans nos pays — comme s'il n'était pas justement à l'origine de tous ces problèmes !).

Il y a donc bien des façons de lutter contre cette domination — qui en fait doivent toutes converger vers la réduction de cette « prédation » exercée par le Nord (sur l'ensemble de la planète). Et bien sûr, nous sommes de tout cœur (et le plus souvent aussi physiquement...) aux côtés de ceux qui ont choisi d'autres terrains que le nôtre pour se battre dans le même sens (CCCOMC, Agir Ici, ATTAC, CCFD, Greenpeace et bien d'autres).

Penser globalement, agir localement...

Pour nous, l'objectif essentiel reste bien la sensibilisation des consommateurs du Nord — qui d'ailleurs ne sera utile que dans la mesure où elle les amènera à des choix d'action politique. Il est bien clair que ce n'est pas facile, et peut-être certains de nos bénévoles peuvent-ils avoir tendance à ne pas suffisamment le prioriser : il est toujours plus facile de se cantonner, plus ou moins consciemment, dans une tâche simplement de « technique boutique » ! Mais notre intention est bien, redisons-le, de « pédagogie citoyenne » — et même de « citoyens de la planète ». Parallèlement, il faut aussi rappeler l'existence de nos campagnes de lobbying aux niveaux ad hoc, dont une des plus importantes a été mise en place pour les négociations de Seattle : là aussi, l'objectif est très clairement politique.

Enfin, nous essayons aussi de mener ce qu'on peut appeler une « pédagogie sociale » à l'égard des communautés du Sud :

- les aider à découvrir qu'ensemble, ils peuvent trouver des solutions (même partielles) aux problèmes qui les assaillent : en s'organisant, en définissant en commun des lignes d'action, voire de lutte. C'est cette préoccupation qui a conduit à l'élaboration de la « charte » définissant les engagements et critères réciproques, mise au point et proposée aux groupements de producteurs qui souhaitent devenir nos partenaires.

- en y intégrant aussi des aspects « techniques » ; par exemple le fait d'inciter à la mise en œuvre de méthodes agrobiologiques, qui permettent à la fois de mieux valoriser la production (vendue plus cher puisque « bio »), et d'arriver à des comportements techniques moins destructeurs (protection des sols et de l'eau, et des

producteurs eux-mêmes — contre la toxicité des produits de traitement !) ;

- et, particulièrement pour les artisans, le fait de se montrer exigeant sur la qualité des produits qu'ils proposent : cela, simplement pour qu'ils apprennent à se situer sur un marché ouvert, et acquièrent la capacité de satisfaire pleinement leurs clients

(plutôt que d'attendre de ceux-ci

une démarche purement caritative : car la solidarité et une suffisante « égalité » dans la relation sont parmi les conditions nécessaires de la démocratie).

Mais finalement, le problème est au Nord...

Donc, bien d'accord avec le constat du fait que le « commerce équitable » n'a pas changé la face du monde, ni même la vie quotidienne (au moins pour ceux qui ne font pas partie de nos partenaires du Sud). Mais quelles autres solutions ? Bon sang, mais c'est bien sûr : « une seule solution, la Révolution »... Mais par quels moyens ? Nous ne croyons pas que cela soit possible par la révolte armée — même si elle a peut-être été parfois une étape nécessaire, en Afrique du Sud ou ailleurs. Donc, il ne reste plus que la pédagogie quotidienne de l'action, cherchant à fabriquer des citoyens conscients de la solidarité qui existe entre tous les occupants de notre petite planète. Car au final le problème de fond, c'est bien « Comment faire comprendre mieux et plus vite, aux consommateurs du Nord, que c'est leur propre comportement qui a créé le système de prédation dont souffre l'ensemble de la biosphère — et dont, s'ils ne changent pas rapidement, ils seront aussi bientôt les victimes ? »

Louis Pinsard ■

Artisans du Monde de Dôle.

(1) Note de la rédaction : existe-t-il une enquête dans les boutiques Artisans du Monde pour savoir comment les personnes qui s'y présentent ont découvert la boutique ? Quel pourcentage représente alors ceux venus par la découverte de Max Havelaar dans un grand magasin ?





Un avenir incertain

Entre la démarche progressive du militant associatif et une direction de Max Havelaar France désireuse de s'implanter rapidement, il y a des différences de point de vue. De quoi se poser de nombreuses questions sur l'avenir.

Je fais partie de la commission Commerce équitable d'Angers. Je me propose ici de faire le point après environ deux ans, et de réagir aussi sur ce qui se passe au plan national avec l'association Max Havelaar France (1).

Une action locale lente

Le dépôt-vente local du café équitable fonctionne depuis bientôt deux ans dans un CAT (travailleurs handicapés) et non plus chez un membre de la commission. De même qu'en Bretagne, l'équipe d'un autre CAT torréfie et conditionne le café pour le torréfacteur de Saint-Brieuc. Système certainement créateur de «lien social», de solidarité avec les petits producteurs et ouvriers handicapés. Il faut cependant remarquer que ces derniers reçoivent de maigres salaires : tous en dessous du SMIC, et pas toujours avec l'allocation handicapé pour compenser...

L'activité de notre groupe bénévole consiste toujours à faire la «promotion» du café équitable : contacter les gérants des magasins, organiser des dégustations-ventes dans les rayons café et les fêtes locales, suivre l'approvisionnement des points de vente. Avec les marques «non équitables», les torréfacteurs payent pour ce travail des commerciaux professionnels. Comment interpréter cette différence qui nous laisse un goût amer ? Manque d'engagement sérieux des torréfacteurs ou bien les géants mondiaux tels Nestlé, Kraft Jacob Suchard, leur payent-ils cette activité commerciale ? Il est vrai que pour encourager le commerce équitable, le savoir-faire commercial ne suffit peut-être pas.

Depuis sa création en 1994, cette commission n'a jamais atteint dix membres. La plupart appartient aux milieux catholiques (très implantés dans la région !) de même que d'autres bénévoles sollicités parfois par chacun de nous. Et je remarque que beaucoup d'événements (fêtes, congrès, rassemblements) où nous tenons un stand concernent ces milieux : chrétiens en monde rural, chrétiens retraités, dirigeants chrétiens d'entreprise... Des groupes moins confessionnels craignent-ils de ne pas trouver leur place ?

Une impression se confirme avec le temps : la difficulté d'avoir des discussions de fond, car il faut avancer dans «le concret», c'est-à-dire les contacts

points de vente, stands, manifestations... Et ne pas prolonger la réunion au-delà de deux heures ! Par exemple, impossible de remettre en cause l'exclusion (car «non-rentables») des rares petites alimentations non franchisées et qui vendent peu. Pourtant, certains parmi nous, par divers liens (quartier, relations) pourraient leur faire vendre du café équitable. Donc, la logique, louable à première vue, qui exige d'aller à l'essentiel avec nos faibles forces (les grandes surfaces d'abord) nous conduit à éliminer les «petits» (2).

Cela dit, même les «petits» peuvent se montrer farouchement hostiles à l'idée du commerce équitable : ma tentative auprès d'un gérant de 7/7 se solda par un cuisant échec ! Maghrébin pessimiste et désabusé, ce monsieur cria : «récupération, arnaque, pire que le système actuel !». Est-il si

exploité et envahi de rancœur par ce système qu'il ne peut plus distinguer la moindre lueur d'espoir ?

Plusieurs collectivités locales et institutions (Sénat, Assemblée nationale, mairies...) consomment du café équitable par le biais de leur personnel et des réceptions diverses qu'elles organisent. Nous avons ainsi sollicité la mairie d'Angers qui achète maintenant 40 % de son café au dépôt angevin. Avec le conseil général, la relation est plus difficile. Le président avait montré sa sympathie pour le sujet. Mais nous avons dû patienter un an pour obtenir une petite commande après plusieurs relances d'explications. Au point que le directeur de cabinet du président s'est plaint de harcèlement auprès de Max Havelaar France ! Les hésitations semblent venir de la différence de prix : 1 à 2 F de plus par paquet.

Au total donc, la liste des points de vente et de consommation augmente très doucement, à la mesure de



TOUS LES MATINS
VOUS DÉFENDEZ LES
DROITS DE L'HOMME
AU TRAVAIL.
BRAVO.

LABEL MAX HAVELAAR
la garantie de revenus décents pour
les petits producteurs de café.



nos moyens. Des ennuis plus ou moins prévisibles peuvent survenir : cumul d'impayés par une grande surface, ce qui ne l'empêche pas de dépasser la marge maximum préconisée par Max Havelaar. Pratiques courantes, il est vrai dans le milieu ! Citons encore le contrôle fiscal tatillon sur la déclaration de la TVA, malgré un volume des ventes trop faible pour nécessiter cette démarche.

Une action nationale rapide

Au plan national, le débat en cours rappelle les débuts de l'existence de l'association Max Havelaar France : plusieurs personnes de la mouvance Artisans du Monde refusaient de diffuser massivement le commerce équitable dans les grandes surfaces pour des raisons très similaires, je pense, à celles exposées dans les colonnes de Silence (3). Depuis, le litige s'est effacé, et les deux organisations travaillent dans le même sens.



Certains secteurs ont mis du temps à se sentir concernés par le commerce équitable. Exemple : les syndicats français, qui voyaient les producteurs de café, même petits, avant tout comme des employeurs et donc ne les jugeaient pas dignes de leur soutien ! Actuellement, ce cloisonnement se dégage avec le soutien de plusieurs syndicats à la campagne «je vote commerce équitable» en direction des dirigeants et comités d'entreprises et des mairies. Le lancement prochain d'autres produits équitables (banane, jus d'orange) favorise aussi ce rapprochement : les producteurs sont ici de grandes entreprises avec de nombreux salariés qui devront bénéficier en premier de meilleurs revenus.

Des liens étroits se tissent entre Max Havelaar France et les grands distributeurs. L'association tient à préserver de bons contacts... au point de quitter pour raisons tactiques le collectif «De l'éthique sur l'étiquette» car la «campagne de dénonciation de la grande distribution» par le collectif risque «de compromettre les négociations en cours» (4). Je trouve cette attitude bien frileuse. Car Max Havelaar France n'agissait pas en première ligne dans le collectif. Pour résumer, l'attitude du collectif présente le mérite, certes limité, d'aiguillonner les mastodontes de la distribution avec l'une de leurs armes favorites : les mettre en concurrence sur leur propre image (qualité sociale des produits) devant les consommateurs. Rôle complémentaire à mon sens, avec celui de Max Havelaar France, plus «partenarial», pour un objectif commun de commerce équitable. Donc le soutien réciproque me semble évident.

Les instances dirigeantes de Max Havelaar France (5) se montrent conscientes des attitudes de «requin» des grandes surfaces et de la forte mobilisation citoyenne nécessaire pour y faire face et déjouer les récupérations. Mais à mon avis, la phrase suivante : «Comment trouver les moyens financiers adéquats pour mener de véritables contre-offensives publicitaires ?» contient une dérive potentielle : cette publicité peut-elle aider un commerce équitable digne de ce nom, qui reste indépendant face aux puissances financières et publicitaires ?

Toujours est-il que les actes suivent les mots (6). Parmi les «moyens mis en œuvre pour atteindre une notoriété significative» on trouve des «actions de type publicitaire (affichage, spot télé ou radio...) en partenariat avec des groupes de communication». Concrètement cela se traduit par des autocollants «commerce équitable» sur les voitures des volontaires, quatre visuels dans neuf magazines à fort tirage (Le Point, Nouvel Obs, La Vie...), des spots radios sur RFM, Europe 2 et les «indépendants» (7).

La vigilance s'impose donc dans l'utilisation du moyen publicitaire, pour éviter d'y noyer l'esprit d'équité.

Ce problème rejoint bien sûr celui des ressources financières : deux grosses subventions permettent le fonctionnement actuel. Elles viennent des Fonds européens et du ministère des Affaires étrangères. Pour le proche avenir, une volonté d'autofinancement s'affiche, par des droits de marque perçus sur les ventes, et considérés comme «directement liés aux investissements en communication réalisés de 1999 à 2001» (8).

Un avenir difficile à prévoir

Rendez-vous dans quelques années pour apprécier de quel côté penche la balance, entre les risques de détournement, bien décrits par Tonino Perna (9), et la progression des revenus d'un maximum de petits producteurs et salariés dont nous consommons les «produits exotiques». Evidemment, nous croulons sous le nombre de thèmes récupérés, détournés, tout spécialement d'ailleurs dans le vaste champ des droits de l'homme.

Un seul pour exemple : les mines anti-personnel. Celles-ci deviennent «intelligentes» et du coup, échappent à la condamnation de l'opinion. Leur production s'en trouve relancée au profit des pays riches et des fabricants. De plus, ces derniers reçoivent actuellement des millions de francs payés par le contribuable pour détruire

les stocks d'anciens modèles qu'ils ont eux-mêmes fabriqués (10).

Dans le domaine du commerce équitable qui nous occupe, il m'apparaît que les deux approches commerciales et politiques, décrites par Catherine Shümperli-Younossian (11), relèvent des deux faces d'une même pièce. Que le point de vue de ceux pour qui «l'éthique ne peut être étiquetée» (dommage pour le collectif), complète avantageusement celui des «faiseux» qui veulent se salir les mains et prendre des risques (12). Tout dépend comment se font les choses selon les circonstances et les sensibilités.

L'évolution des SEL (13) et leur implantation lente dans la société (communes, maisons de quartier, artisans, PME) m'a fait un peu penser à ce que pourrait devenir le commerce équitable. Avec toutefois la réserve, de taille pour nous, de ceux qui refusent d'étendre les SEL à la grande distribution !

En tout cas, il convient de réserver la plus grande place possible aux petits, aux marginaux, aux lents. Pour leur permettre justement de se renforcer dès maintenant face aux géants ; en somme «amorcer la pompe dans le bon sens». Cela dans la mesure de nos

moyens, même faibles, et sans espérer de rapides «retours sur investissement» !

Je dois reconnaître que c'est plutôt l'option inverse qui prévaut dans le groupe angevin. Puissent mes ami(e)s s'ouvrir à une telle démarche en lisant cet écrit qui m'a permis de clarifier et affirmer mon point de vue.

Jean-Paul Dalibard ■



- (1) J'ai été sollicité par Silence sur cette question, par suite d'un premier courrier de réaction au moment de la campagne nationale «Exigeons des produits éthiques» (voir n°237 et 239/240).
- (2) processus décrits dans les articles «Les gros raflent la mise» parus dans Silence n°252-253 et suivants.
- (3) Voir «Agir ici dans les grandes surfaces ?», Silence n°237.
- (4) Rapport moral 1999 de Max Havelaar France.
- (5) Idem 2.
- (6) Rapport d'orientation Max Havelaar France, 2000-2003.
- (7) Les nouvelles de Max, n°5.
- (8) Idem 4.
- (9) Voir dans ce numéro.
- (10) Source : Agir Ici et Observatoire des transferts d'armements.
- (11) Voir Silence n°246-247, été 1999.
- (12) Voir courrier des lecteurs de François Brailion, Silence n°259-260, été 2000.

PRENEZ LE POUVOIR

Consommation responsable et commerce équitable
"une réponse concrète aux problèmes posés par la mondialisation"

Salle Jean Coutry (métro Gorge de loup)
56, rue Sergent Michel Berthet
69009 Lyon
Samedi 27 novembre de 9h30 à 17h
Réservations : 04 72 56 07 05

Marchés de la solidarité
Mardi 21, mercredi 22 novembre Atrium - Salle Jean Paul II
faculté catholique de Lyon de 10h à 18h30.
Dimanche 26 novembre Salle Notre-Dame
14, rue Painlevé, Caluire de 10h à 19h.
Dimanche 3 décembre
Centre équestre du Findez à Francheville de
10h à 19h.

Colloque organisé par Max Havelaar
Consommation responsable
et commerce équitable
"une réponse concrète aux problèmes posés par
la mondialisation"
Samedi 25 novembre
Salle Jean Coutry (métro Gorge de loup)
56, rue Sergent Michel Berthet
69009 Lyon
Horaires : de 9h30 à 17h
Renseignements : 04 72 56 07 05

Marché de la solidarité
• Mardi 21, mercredi 22 novembre Atrium -
Salle Jean Paul II
faculté catholique de Lyon de 10h à 18h30.
• Dimanche 26 novembre Salle Notre-Dame
14, rue Painlevé, Caluire de 10h à 19h.
• Dimanche 3 décembre
Centre équestre du Findez à Francheville de
10h à 19h.

pêcher un peu, faire la sieste avec votre femme et passer vos soirées à boire et jouer de la guitare avec vos amis».

Rions un peu

Un riche du Nord se promène dans un village du Sud. Il voit un pêcheur rentrer au port avec quelques poissons.

«Combien de temps avez-vous pêché ?

- Pas très longtemps.
- Pourquoi ne pas en pêcher plus ?
- Cela suffit pour nourrir ma famille.
- Et que faites-vous le reste du temps ?
- Je fais la grasse matinée, je joue avec mes enfants, je fais la sieste avec ma femme, je vois mes amis, nous buvons du vin et jouons de la guitare. J'ai une vie bien remplie !
- Vous devriez pêcher plus. Vous vendriez du poisson, le bénéfice vous permettrait d'acheter un plus gros bateau, puis d'avoir une flotte entière. Vous pourriez transformer le poisson en créant une usine, ouvrir des bureaux dans une grande ville, et pourquoi pas diriger une grande société avec des capitaux extérieurs.
- Combien de temps cela prendrait-il ?
- Quinze ou vingt ans.
- Et après ?
- Après, c'est là que cela devient intéressant. quand l'affaire marchera bien, vous pourrez vous retirer dans un petit village, faire la grasse matinée, jouer avec vos petits-enfants,

GUYANE loi de la jungle ?

Thierry Sallantin, ethnologue, défendait le droit des peuples indigènes. Un soir, il est agressé chez lui, retourne l'arme contre son agresseur qui est tué dans la bagarre. Il finit actuellement de purger une peine de prison.

En 1998, officiellement, selon les gendarmes, Kris Wood, militant écologiste, est mort en tombant de son hamac.

Le 11 juillet dernier, Michel Kapel, guyanais anticolonialiste et libertaire, a été abattu d'une balle dans le dos. Les jolies colonies de la France...

Elf : l'empire se fissure

En menaçant les inculpés de l'affaire Elf de poursuite pour «enrichissement personnel», les juges obtiennent de plus en plus d'aveux sur les financements occultes qui passaient par Elf. Cela couvre un large secteur de l'économie : financement des caisses noires des services secrets, financement des partis politiques, blanchi-

Wall-Mart sous-traite en Chine

Le géant de la distribution américaine, Wall-Mart, qui commence à implanter ses magasins en Allemagne, est dans le collimateur des organisations qui dénoncent l'exploitation dans les pays pauvres. Une enquête en Chine a permis de retrouver un millier d'usines sous-traitantes. Dans certaines usines, les femmes travaillent douze heures par jour et sept jours sur sept pour un salaire de vingt centimes de l'heure. Il n'y a pas que les prix qui sont écrasés dans les grandes surfaces.



DR

ment d'argent, contrat d'armement, financement des dictatures africaines, etc. Les systèmes mis en place sont difficiles à reconstituer car des processus sophistiqués ont été utilisés : commissions versées dans d'autres pays, transaction à partenaires multiples, utilisation de comptes dans les pays bienveillants (Monaco, Lichtenstein, Suisse, etc.), mélange entre réseaux et services, etc. De nombreuses banques et sociétés intermédiaires apparaissent au grand jour. Trois dirigeants africains sont directement impliqués : Bongo (Gabon), Sassou (Congo-Brazzaville) et Déby (Tchad), tout comme les proches de Mitterrand (Gilles Ménage, Roland Dumas), de Charles Pasqua... Le point commun à toutes ces magouilles : le contrôle du pétrole pour s'assurer que nos petites voitures pourront continuer à rouler. (Billets d'Afrique, septembre 2000)

amuser les enfants et faire réfléchir les adultes». Programme des lieux auprès de CCOB, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 36 60 60.

Pêche : redressons la barre

Agir Ici, avec le soutien de l'ACCFD, de Pêche & Développement, de Solagral, lance une campagne en direction des instances européennes pour dénoncer la mauvaise orientation de l'aide au développement qui favorise actuellement la pêche industrielle au détriment de la pêche traditionnelle, mettant en péril les modes de vie dans de nombreux ports du Sud. Cette campagne se terminera le 31 décembre prochain. Un document explicatif et des cartes-pétitions sont disponibles (5 F l'ex port compris, 4 F à partir de 10 ex). Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris.



DR

BÉNIN pesticide mortel

Le gouvernement du Bénin a annoncé qu'au moins 37 personnes sont mortes depuis le début de l'année après avoir utilisé de l'endosulfan dans leur jardin. Ce pesticide classé comme «modérément dangereux» par l'Organisation mondiale de la santé, est en principe destiné à la culture du coton. Utilisé pour des aliments, même après lavage, il reste un poison violent. Diverses ONG ont demandé l'interdiction de ce pesticide. (Peuples en marche, septembre 2000)

NIGER Parole de terre

L'association Terre et Humanisme organise du 15 au 22 janvier 2001, un séminaire «parole de terre», animé par Pierre Rabhi, au Niger, dans la région d'Agades : réflexion et échange avec la population autour du thème de l'agriculture et de la mondialisation. Renseignements : 04 75 36 64 01.

Contes du Burkina

D'octobre à décembre, le comité de concertation des organisations de solidarité internationale avec le Burkina Faso, CCOB, organise une tournée de «contes théâtralisés pour



IRAN formation paramilitaire

Les réformateurs au pouvoir ont agi pour un rapprochement entre les sexes : les Iraniennes recevront désormais une formation paramilitaire obligatoire : autodéfense, combat urbain et secourisme. L'égalité ne devrait-elle pas passer par la suppression de la formation des hommes à de telles méthodes ? (Ortzadar, septembre 2000)

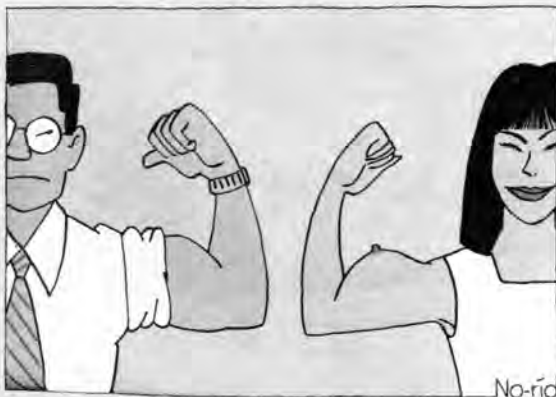
Pilule du lendemain : résultats

Les associations familiales ont obtenu du Conseil d'Etat, en juin dernier, l'annulation de la présence de la pilule du lendemain dans les lycées et les collèges, en trouvant une astuce dans la loi Neuwirth sur la contraception. L'expérience n'aura donc duré que de janvier à juin 2000, un temps suffi-



samment long toutefois pour en tirer quelques statistiques. Selon les chiffres du ministère de l'Education nationale, 7074 jeunes filles (4720 mineures, 2354 majeures) ont demandé ce contraceptif d'urgence et 1618 (23 %) l'ont obtenu. Dans tous les cas, les infirmières ont orienté les jeunes filles vers un centre de planification ce qu'elles ont fait dans 50 % des cas, 38 % en restant au stade de l'infirmière, 8 % allant voir un médecin, 3 % une assistante sociale. Les obstacles relevés ont été l'absence d'infirmière dans les établissements, l'éloignement d'un centre de planification, et enfin le prix élevé de la pilule (55 F). Cette expérience montre qu'il y a bien possibilité d'éviter de douloureux avortements, mais aussi que l'information sur la sexualité est encore insuffisante.

Travail de nuit



En 1999, le gouvernement français a été condamné par l'Europe à payer une astreinte de 950 000 francs par jour pour «discrimination fondée sur le sexe». Cette condamnation fait suite au refus de la France de modifier sa loi sur le travail des femmes la nuit. Le Parlement a adopté le 7 mars 2000, une loi sur «l'égalité professionnelle» et le Sénat a discuté début octobre d'un amendement pour respecter les directives européennes en la matière. Mais si l'on note des avancées positives : une précision de ce qu'est le travail de nuit («tout travail effectué entre 22 h et 5 h du matin»), un suivi médical renforcé, un droit de mutation dans d'autres tranches horaires pour les personnes inaptes avec possibilité de rupture du contrat de travail par la salariée en cas d'absence de proposition de reclassement, l'aspect oublié dans ce débat est celui de quand il est nécessaire de travailler la nuit : s'il n'est pas possible d'arrêter les hôpitaux, de nombreuses usines peuvent ne tourner qu'en journée. Le refus de la discrimination par le sexe pourrait être l'occasion de faire bénéficier aux hommes des mêmes protections que celles des femmes aujourd'hui, au lieu d'aller dans le sens libéral d'exploitation maximum de la personne. Les sénateurs PC et PS ont obtenu le rejet du projet de loi le 3 octobre. Celui-ci sera de nouveau discuté à l'Assemblée nationale le 30 novembre.

Petite phrase

«La guerre est une maladie grave, provoquée par des dirigeants aveugles, oublieux du fait que, par leurs actions, ils anéantissent notre avenir et enterrent à jamais sous les ruines notre droit à la vie et au bien-être. Parmi les causes fondamentales de la guerre, il y a la répartition inégale des richesses, les préjugés fondés sur la race, les croyances, le sexe ou la nationalité et les systèmes de gouvernement antidémocratiques et autoritaires»

Manifeste du parlement mondial des enfants

(source : Non-Violence Actualité, janvier 2000)

IRAK 1 400 000 morts

Selon un rapport de l'Unicef, l'embargo mis en place contre l'Irak depuis la guerre du Golfe en 1991 provoque une malnutrition permanente dans le pays qui entraîne une surmortalité. Celle-ci est estimée pour huit ans d'embargo à 1 400 000 morts dont 500 000 enfants de moins de cinq ans.

Contrôle des armes légères

Contrôler la circulation des armes légères peut sembler une gageure tant ces armes sont nombreuses. L'ONU envisage par exemple de marquer les armes pour éviter les ventes illégales. Cela semble bien compliqué. Or, selon un rapport du GRIP de Bruxelles, il n'y aurait dans le monde que 207 entreprises fabriquant ces armes, dont 183 dans les pays dits développés. Un contrôle de ces entreprises (interdisant par exemple les exportations) serait déjà une garantie facile à mettre en place. La fermeture de ces usines serait évidemment la meilleure solution. (CDRPC, 3e trimestre 2000)

BELGIQUE dénucléariser

Le Parlement flamand a voté, à une énorme majorité, une résolution demandant que la Flandre (nord de la Belgique) soit dénucléarisée. Cela suppose la suppression des armes nucléaires de Kleine Brogel. Le gouvernement flamand a transmis ce vote au parlement fédéral... sans suite pour l'instant. (Féli-cité, printemps 2000)

Hausse des dépenses militaires



Après huit années de baisse, de 1988 à 1996, les dépenses militaires mondiales sont reparties à la hausse : +2 % en 1999. Ce sont les Etats-Unis qui assurent cette tendance : leur seul budget représente 36 % des dépenses mondiales devant la France (7 %), la Russie (3 %), la Chine (3%). Il est à noter que les pays qui ont relancé les dépenses sont les plus gros marchands d'armes, ce qui n'est donc pas étonnant (faute de sauver les profits, euh, non les emplois). Ceci explique aussi l'impuissance de l'ONU dans la prévention des conflits : les cinq pays qui ont un droit de veto sont ceux qui assurent les armes. (CDRPC, 3e trimestre 2000)

Vivent les ventes d'armes

Le 22 mai, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont repoussé la proposition belge d'un embargo sur les livraisons d'armes aux belligérants d'Afrique. Prétexte : «cela favoriserait les trafiquants d'armes» ! En fait, il y a une erreur dans le texte officiel : cela favoriserait les autres trafiquants d'armes. (Billets d'Afrique, juin 2000)

SAÔNE-ET-LOIRE vivre en paix

Le centre de création Kaléidoscope organise du 24 au 27 mai prochains une formation sur le thème «vivre en paix, ça s'apprend» avec comme objectif de trouver la paix et la douceur en soi, apprendre à aimer et à se réconcilier avec soi-même, sentir la violence qu'on fait subir aux autres, sentir la paix que l'on peut offrir aux autres. Les formatrices sont Marie-Pierre Bovy, compagne de l'Arche, Charo Ramos-Sauvage, philosophe, formée aux sciences de l'éducation, Brigitte Sénéca, artiste peintre, art-thérapeute. Kaléidoscope, La Place, 71960 Solagny, tél : 03 85 37 78 80.

Diplôme d'herboristerie

Le 11 septembre 1941, le diplôme d'herboristerie, créé en 1778, est supprimé par le gouvernement de Vichy. Le gouvernement de De Gaulle confirmera la mesure dans une loi ratifiée en 1945. Depuis, les herboristes anciennement diplômés peuvent encore exercer. Les plus jeunes ont aujourd'hui 80 ans. L'herboristerie propose une médecine de traitement qui s'appuie sur des extraits des plantes (par ingestion, infusion, décoction, sirop, etc.) sans passer par les molécules artificielles des laboratoires. Ces derniers font évidemment tout pour que se perde le savoir des herboristes. Depuis 1982, une association s'est constituée pour demander qu'un diplôme soit remis en fonction. En Belgique, c'est gagné depuis le 1er janvier 1999. Il y a donc bon espoir d'arriver à le voir rétablir en France, au nom de l'harmonisation européenne. ARH, association pour le renouveau de l'herboristerie, 92, rue Balard, 75015 Paris.

Téléphones mobiles : documentation

Les Amis de la Terre de Toulouse ont collecté une importante documentation sur la question des téléphones

mobiles et des antennes réémettrices. Si le gouvernement français se tait — les Verts compris — la documentation scientifique est explicite : risque de cancers, insomnies, fatigue, troubles oculaires. Pour en savoir plus : *Les Amis de la Terre*, 10, rue Aurial, 31400 Toulouse, tél : 05 61 53 23 21.

Grippe : vaccins inefficaces

La Caisse d'assurances maladie de Nantes a publié les résultats d'une étude réalisée en 1993 auprès de 31 757 personnes non vaccinées contre la grippe et 8381 personnes vaccinées. Résultat : 14 % des vaccinés ont eu la grippe... contre 13 % pour les non-vaccinés. Conclusion : le vaccin contre la grippe est totalement inefficace. Mais en plus, ils ont calculé les dépenses de santé de chaque groupe pendant les périodes à risque : 294 F pour les non-vaccinés, 382 F pour les vaccinés... sans compter le prix du vaccin puisqu'il s'agissait d'une campagne de vaccination gratuite. (correspondance André Ferruit)

LYON

Réseau Santé

Le Réseau-Santé propose, depuis bientôt vingt ans, de nombreuses activités : une bibliothèque d'un millier d'ouvrages, des échanges de savoir sur la ménopause, les thérapies..., des balades en santé, des ateliers d'écriture, de couleurs, et toujours les tables d'hôte, les mardis, mercredis et jeudis à midi trente. Réseau Santé, 15, rue Jean-Baptiste-Say, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 17 16.

GRANDE-BRETAGNE acquiescement des anti-OGM



28 militants de Greenpeace étaient poursuivis pour avoir effectué une récolte préventive dans une parcelle de maïs transgénique, en juillet 1999. Ils ont été acquittés par le tribunal de Norwich le 21 septembre. Ils avaient déjà été blanchis d'accusations de vol lors d'un premier procès en mars dernier. Le tribunal a

suivi l'argumentation des écologistes : ceux-ci ont montré que le gouvernement avait ignoré un rapport des experts du Centre John Innes, rapport commandé par le gouvernement, qui concluait à la contamination inévitable des cultures voisines. (Greenpeace, Véronique Papon, tél : 01 44 64 02 08)

Superphénix : arrêt en 2005 ? 2010 ?



Photo Brahim Carbonare

Si la décision d'arrêter Superphénix a été prise en juin 1997, sa réalisation est d'autant plus difficile que rien n'avait été étudié pour cela. A l'automne 1999, un calendrier est en place étalant les opérations jusqu'en 2005. Il prévoit qu'à partir d'octobre 1999, commence l'extraction du plutonium et son stockage sur place dans des piscines prévues à cet effet. L'opération qui nécessite pour chaque élément un nettoyage très strict devait durer dix-huit mois. Mais c'était compter sans les traditionnelles pannes qui se poursuivent même après l'arrêt de la production d'électricité. Un déraillement d'un treuil dans le tourniquet provoque un premier retard de deux mois, le temps de nettoyer l'appareil et de refaire la procédure. Entre décembre et janvier, 22 éléments de plutonium sont sortis (sur 650). C'est alors que l'on s'aperçoit que le procédé prévu laisse trop de sodium mélangé et qu'il y a des risques d'incendie. La procédure est de nouveau stoppée. Mi-avril, la DSIN accepte la sortie de cinq nouvelles barres selon un nouveau procédé. Même sans nouvelle panne, il faudra attendre fin 2001 pour que l'ensemble du plutonium soit sorti, lavé et stocké dans les piscines voisines. Ce n'est qu'à ce moment qu'un accident nucléaire ne pourra plus avoir lieu... dans le réacteur. D'ici là, des entrepôts pour stocker le sodium auront été mis en place. Mais pour manipuler le sodium, plus ou moins radioactif, il faudra un décret et une enquête publique. Du fait des élections présidentielles, cela n'aura pas lieu avant l'été 2002 et durera dix-huit mois, sauf incident (risques élevés d'incendie et d'explosion). Début 2003, commencera le démantèlement des structures du réacteur les moins radioactives. Fin 2005, le réacteur ne comprendra plus que des parties inertes trop radioactives pour être démontées. La neutralisation du sodium pourrait durer jusqu'en 2010. Ce sera la fin du risque d'accident chimique.

MEUSE fin d'occupation à Bure

Avec l'usine de La Hague dans la Manche, le chantier du laboratoire pour l'enfouissement des déchets de Bure, dans la Meuse, devrait être le point de mobilisation des antinucléaires. Ce n'est malheureusement pas le cas. L'occupation commencée le 1er juillet n'a pas été un franc succès : quelques dizaines de personnes seulement passant leur été face à l'entrée du chantier. Moins d'un millier de personnes se sont retrouvées le 27 août sur place pour une manif qui avait prévu l'encercllement du site. Si les barrières ont été une nouvelle fois enfoncées, cela n'a pas été plus loin et les organisateurs ont décidé la fin du camp permanent. La faible mobilisation militante sur le terrain est préoccupante.

- CEDRA 52, BP17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.
- Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.
- Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs, Cacendr, 56, rue du Colonel Moll, 54520 Laxou, tél : 03 83 90 00 69.



Photo Loïc Gaudin

Il faudra ensuite trouver un moyen de se débarrasser des piscines remplies de cinq tonnes de plutonium... Il faudra également trouver une destination au deuxième cœur fabriqué en son temps, actuellement stocké à Cadarache qui renferme cinq tonnes de plutonium supplémentaires. Il y a actuellement environ 380 personnes qui travaillent sur le site, lequel devrait encore occuper du monde pendant quelques dizaines d'années. (source : La Croix, 17 avril 2000)

Rapport Cochet

Le CLER, comité de liaison énergies renouvelables, qui regroupe un grand nombre d'associations et de professionnels dans le domaine, se félicite des 137 propositions contenues dans le rapport remis par Yves Cochet au Premier ministre le 14 septembre dernier, d'autant que ces propositions ont été faites en concertation avec les différents acteurs du milieu. Le CLER note également une analyse très pertinente du retard français et appuie totalement le député Vert lorsque celui-ci place en premier plan l'efficacité énergétique comme indispensable avant de chercher à produire par des capteurs solaires ou des éoliennes. Le CLER rappelle que l'Allemagne non seulement développe à grande vitesse les énergies renouvelables mais a réussi à stabiliser sa consommation, le Danemark faisant encore mieux réussissant à la baisser. Le CLER s'inquiète toutefois de l'avenir de ce rapport et espère que le rapport Cochet n'ira pas rejoindre au fond d'un placard les excellents rapports précédents : Quilès [1981], Hugon [1982], Bouchardeau [1989], Brana [1992], Brosse [1993], Souviron [1994]...

Le CLER souligne que la mise en pratique de ces propositions permettrait de respecter nos engagements vis-à-vis de l'effet de serre (Kyoto), de limiter notre dépendance au prix du pétrole et d'éviter de renouveler le parc nucléaire. CLER, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.

ISÈRE maison Biosoleil

La maison Biosoleil est en Isère à mi-chemin entre Lyon et Grenoble. Elle associe solaire passif (véranda) solaire thermique pour eau sanitaire et chauffage par PSD et solaire photovoltaïque (Phébus), le tout intégré en toiture, appoint chaudière bois. Vous pouvez visiter quand bon vous semble en téléphonant au 04 74 87 06 67.



ALLEMAGNE sortie du nucléaire

La décision de sortie du nucléaire annoncée par le gouvernement allemand début juin a fait faire ce commentaire stupide à EDF : « nous allons peut-être devoir construire de nouveaux réacteurs en France pour exporter de l'électricité vers l'Allemagne »... EDF essayant de maintenir ainsi le message qu'il n'y a pas d'alternatives au nucléaire.

Sur le terrain allemand, la situation est bien différente. Pour éviter d'avoir trop recours au gaz (avec les risques pour l'effet de serre), le gouvernement a lancé différents programmes en faveur des énergies renouvelables. Ainsi depuis le 1er janvier 1999, un programme intitulé « un million de toits solaires » permet aux particuliers comme aux collectivités d'emprunter de l'argent sans intérêt pour l'installation de photopiles à la place des toits. L'objectif est d'obtenir au moins 5000 MW. Le programme a démarré assez timidement et le gouvernement a pris de nouvelles mesures en avril 2000 en garantissant un prix de rachat de l'électricité produite par les renouvelables de 0,99 DM par kWh (environ 3,40 F). Ceci a provoqué une explosion des demandes : pour les seuls deux derniers jours du mois d'avril, plus de 20 MW de photopiles ont été commandés.

Cette hausse de la demande sur les photopiles se confirmant de mois en mois, elle a une conséquence inattendue : les industriels n'arrivent plus à suivre et des organisations d'aide aux pays développés ont vu leur programme stoppé dans l'attente de livraisons de photopiles, les industriels donnant la priorité à l'Allemagne où les circuits économiques sont plus intéressants.

Du côté de l'éolien, on assiste également à un développement rapide et l'objectif pourrait dépasser les 2000 MW installés par an assez rapidement. L'accord signé avec les industriels du nucléaire prévoit une fermeture très progressive des réacteurs (lorsqu'ils ont atteint 32 ans de fonctionnement). Si le gouvernement arrive à stabiliser la consommation d'électricité (ce qui est presque fait), le seul développement des énergies renouvelables permet déjà de fermer au moins deux réacteurs par an. A ce rythme, le recours au gaz ne sera pas forcément indispensable et il est peu probable que l'Allemagne augmente ses importations d'électricité nucléaire venant de la France.

Prix du pétrole



■ **Une ressource limitée.** Le pétrole résulte d'une transformation dans le sol de biomasse emprisonnée il y a des centaines de millions d'années. Son exploitation a commencé au XIXe siècle et il est vite devenu le facteur indispensable du développement des sociétés industrielles. Depuis 1914, toutes les guerres sont plus ou moins liées au contrôle du pétrole. Lors du premier choc pétrolier, en 1973, les estimations concernant les stocks encore disponibles étaient évaluées à une cin-

quantaine d'années. Depuis, la découverte de nouveaux gisements a permis de maintenir la date d'épuisement à distance, mais les nouveaux gisements découverts récemment sont de plus en plus difficilement exploitables et le nombre d'années d'avance commence à fondre (dernière estimation : 40 ans de stocks). Tout produit devenant rare voit son prix augmenter. Si le prix du pétrole, hors guerre du Golfe, a pu se maintenir bas pendant les 25 dernières années, c'est essentiellement par le travail diplomatique incessant des grandes puissances pour empêcher les pays producteurs de pétrole de se mettre d'accord. Mais ceux-ci, regroupés au sein de l'OPEP, prennent conscience que leurs ressources financières risquent de se tarir d'où depuis un an une augmentation de la production plus lente que l'augmentation de la demande, ce qui explique la hausse régulière du prix du pétrole. Une hausse prévisible et normale.

■ **35 centimes + 20 centimes.** Le gouvernement a diminué les taxes sur le fuel professionnel de 35 centimes une première fois puis de 20 centimes sur l'ensemble des carburants, le 1er octobre. A noter qu'en 1997, les Verts avaient négocié une surtaxe de ce fuel de 7 centimes par an pendant cinq ans pour diminuer progressivement l'écart avec l'essence. En une nuit de négociation, l'accord avec les Verts est anéanti.

■ **Voynet pas consultée.** C'est en rentrant chez elle et en écoutant le journal télévisé d'une heure du matin que Dominique Voynet a appris que son collègue Jean-Claude Gayssot venait de supprimer la fiscalité écologique mise en place en 1997. Cela en dit long sur le poids des Verts dans le gouvernement (*Vert contact*, 16 septembre 2000).

■ **Rétablir la vignette.** Les Amis de la Terre dénoncent l'absence de choix de société et demandent que soit rétablie la vignette dont le tarif progressif doit inciter à se tourner vers des véhicules plus autonomes, ils demandent aussi que le prix du carburant en milieu agricole soit en fonction du type d'agriculture, enfin que la crise actuelle soit l'occasion de relancer un vaste débat sur l'urbanisme, en cherchant une moindre dépendance aux déplacements. *Amis de la Terre*, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.

■ **Perte de mobilité ?** Les Verts soulignent avec justesse, les inégalités de mobilité : plus le coût du déplacement est élevé, moins les plus déshérités peuvent se déplacer. Ils proposent donc de mettre en place un système de compensation similaire à l'aide personnalisée au logement (APL), une aide personnalisée au transport (APT) qui pourrait être de l'ordre de 500 F à 1000 F par foyer. Mais sa mise en place risque d'être difficile : il ne faudrait pas que cela incite les gens à prendre plus la voiture. Dans ce contexte, une baisse significative des coûts des transports en commun — liée aux ressources — serait sans doute plus adéquate. La SNCF en baissant ses tarifs depuis maintenant deux ans, constate une hausse significative du trafic voyageurs. Cela signifie donc bien que le coût actuel est un frein au déplacement. Enfin, les Verts demandent avec insistance un renforcement des financements en direction des différents modes de transports collectifs afin de diversifier les offres et diminuer les temps d'attente. *Les Verts*, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.



La pile à combustible

La pile à combustible suscite beaucoup d'intérêt. Si elle n'est pas une source d'énergie, elle modifie sérieusement l'approche de la question énergétique pour les besoins d'énergie isolés : véhicules, maisons, appareils à piles...

On sait depuis longtemps que l'eau est composée de deux constituants : l'hydrogène et l'oxygène, et qu'un courant électrique permet de les séparer. Cette opération, dénommée «électrolyse» a été étudiée à fond par Faraday [Londres, 1832]. Alors que les deux gaz ainsi produits ont tendance à se recombiner violemment, Grove [Londres, 1839] a montré que, dans certaines conditions, on pouvait faire réagir ces deux corps l'un sur l'autre sans explosion. La combustion de l'hydrogène pouvait alors produire de la chaleur (ce qui est banal pour un combustible), mais aussi permettre de récupérer une partie de l'électricité dépensée précédemment pour l'électrolyse de l'eau. C'est l'idée de base de la pile à

combustible, dont la simplicité apparente cache, en réalité, des difficultés techniques considérables. Ce qui explique qu'il aura fallu environ un siècle et demi pour que cette invention devienne utilisable en pratique. Encore est-elle restée longtemps extrêmement coûteuse, ce qui en limitait l'emploi aux applications spatiales, dans lesquelles les considérations financières passent au second plan.

Or, si l'on en juge par les investissements très lourds actuellement consentis par plusieurs grands groupes industriels, on peut prévoir un développement important de cette technologie dans les dix prochaines années. La pile à combustible, devenue moins chère, ne servira plus seulement aux cosmonautes, mais

aussi à Madame et Monsieur Toulemonde, dont elle pourra faire marcher les voitures, les lampes, les télé, les radiateurs...

D'où vient l'hydrogène ?

On peut distinguer les deux types de fonctionnement suivants :

- ou bien on injecte directement dans la pile de l'hydrogène fabriqué ailleurs,

- ou bien, on y injecte un autre combustible dont la pile, alors munie d'un organe supplémentaire appelé «reformeur», saura extraire l'hydrogène au fur et à mesure de ses besoins en énergie.

Cette seconde solution paraît, à première vue, plus compliquée pour l'utilisateur. Mais ce n'est pas forcément vrai car le combustible à trouver et à stocker peut se présenter sous la forme familière d'un liquide, pour lequel existent déjà des cuves, des pompes, des camions-citernes et des stations-service.

L'hydrogène, au contraire, est actuellement vendu dans des bouteilles en acier, de sorte



ALIMENTATION BIO • PRODUITS NATURELS
HABITAT SAIN • TOURISME VERT
500 exposants • 100 ateliers • 20 conférences

salon
MARJOLAÏNE

10/19 novembre 2000
parc floral de Paris

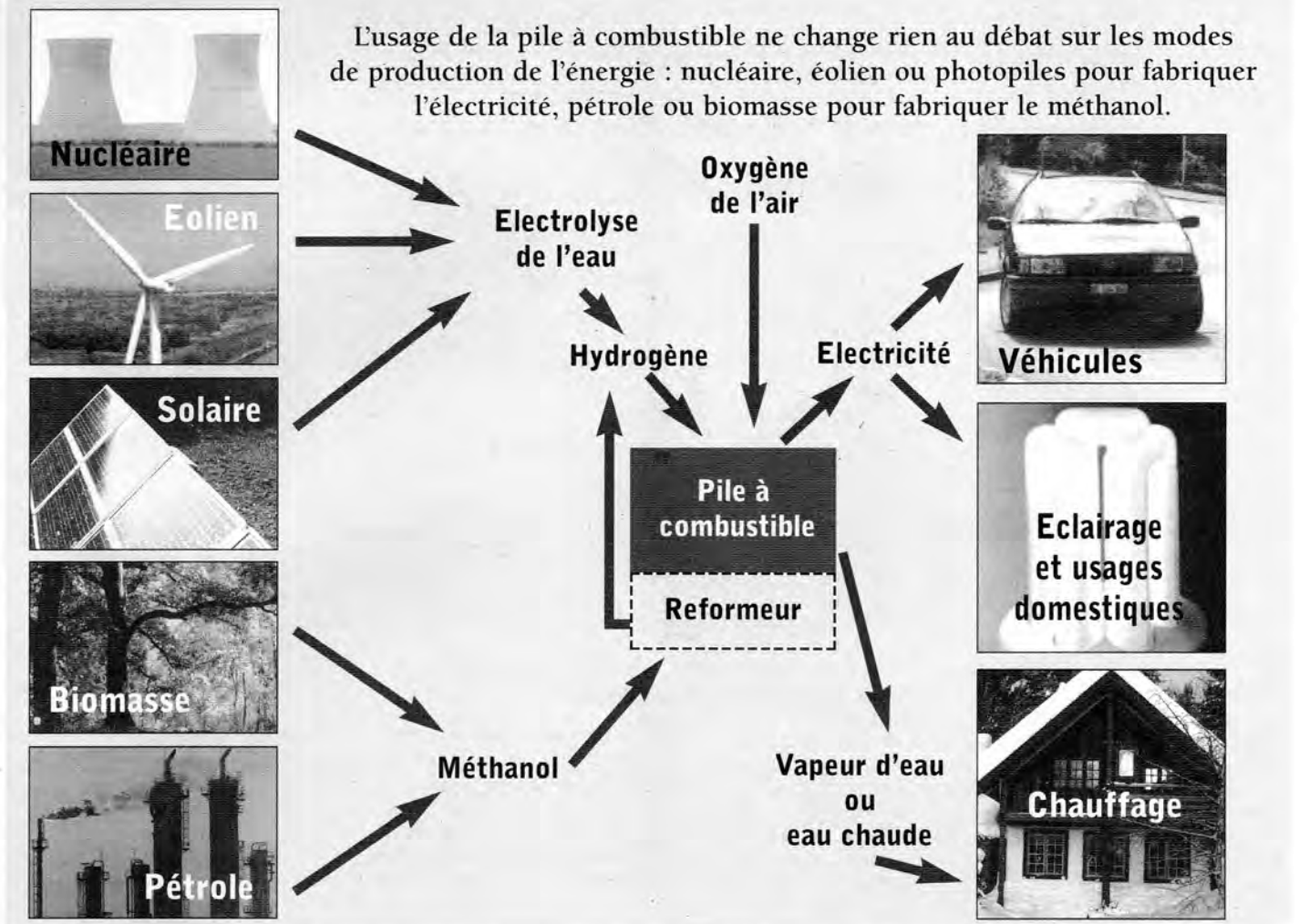
11h-19h30
nocturnes 22h : vendredi 10, mardi 14 et vendredi 17
M Château de Vincennes (navette gratuite)



SPAS organisation • 86, rue de Lille - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 09 09 • Fax : 01 44 18 99 00

NOSTALGIE
Le Grand 90.A

L'usage de la pile à combustible ne change rien au débat sur les modes de production de l'énergie : nucléaire, éolien ou photopiles pour fabriquer l'électricité, pétrole ou biomasse pour fabriquer le méthanol.



que pour contenir un kilo de ce gaz très léger, il faut 250 kg de ferraille ! De plus, en cas de fuite, l'hydrogène peut réagir de façon explosive avec l'air (mais certains hydrocarbures aussi).

Par contre, l'hydrogène a l'indéniable avantage de la propreté d'utilisation : c'est le seul combustible dont l'oxydation ne produit aucun polluant puisque l'oxyde d'hydrogène, c'est l'eau.

Toutefois un véhicule fonctionnant à l'hydrogène ne sera pas aussi écologique que le pensent la plupart des journalistes qui écrivent sur ce sujet, tant que l'on utilisera la fission nucléaire pour fabriquer cet hydrogène. Les photopiles offrent une alternative particulièrement intéressante car elles produisent du courant continu directement utilisable pour l'électrolyse.

Applications expérimentales

Depuis 1993, des piles à combustible actionnent des autobus expérimentaux à Vancouver, Chicago et Oslo. Les bouteilles d'hydrogène, stockées sur leur toit, leur assurent une autonomie de 560 km. Les villes qui installent un tramway feraient bien de s'en inspirer, ce qui leur éviterait de poser des rails et des caténaires.

La voiture individuelle a plus de mal à transporter le matériel nécessaire. Dans le prototype de Renault (120 km/h, 500 km d'autonomie), on utilise une pile de 30 kW alimentée par de l'hydrogène liquide à -253°. L'installation ne laisse que peu de place à deux personnes sans bagages. Peugeot-Citroën a préféré l'hydrogène comprimé à 700 bars et contenu dans des bouteilles en matériaux composites, mis au point par le Commissariat à l'Énergie Atomique, 15 fois moins lourdes que les classiques bouteilles en acier.

Volkswagen, Daimler-Benz, Ford et Mobil sont aussi dans la course et annoncent la commercialisation de leurs voitures pour 2004.

Une possible décentralisation

Du côté des utilisations domestiques, les piles à combustible pourront assurer la production simultanée d'électricité et de chaleur (cogénération) avec un rendement global de l'ordre de 90 % alors que les centrales thermiques rejettent, dans l'environnement, les deux tiers de la chaleur qu'elles produisent et qu'il se perd encore un peu d'électricité dans les lignes qui la transportent chez l'utilisateur.

Par ailleurs, cet excellent rendement ne dépend pas de la grosseur de la pile à combustible qui pourra donc s'adapter aux utilisations

de toutes tailles (on prépare même des micro-piles pour les téléphones portables).

Aux États-Unis, Plus Power LCC et General Electric prévoient de mettre sur le marché, en 2002, une pile à combustible de 7 kW pour produire l'électricité et la chaleur nécessaires à une maison individuelle. Cet objet subversif pourrait remettre en question la production centralisée de l'électricité et donc l'utilité des lignes à haute tension. Il pourrait fortement intéresser, en premier lieu, les habitants des chalets de montagne qui, chaque hiver, restent plusieurs jours sans électricité parce que la neige a coupé les fils et tordu les pylônes.

Puis la pile à combustible pourrait gagner les différentes régions dont elle saurait utiliser les ressources spécifiques : ici, le vent, là le Soleil, ailleurs les cours d'eau ou les déchets végétaux ou animaux.

La pile à combustible n'est pas une énergie nouvelle, mais une nouvelle façon de gérer l'énergie, moins gaspilleuse et mieux adaptée aux besoins et aux ressources locales que le mastodonte nucléaire. Toutefois celui-ci risque d'avoir la vie dure dans notre pays où les essais de la pile à combustible appliquée à l'habitat sont conduits par... EDF qui, paraît-il, s'intéresse vivement à elle. Comme le chat à la souris ?

Roger Bernard ■

Les grands-parrains

Pour lutter contre la solitude des seniors et le manque d'encadrement pour les plus jeunes, une association, *les grands-parrains*, propose de mettre en relation des retraités actifs avec des jeunes pour développer des relations proches de celles que peuvent donner celles de grands-parents : lettres, visites, cadeaux, etc. *Grands-Parrains*, 15, rue des Epinettes, 94240 L'Hay-les-Roses, tél : 01 45 46 60 66 (lundi et mardi)

NORD rayons vides

Pour protester contre des projets de licenciement, les ouvriers de l'usine Unilever d'Haubourdin, ont mis en place un moyen de pression original : ils passent dans les grands magasins, récupèrent de pleins chariots des produits de la marque et les ramènent dans la réserve du magasin. Ils surveillent ensuite régulièrement que les

rayonnages restent libres. Les chefs de rayon n'essaient même plus de réinstaller les produits. De nombreux consommateurs découvrent ainsi le problème et apportent leur soutien. (*Libération*, 27 septembre 2000)

McCrado



Enfin une pub honnête : on voit ce que vend le fast-food

■ **Paris : rue des Rosiers.** La rue des Rosiers est un lieu de mémoire, l'épicentre du vieux quartier juif de Paris. McDo voulait y ouvrir un des ses néfastes-fast-food. Commerçants et habitants ont réussi à faire échouer le projet. Donc c'est possible ! *Association du quartier des Rosiers*, 3 bis, rue des Rosiers, 75004 Paris, fax : 01 42 71 51 44.

Publicité dans les écoles

Pour leur rentrée, les élèves des collèges et lycées du Valais romand ont reçu gratuitement un agenda de 200 pages... dont une cinquantaine de publicité. On y trouve évidemment les marques intéressées directement par le jeune public, mais aussi des pubs plus étonnantes pour des appareils électroménagers, des robes de mariée... Des parents ont essayé de protester contre cette invasion publicitaire d'un nouveau genre. Le département de l'Éducation du Valais a répondu que les chefs d'établissement pouvaient les refuser... deux établissements seulement l'ont fait. L'un des directeurs a expliqué que «tant que l'école publique peut fonctionner sans publicité, c'est certainement mieux». La conceptrice de l'agenda explique qu'interdire un tel agenda n'aurait de sens que si l'on interdisait les vêtements et les chaussures couverts de publicité de marque. C'est évidemment ce qu'il faudrait faire. On peut en effet s'étonner que le port du voile provoque des débats acharnés alors que la présence de ces marques est acceptée.



Label Cleaner - Coes Drogler et Marjyn Van den Brauel

■ **Condamnations.** En 1997, l'inspection du travail constate que dans les McDo d'Ile-de-France des irrégularités ont lieu concernant les fiches de paie : alors que l'on doit compter le temps passé par un salarié dans un établissement, les McDo déduisent tous les temps de pause (vestiaire,

toilettes, ainsi que les moments sans clients). Le 5 septembre, l'affaire est passée en procès. Le tribunal a requis 400 000 F d'amendes contre le directeur régional et 80 000 F contre le directeur des ressources humaines. Ce jugement est effectif depuis le 27 septembre.

Annonces

Emplois - demandes

■ Femme, 40 ans, prof d'art dramatique et scénariste, excellentes références professionnelles, cherche un poste stable dans ce domaine au sein d'une structure écologique tenant compte de la nécessité de l'harmonie entre l'homme et la nature. Je propose de travailler sur la création et le montage de spectacles drôles et dynamiques pour les enfants de 7 à 15 ans, spectacles en lien avec la nature et l'environnement et sur des ateliers individuels pour les adultes dans l'objectif de l'exploration des différentes facettes de la personnalité. Me contacter au 03 86 40 59 71. N'hésitez pas à me laisser un message en cas d'absence.

■ 60 ans, dynamique, cherche travail plein temps secteur écologie, bio. Région sud-ouest. *Tél matin : 01 48 43 02 11. Nicole Fouqué.*

■ Ayant une formation de BTS-ACSE (analyses et conduites du système d'exploitation, option grandes cultures), et une spécialisation en agriculture biologique (BP option polyculture-élevage, maraîchage bio), je cherche un emploi dans le domaine de l'agriculture, l'agro-alimentaire ou l'environnement. Ni choix de lieu, ni de pays. *Johnson Ndengar, c/cossi-5, 46700 Gandea (Valencia), Espagne, tél : 34 962 866 857. E-mail : ndongar.jo@voila.fr.*

Vivre ensemble

■ H. 37 ans, célibataire, convictions sociales et respect de la terre, engagement spirituel à travers le cœur, l'âme et l'esprit, cherche ami(e)s en vue d'échanges, de partages, à travers la compréhension humaine et dans l'approche du Christ. Aimerais trouver des êtres responsables en vue de créer une activité de petite exploitation agricole maraîchère, bio ou biodynamique, en vue de ventes sur les marchés des produits : légumes, fruits, petits fruits, plantes médicinales, godets de fleurs et plants, simples... Je réponds à toutes lettres de toutes régions. Je souhaite m'installer dans le centre-sud-ouest de la France. *Rémy Schaeffer, 54, rue Dieweg, 67600 Sélestat.*

■ En vue de la création ou de l'intégration dans un écovillage, propose la mise en place d'une maille locale du réseau français des écovillages dans la région de Fougères. Propose rencontres conviviales dans esprit écologie et non-violence, intéressé par démarche d'échanges de type SEL. Ecrire en joignant une enveloppe timbrée. *Jean-Noël Simon, 42, rue de la Pinterie, 35300 Fougères.*

Rencontres

■ Homme jeune, 45 ans, divorcé, trois enfants, végétarien, non-fumeur, tendre, sensible, sportif, aimant nature, nage, balades, jardinage, bricolage, musique, dialogue, travail personnel, massage, cherche femme jeune pour avancer ensemble avec nos différences sur le tao et l'amour. *Dominique Biscontini, 13, rue du Lin, 29870 Lannilis, tél : 02 98 04 14 87.*

■ **Réf 263.01.** JF, 27 ans, aimant l'aventure, les voyages sac au dos, les médecines douces, l'agriculture bio et la vie qui va avec, cherche à rencontrer JH bio dans l'âme, non extrémiste, pour voyages, amitié et plus. *Ecrire au journal ou iguana-hot16@hotmail.com.*

Recherche

■ Couple avec deux enfants cherche terrain constructible à vendre ou maison avec jardin à louer à proximité d'une école Freinet ou à tendance Freinet (ou Montessori). *Céline et Thierry Montagne, quartier rivière, 26460 Truinas, tél : 04 75 53 49 96.*

■ J'ai besoin de vous, financièrement, pour construire une maison simple (terre crue) familiale, dans mon pays où il y a eu la guerre (Rwanda). Je peux vous rendre service aussi : repassage, ménage, etc. *Françoise Le Bihanic, tél : 01 34 84 85 79.*

■ Couple cherche associé(e) ou/et conseils sommaire à la campagne d'ânes en Nord-Ardèche. Merci de contacter *Stéphanie et Raynald Rasse, Le Chambon, 07380 Jaujac, tél : 04 75 93 20 68. raynald.rasse@free.fr.*

Logement

■ Couple salarié cherche logement même sommaire à la campagne avec jardin, contre produits du jardin bio et/ou autres. A définir — ou location idem à petit loyer — région Saint-Geny-du-Fesc (34), tél : 04 67 59 42 53.

■ Brigitte Rolland, élevage chèvres angora, offre à personne intéressée une location vente ou vente d'une maison d'habitation sur exploitation agricole en vue partenariat

(gaec ou autres) ou activité annexe à l'exploitation. Etudie toutes propositions. *Tél : 04 75 21 85 96.*

■ Dans le cadre d'une reconversion professionnelle, je me lance dans des études d'ostéopathie. Celles-ci ont lieu à Limonest, quatre jours par mois, d'octobre à juin. N'habitant pas à proximité, et nos revenus ne nous permettant pas d'assumer un hébergement onéreux, je cherche une chambre ou un coin de jardin ! En échange, possibilité de «chambre d'hôte» dans le massif de la Chartreuse. *Tél : 04 79 26 21 36.*

Débatte

■ Qui lit Silence d'une main et Fluide Glacial de l'autre ? Ecrivons-nous, rencontrons-nous, rions ensemble ! *Franck Buendia, -18, rue de Normandie, 41100 Vendôme.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Journée sans achats



«Croyez-vous encore qu'une croissance infinie soit possible sur une planète où les ressources sont limitées»
voix du petit film ci-contre pour la journée sans achat



- Papa ! Maman !
Vite, vite ! C'est l'heure du culte !
Nous allons être en retard et les voisins vont encore nous regarder de travers.

Le petit Jérôme est toujours à l'heure pour le grand culte dominical. Ses parents sont fiers de sa ponctualité. D'ailleurs, c'est l'une des qualités qu'ils ont demandé au généticien de mettre en avant lorsqu'ils ont choisi les traits de caractères de leur fils. Pour se rendre au temple, les Dugenoux se rassemblent dans leur salon et allument l'écran géant. Ouf ! Il était moins une ! Tous leurs voisins sont déjà présents et apparaissent dans la liste des participants, en bas à droite de l'écran. Rater le culte serait une véritable honte dans ce quartier pavillonnaire de cadres moyens.

- Mes très chers frères consommateurs et consommatrices, nous sommes rassemblés afin de louer la grâce du grand capital. L'office de ce dimanche nous est offert par fricomania.com, courtage en bourse par Internet. Le grand capital a été tout particulièrement attentif à nous cette semaine puisque le cours de la bourse a augmenté de 2,5 %. Ce signe nous rappelle à tous combien il est important de consommer afin de mieux servir le grand capital et de lui exprimer toute notre reconnaissance. Consommer est un acte d'amour, puisque celui qui consomme est celui qui offre le capital qu'il possède; puisque celui qui consomme est celui qui partage avec chacun d'entre nous le but ultime de l'avènement du capital.

Sitôt ces quelques paroles prononcées, les Dugenoux sont comme hypnotisés devant leur écran. La longue robe rouge brodée de fils d'or du grand capitaliste national renvoie les reflets de mille rubis et diamants. Sa voix profonde et reconfortante les berce d'une douce mélodie. Le grand capitaliste n'a pas son pareil pour leur ouvrir les yeux et leur montrer le chemin de l'avènement du capital. Grâce au culte et aux rituels, ils comprennent mieux le sens de leur vie. Consommer, acheter, louer le capital, lui vouer un culte sans fin et une reconnaissance éternelle.



Le capital permet à chaque homme d'être heureux et de rendre les autres heureux.

- Nous allons commencer ce culte par une prière. Prions tous ensemble mes frères. "Oh grand capital, que ton nom soit béni et que chaque euro que tu nous offres le soit aussi. Nous ne sommes pas dignes de te servir, mais donne nous la force de mettre nos vies à ton profit. Eloigne-nous de l'enfer de la pauvreté et donne nous la foi pour que chacun de nos actes œuvrent pour la croissance éternelle."



Pendant la prière, une image en relief leur propose d'acheter des plants de gazon transgénique résistant aux particules acides et à l'ozone. Une famille qui leur ressemble y est représentée en train de se prélasser dans l'herbe fraîche et respire le bonheur. Des mots en rapport avec l'image sont distribués à tous leurs sens par la voie sonore visuelle et olfactive : "Bonheur, herbe, fraîche, famille, joie, rire". Ces mots en cascade associés à l'image enivre la famille Dugenoux et les transporte dans un état second. Droguée et hypnotisée, Madame Dugenoux prouve son dévouement pour le grand capital en touchant l'écran : les plants de gazon seront livrés à domicile dans la journée et la somme correspondant directement débitée sur leur compte actions-liquide.

- Alléluia, alléluia, alléluia, gloire à toi Capital ! Notre sauveur et notre Dieu, viens vers nous grand capital.

Les chants s'enchaînent et le Dugenoux, tantôt debout, tantôt assis suivent les paroles qui s'affichent comme au karaoké. Madame Dugenoux, les yeux pleins de larmes, son mari et son fils absorbés par la drogue du rituel, sentent leur corps leur échapper et leur esprit s'évader vers un monde plus beau. Les produits qu'on leur propose d'acheter défilent de plus en plus vite : Nains de jardin en porcelaine, communicophone stéréo haute qualité, cuisine aménagée,

body-trainer, crème amaigrissante, nouvel écran géant. Chaque membre de la famille touche frénétiquement l'écran pour acquérir ces biens et communier avec le grand capital.

Les paroles du grand capitaliste, les chansons, les images, tout s'accélère. La musique s'amplifie et fait vibrer les méga-basses du système stéréo. Madame Dugenoux fait tourner sa tête autour de son cou en hurlant. Monsieur Dugenoux fait de grands bonds sur place en se frappant les cuisses. Le petit Jérôme est assis dans le canapé, le regard vide et le maillot inondé de bave.

Les Dugenoux sortent doucement de leur torpeur et reviennent peu à peu à la réalité. Mme Dugenoux s'appuie lentement sur ses cuisses pour se remettre debout. Son mari est allongé sur le sol, le visage rouge et inondé de sueur. Le culte est terminé. La tête encore lourde et pleine d'images, chacun garde en soi



cette foi que le grand capitaliste leur a transmis. La communion avec le grand capital était presque parfaite.

Toutes ces choses qu'ils ont acquis pendant le culte ne leur serviront probablement jamais. Ils n'ont pas de jardin, ne font plus la cuisine et Jérôme trouve les encyclopédies beaucoup trop ennuyantes, mais l'utilité de telle ou telle chose a bien peu d'importance pour ceux qui ont la foi. Ils ont accompli le plus beau des gestes d'amour : acheter sans raison et but, acheter pour acheter et être heureux d'acheter.



Denis Cheynet ■

**JOURNÉE
SANS
ACHAT**
25 NOVEMBRE 2000
CASSEURS DE PUB

Contacts pour la journée sans achat :

Casseurs de Pub
11, place Croix-Pâquet - 69001 Lyon
Fax. 04 78 28 57 78

Résistance à l'Aggression Publicitaire
53, rue Jean Moulin - 94300 Vincennes
Tél. 01 43 28 39 21 - Fax. 01 47 12 17 71

Site internet : www.antipub.net

Déchets

■ **Incinération et cancer.** Le 26 juin dernier, la revue *American journal of Epidemiology* a publié une étude de Jean-François Viel, Patrick Arveux et Jean-Yves Cahn qui montre une augmentation des cancers à proximité de l'incinérateur de Besançon (Doubs). C'est en menant une étude sur les dioxines que l'idée est venue d'étudier l'une des principales sources de ce poison : un incinérateur. Une première sélection des quinze usines fonctionnant en 1997 montrait que seule une était située dans une zone couverte par un registre des cancers. L'incinérateur de Besançon présente comme autres rejets importants des poussières et de l'acide chlorhydrique. L'étude épidémiologique couvre la période 1980-1995, par comparaison entre cantons. Première remarque : une égalité du nombre de cas entre hommes et femmes qui incite à penser à une contamination environnementale et non professionnelle, une zone fortement urbanisée permet d'éviter les interactions avec les risques liés aux pesticides. A l'arrivée, le nombre de cancers observés est 1,44 à 1,27 fois plus élevé que la moyenne prévue, ce qui est une différence significative. Sans attendre les résultats complets de l'étude, les élus locaux avaient déjà fermé le four le plus polluant. Reste que les normes appliquées en France pour les incinérateurs sont dix fois plus laxistes que celles recommandées au niveau international. *CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

■ **Sète : bouziguez-vous la santé !** Le maire communiste de Sète était furieux qu'on accuse son incinérateur de polluer les huîtres de Bouziguès. Il a attaqué en justice l'association locale qui avait diffusé une affiche humoristique intitulée «Bouziguez-vous la santé» (voir Silence n°261). Le tribunal de Montpellier a relaxé le président de l'association, estimant que la pollution est bien réelle. *AVEC, BP 69, 34000 Lunel cedex.*

Chasse interdite

Le ROC, rassemblement des opposants à la chasse, diffuse deux types de plaque à opposer devant chez soi. La première est destinée aux communes non régies par la loi Verdeille (environ 26 000 communes) où l'article L22.1 du code rural dit «nul n'a la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou des ayants-droit». La deuxième concerne les communes en

zone ACCA (association communale de chasse) (environ 10 000 communes) où l'article 222-10 permet de sortir de l'ACCA lors des renouvellements de celle-ci. *ROC, 26, rue Pascal, 75005 Paris ou BP261, 02106 Saint-Quentin cedex.*

Forêts : que la guerre est jolie

«Le douglas est à l'arbre ce que le militaire est à l'humain : un être aligné, dont la fonction est de se tenir droit, de grandir et de mourir jeune. Dans les bunkers de l'ONF et du CRPF, des stratèges à courte vue l'envoient en rangs impeccables nettoyer les forêts barbares, liquider les hordes feuillues. Rien ne doit s'opposer à ces légions de mort, à ces jeunes géants uniformes et disciplinés. Ils montent à l'assaut des pentes par colonnes rectilignes, comme à la parade et balayent avec la froide cruauté de leurs vingt ans les derniers résistants feuillus, les derniers maquis, les vétérans nouveaux, brûlant sous leurs pieds acides tout ce qui s'oppose à leur ordre nouveau. Chair à canon, pâte à papier ! Derrières leurs bureaux et leurs coffres, de madrés embusqués organisent en sous-main ce massacre rentable»
Gothatiou, le Patriote Beaujolais, 21 avril 2000.

BALKANS un parc transfrontalier

Plus fort que les méfiances locales, le 2 février 2000 s'est ouvert le parc transfrontalier des Balkans, à cheval sur la Grèce, l'Albanie et la Macédoine. Ce parc de 5830 hectares protège ainsi une immense zone humide dont les deux lacs de Prespa qui sont parmi les plus anciens d'Europe et qui abritent de très nombreux oiseaux. *(infos du WWF, été 2000)*

ALLEMAGNE consignes obligatoires ?

Le ministre de l'environnement, le Vert Juergen Trittin, a annoncé sa volonté de remettre en place les systèmes de consigne des bouteilles de verre. Levée de bouclier des producteurs de vins, d'eau minérale et de bière qui veulent continuer à utiliser des emballages perdus. Une bataille intéressante à suivre... Actuellement, seul le Danemark a maintenu son système de consigne en Europe.

Climat



■ **Une conférence pour rien.** La conférence sur le climat qui s'est tenue à Lyon du 4 au 15 septembre a, une nouvelle fois, été un échec. Les multinationales, par le biais de la voix de pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ou le Japon, font tout pour qu'aucune contrainte ne leur soit imposée. Cédant en apparence sur certains points, ces pays ont, en fait, fait marche arrière par rapport aux quelques avancées obtenues à Kyoto. La méthode est

simple : arriver avec de nouvelles propositions divergentes, ce qui lance immédiatement un vaste processus de discussion entre tous les pays, ce qui ne débouche que sur une nouvelle cacophonie générale. Une astuce parmi d'autres : l'Australie a demandé que soit définie comme forêt toute espèce végétale qui dépasse 25 cm de haut (!)... ce qui permettrait de transformer pratiquement tout terrain en friche en forêt ! Ces forêts seraient alors chargées de pomper les émissions des gaz à effet de serre et le tour est joué ! La France a profité de sa présence à la tête de l'Europe pour faire la promotion du nucléaire. Enfin, rien n'a été obtenu sur la nécessaire solidarité entre les pays riches et les plus pauvres concernant d'éventuels transferts de technologies propres actuellement inaccessibles pour la plupart du fait des brevets industriels.

■ **La Haye : digue géante.** Du 13 au 24 novembre, aura lieu à La Haye (Pays-Bas) la prochaine étape des négociations internationales sur le changement climatique. Les Amis de la Terre des Pays-Bas, avec le soutien de multiples autres associations, invite ceux qui peuvent venir sur place à venir construire une digue géante, en sacs de sable, autour du lieu de la conférence. Cette digue sera le symbole des dangers du changement climatique. Ce mur fera un kilomètre de long et sera aussi haut que le permettront les militants. Logement et repas à tarif réduit sont offerts. Un départ groupé partira de Paris et passera par Lille. *La Digue c/o Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 99.*

■ **Nucléaire et gaz à effet de serre.** Des calculs menés sur l'ensemble de la filière, de l'extraction de l'uranium au stockage des déchets donnent pour une filière qui nécessite de très nombreuses étapes des émissions de 35 grammes de gaz à effet de serre pour seulement 20 g pour l'éolien et 33 g pour le grand hydraulique. Le bois dans la mesure où l'on replante n'émet pas plus qu'il ne recapte. Enfin, la cogénération à partir de la biomasse permet même d'obtenir un chiffre négatif. Pour en savoir plus : *«Changements climatiques et énergie nucléaire»* publié par le WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris.

■ **Satisfaire les besoins ?** EDF a affirmé lors d'une conférence de presse à Lyon, lors de la conférence de presse de l'ONU sur le climat, qu'elle ne voyait pas comment se passer du nucléaire alors que les projections dans le domaine de l'électricité prévoyait un doublement de la consommation d'ici vingt-cinq ans. C'est exactement le même raisonnement que tenait EDF dans les années 70 pour justifier la construction de 200 centrales nucléaires... mais au lieu de doubler tous les dix ans, maintenant c'est tout les vingt-cinq ans. Rappelons que la consommation actuelle d'électricité, en Europe, est quasi-stable depuis 1995 et qu'une politique de maîtrise de l'énergie devrait même permettre de la diminuer.

■ **Refus du nucléaire.** La dernière centrale mise en construction au USA remonte à 1973. La dernière mise en chantier en Europe, hors France, remonte à 1980. Le nucléaire n'aura été qu'une énergie transitoire dont malheureusement les déchets nous restent sur les bras. C'est à partir de ce constat, que la plupart des pays d'Amérique Latine (Honduras, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Uruguay) se sont prononcés à la conférence de Lyon pour que le nucléaire ne soit plus pris en compte dans les mesures de lutte contre l'effet de serre. Cette position rejoint une proposition déjà faite en 1999 par les Etats insulaires de l'océan du Pacifique et de l'océan Indien, ainsi que par les Philippines et l'Indonésie.

■ **Europe : couche d'ozone de plus en plus fine.** L'amincissement de la couche d'ozone au-dessus de l'Europe a atteint début décembre 1999 un niveau sensiblement identique à celui observé au dessus de l'Antarctique. Selon l'Agence spatiale européenne, cette couche qui nous protège des rayons ultra-violet du Soleil s'est amincie pour ne plus atteindre que les 2/3 de son épaisseur habituelle. La plus grande déperdition a été mesurée au-dessus des Pays-Bas. Les rayons ultra-violet attaquent les yeux et peuvent provoquer des cancers de la peau.

Marée noire

■ En chanson.

«Un pavillon de complaisance,
Un armateur digne de confiance,
Le bénéficiaire pour étendard
Quelques esclaves pour équipage
Une couche de rouille pour blindage
Et vingt-deux mille tonnes de coaltar
Erika, Erika,
Je n'irai plus,
Je n'irai plus chez ton affréteur par hasard».
Premier couplet d'une chanson de Gilles Servat.

■ **Shell que j'aime.** Qui avait utilisé l'Erika avant Total, c'est Shell, qui a eu plus de chances. On les boycotte aussi ?

■ **Panoplie anti-crise.** Dans la revue de Météo-France, de décembre 1999, Total présentait sa «panoplie anti-crise» permettant d'étudier les scénarios de dérive des nappes d'hydrocarbures et d'intervention antipollution. Le titre «lutte antipollution : exercice réussi avec Total». Comme quoi, les accidents simulés n'ont rien à voir avec les accidents réels.

■ **Les pieds dans le pétrole.** Ceux qui ont cru les grands médias vous annonçant que l'on pouvait se baigner sur les plages du sud de la Bretagne et de la Vendée en sont quittes pour se nettoyer : à part quelques grandes plages comme La Baule, effectivement propre, la plupart des autres plages collaient aux pieds, sans parler des enfants qui ont eu la mauvaise idée de toucher les rochers.

■ **Mensonges du ministère.** Après l'annonce par le laboratoire indépendant Analytika que le contenu de l'Erika n'était pas du fuel n°2, le ministère annonçait qu'une analyse en double aveugle avait été effectuée par l'INERIS (Institut national de l'environnement industriel) et par un labo néerlandais RIVM. Or de nouvelles analyses du labo indépendant ont mis en évidence la présence sur les plages d'un solvant, le chlorure de benzalco-nium, qui n'est pas présent dans le fuel n°2. Interrogé par la presse, le labo hollandais a alors expliqué qu'il n'avait pas fait d'analyses, mais simplement vérifié la cohérence du rapport de l'INERIS. Il semble donc de plus en plus évident qu'il y avait des déchets pétroliers dans l'Erika, et que Total a tout fait pour le masquer. Pour quelle raison ? Si ce sont des déchets, la loi n'est pas la même et Total devrait alors répondre d'exportation illégale et payer l'ensemble des frais liés à la dépollution. Reste à savoir pourquoi le ministère de l'environnement a couvert ces mensonges. (*Canard Enchaîné*, 2 août 2000)

■ **Total s'enrichit.** Début septembre, le PDG de Total a annoncé que son entreprise avait augmenté son chiffre d'affaires de 62 % au premier trimestre 2000 pour atteindre le chiffre record de 345 milliards de francs (le boycott lancé par certains n'a pas été suivi !). Et Total ne veut toujours pas payer d'indemnités à ceux qui souffrent de la marée noire.

■ **Nouvelles pollutions.** Les grandes marées de la fin septembre ont provoqué un brassage des fonds sous-marins et une trentaine de plages de Loire-Atlantique ont été de nouveau polluées par des boulettes de fuel.

■ **30 % de nettoyé.** Les collectifs anti-marée noire ont estimé début octobre qu'environ 30 % du littoral seulement a été nettoyé et il s'agit évidemment des 30 % les plus faciles. Il y a actuellement seulement 300 salariés qui travaillent au nettoyage. Avec si peu de monde, la marée noire devrait être encore visible dans de nombreuses années.



VALLÉE D'ASPE Tunnel fermé

Le tunnel du Somport, commencé en 1990, devait ouvrir en 1996. Mais à partir de 1995, les mesures de sécurité étaient dénoncées comme insuffisantes. L'accident du Mont-Blanc a encore provoqué un renforcement des normes. Comme le tunnel n'a pas de tube d'évacuation, il était envisagé de relier le tunnel routier au tunnel ferroviaire, ce dernier servant de deuxième tube... avec le problème d'un dénivelé important côté français. Mais depuis avril, la SNCF étudie la réouverture du tunnel ferroviaire, ce qui bloque de fait les aménagements côté routier. Le tunnel n'est donc pas encore prêt d'être ouvert à la circulation !

PARIS Nature vive

Le Muséum d'histoire naturelle de Paris présente, du 6 décembre au 17 septembre 2001, une grande exposition sur le thème «Nature vive» qui se subdivise en trois parties : «Richesse de la nature, richesse des émotions», «Nature prise, nature méprisée», «Homme, nature, vivre ensemble».



Transports

■ **Accros.** Selon une étude menée en 1995 par l'Automobile-Club britannique, 80 % des automobilistes estiment qu'ils ne peuvent pas se passer de leur voiture. Et quand on leur demande si cela serait possible si l'on mettait en place toutes les alternatives possibles, 50 % répondent encore «pas vraiment» ou «certainement pas». Complètement dépendant ! La conduite automobile ressemble en effet pour beaucoup à un phénomène d'ivresse. L'étude a posé la même question auprès des enfants : 90 % des filles et 75 % des garçons disent qu'ils voient mal comment plus tard ils pourraient ne pas rouler en voiture. La dépendance remonte loin... depuis les petites voitures certainement. (*source : Car Busters, hiver 2000*)

■ **Le vrai coût de l'automobile.** La revue *Alsace-Nature* a publié, dans son numéro d'été, une comparaison sur le coût pour une personne d'un déplacement de Mulhouse à Paris, aller-retour, soit environ 1000 km.

Pour une voiture de 7CV, le prix au kilomètre est estimé dans les revues spécialisées à 3 F.

- Le déplacement en voiture revient donc, en ajoutant péages et stationnement à environ 3500 F.
 - En avion plein tarif, avec les frais de bus pour aller de centre à centre, le prix est de l'ordre de 1800 F.
 - En train, première classe, plus les déplacements en ville, 720 F.
 - En train, 2e classe, plus déplacements en ville, 500 F.
 - En autocar, le prix chute à 400 F.
- Conclusion : la voiture individuelle est de loin le mode de déplacement le plus coûteux. Et il faut être 7 ou 8 dans une voiture pour arriver à être moins cher que le train !

■ Le mythe de la voiture propre.

Voiture électrique, voiture à air comprimé... Tous revendiquent le titre de voiture propre. Rappelons que la voiture occupe environ 1/3 de la surface en ville, tue d'innombrables personnes dans le monde, est responsable d'une bonne partie des guerres (via le contrôle de l'énergie), mais même au niveau des émissions de gaz à effet de serre; les voitures ne polluent pas seulement par leur carburant. Selon un calcul de la revue suisse *Environnement*, 35 % des émissions de gaz se font de manière indirecte lors de la production, de l'entretien et de la démolition des voitures. La voiture propre, ça n'existe pas ! (*Tam-Tam*, septembre 2000)

■ **TGV : problème de place.** La stratégie de développement de la SNCF est en principe la suivante : au fur et à mesure que les lignes TGV libèrent de la place sur les lignes ordinaires, celles-ci peuvent voir se développer le fret marchandise. L'objectif annoncé par la SNCF est de doubler ce fret marchandise (pour peu que le gouvernement ne cède pas comme toujours aux routiers !). A priori, le passage des marchandises sur le rail devrait avoir le soutien des écologistes. Mais ceci a un coût en terme d'espace (et de nuisances sonores) : cela double les voies ferrées. Une alternative est le développement de trains voyageurs rapides sur les voies existantes (comme le train pendulaire italien), mais la saturation du réseau est prévisible, particulièrement dans les régions transfrontalières montagneuses (Pyrénées et Alpes) d'où l'opposition de nombreuses associations locales (les communes du Val de Suze en Italie ont voté contre le passage du TGV Lyon-Turin). Pour trouver des solutions, la réflexion devrait aller un peu plus loin : pourquoi y a-t-il de plus en plus de marchandises et de voyageurs qui circulent ? Ne faudrait-il pas proposer une «relocalisation» de l'économie, une qualité de vie locale qui ne nous fasse pas fuir les week-ends, etc.

GRENOBLE film nature

Le 15e festival international du film nature et environnement se tiendra à l'Hexagone de Meylan, près de Grenoble, du 14 au 19 novembre. Quarante films en compétition en provenance du monde entier. Différentes conférences se feront en amont du festival : «disparition des espèces, pratiques sociales et commerciales», le mardi 7 novembre à 20h30 à la Maison de la nature et de l'environnement (5, place Bir-Hakeim, Grenoble), animé par John Newby du WWF ; «OGM, clonage, farines animales, nucléaire, etc : l'homme joue-

t-il les apprentis sorciers ?» le mercredi 8 novembre à 20h30 au Tonneau de Diogène (place Notre-Dame, Grenoble) animé par Bruno Rebelle de Greenpeace ; «les plantes au service de l'homme», au CRDP, (11, avenue Général-Champon, Grenoble) le jeudi 9 novembre à 15 h ; «la mondialisation, un pouvoir contre nature ?» débat à l'amphi Weil (campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères), le lundi 13 novembre à 20h30, débat animé par Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement, Suzanne George d'ATTAC et Monseigneur Gaillot. *FRAPNA, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 98 48.*

Le cas de Porto Alegre au Brésil



Séance plénière du budget participatif.

Porto Alegre, au Brésil, est cité régulièrement en France comme un exemple à suivre aussi bien par les Verts que par les trotskistes. Est-ce vraiment un premier pas vers la démocratie directe ?

Conseils de quartier, consultation des associations, débats publics, référendums d'initiative populaire, ou encore réforme des enquêtes d'utilité publique, les idées foisonnent à droite comme à gauche pour que les citoyen-ne-s s'impliquent davantage dans le fonctionnement des institutions politiques. Même si les initiatives concrètes restent encore marginales, même s'il existe des différences notables entre les propositions des uns et des autres, c'est bien l'idée d'une démocratie plus participative qui est de fait préconisée ici. C'est-à-dire d'une démocratie où les citoyen-ne-s ne seraient plus seulement consulté-e-s une fois toutes les x années, mais dans laquelle ils et elles seraient plus ou moins intimement associé-e-s au fonctionnement des institutions, à l'élaboration des choix et aux prises de décisions.

De la démocratie représentative à la démocratie participative

Démocratie participative. Le terme est lancé. L'idée semble faire son chemin et l'on pourrait à juste titre se demander s'il ne s'agit

pas là d'une première étape vers la démocratie directe. La démocratie participative n'écornet-elle pas en effet le principe de la délégation de pouvoir à des élus sans contrôle véritable, ni mandat impératif ? Ne tend-elle pas à donner aux citoyen-ne-s sinon tout le pouvoir, du moins la possibilité d'être pris véritablement en compte et même d'influer sur les décisions politiques ? Ne pourrait-il pas s'agir d'un premier pas conduisant nécessairement à ce qu'à terme le fonctionnement des institutions, les orientations et les choix soient directement élaborés et décidés par les citoyen-ne-s eux-mêmes ?

Démocratie participative. Cette idée a évidemment de quoi séduire tous ceux et celles qui sont sensibles aux thèses autogestionnaires, mais qui pourtant a été élaborée, lancée et qui est toujours aujourd'hui soutenue par des courants politiques pour le moins jacobins, étatistes et autoritaires. Trotskistes, communistes, chevènementistes ou encore gaullistes font en effet non seulement régulièrement référence à la démocratie participative mais ce sont eux qui en ont même inventé le concept et qui l'expérimentent en maints endroits. Démocratie participative ? Somme toute, un drôle de sujet de consensus pouvant séduire les tenants du moins d'Etat, voire du pas d'Etat du tout

mais qui est cependant mis en œuvre par ceux du toujours plus d'Etat et de centralisation. Ceci a évidemment de quoi surprendre, de quoi créer un malaise certain ou du moins un doute sérieux quant à la nature véritable, quant au sens réel de cette proposition, que l'on aurait pu interpréter — a priori — comme un premier vers l'autogestion. Proposition consensuelle, trop peut-être pour être honnête à moins de croire à toute force que les tenants du jacobinisme se soient tout à coup convertis aux vertus d'une citoyenneté active pour ne pas dire de la démocratie directe.

Dès lors, l'examen d'une expérience concrète de démocratie participative n'est peut-être pas inutile. Cela peut nous permettre de mieux comprendre ce dont il s'agit et de saisir un peu mieux où veulent en venir tous ceux et celles qui en font aujourd'hui la promotion. Et quitte à faire une étude de cas pourquoi ne pas prendre celui de Porto Alegre au Brésil, cité régulièrement en France comme l'exemple à suivre aussi bien par les Verts que par les trotskistes.

Luttes urbaines à Porto Alegre

On peut démarrer la généalogie de la *démocratie participative* à Porto Alegre aux années 1970. Tout au long de cette décennie, des associations de quartiers s'étaient constituées dans cette ville industrielle du sud du Brésil d'environ 1 200 000 habitants. Comme dans bien d'autres pays, ces comités de quartier menèrent tout d'abord des luttes locales sur différents sujets comme la distribution d'eau, l'assainissement, les transports en commun, ou encore sur tel ou tel projet d'équipement.

Au début des années 1980, un tournant s'amorça. Sous l'impulsion des militant-e-s du PDT (parti démocratique du travail, socialiste) et du PT (parti des travailleurs, trotskiste), les associations de quartier formèrent des coordinations tout d'abord à l'échelle des arrondissements, puis de l'agglomération. L'objectif était double. Il s'agissait non seulement de structurer le mouvement et de grouper les forces, mais aussi d'un effort «qualitatif» visant à dépasser le niveau local du quartier pour se donner les moyens d'intervenir au niveau de l'agglomération.

Dès 1985, les choses évoluèrent rapidement. Le candidat du PDT remporta les élections municipales et ce, notamment, grâce au soutien des comités de quartier. Dans le même



Même si la participation semble importante, elle ne touche qu'une faible partie de la population

temps, le PT prenait la tête du mouvement associatif. La question des rapports entre ces deux formations politiques se posa alors avec force. Organisations concurrentes, elles partageaient néanmoins une histoire commune au sein des associations territoriales, mais cela ne déboucha pas sur la formation d'une majorité de gauche plurielle. Chaque parti resta campé sur sa structure et tout au long de la mandature socialiste, des conflits opposèrent régulièrement le PDT au PT et, bien sûr, comme il se doit, la nouvelle municipalité aux comités de quartiers.

Comités de quartier et municipalité : pouvoir et contre-pouvoir

Les tensions qui suivirent entre mouvement associatif et pouvoir communal ne peuvent cependant être réduites à de simples antagonismes entre organisations politiques concurrentes. Ces aspects furent certes prégnants, mais ils n'expliquent pas tout. D'autres problèmes plus structurels se posèrent également. Du côté de la mairie, le PDT souhaitait en effet exercer son nouveau pouvoir normalement, c'est-à-dire en toute souveraineté. Son raisonnement était simple. Le jeu démocratique donnait clairement le pouvoir délibératif et décisionnel au conseil municipal et à son exécutif. De plus, ce pouvoir était parfaitement légitime au plan légal car conféré par le suffrage universel. Mais du côté des comités de quartiers, les choses n'étaient pas vraiment envisagées dans les mêmes termes. Considérant, non sans raison, que le nouveau maire leur devait son fauteuil, ceux-ci désiraient être pris en compte et même influencer sur les choix municipaux et ce également au nom de la démocratie et de la légitimité populaire. Cette aspiration, soulignons-le encore, dépassait amplement la seule question des rapports entre PDT et PT. Certes, ce dernier l'utilisa pour s'imposer face à son ancien partenaire socialiste, mais il l'utilisa

seulement car il existait une véritable aspiration des comités de quartier à prendre directement en main la destinée de leur ville, c'est-à-dire leur propre destinée.

Légitimité contre légitimité, rationalité contre rationalité, les tensions entre organisations territoriales et le pouvoir municipal étaient inévitables même en l'absence de concurrence politicienne. Elles s'esquissèrent d'ailleurs avant même les élections. Lors de la campagne électorale, les comités de quartier firent pression sur le candidat socialiste pour qu'il s'engage à organiser un grand débat public sur les choix d'investissement municipaux lorsqu'il serait élu. Cette demande n'était pas anodine car elle revenait à vouloir ouvrir la boîte noire du budget, là où l'argent public est affecté à tel ou tel projet, là où se décident de fait les choix qui influenceront sur l'organisation et la structuration de la ville et au-delà sur nos vies quotidiennes. Cette demande n'était pas non plus anodine dans le sens où il pouvait s'agir d'un premier pas. Le second pouvait être que la municipalité prenne réellement en considération l'avis des habitants sur tous les sujets ; le troisième enfin que le budget d'investissement — et donc à travers ceci la totalité de la politique municipale — soit élaboré et approuvé non plus par les élus mais directement par les habitants.

Au cours de cette campagne, le PDT céda bien sûr aux exigences des comités de quartier. Il accepta... de promettre d'organiser de tels débats non seulement au début mais aussi tout au long de son mandat. Tant qu'à promettre... Mais les promesses électorales n'engageant que ceux et celles qui y croient, elles ne furent évidemment pas honorées.

Quatre ans plus tard, en 1989, le PDT, englué dans des affaires de corruption et de malversations diverses, perdait les élections et c'est le PT qui prenait sa place. Ainsi les comités de quartier servaient à nouveau de marche-pied électoral. L'histoire toutefois ne se répéta pas car les trotskistes ne firent pas les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs. Conscient des frustrations que les promesses non tenues avaient engendrées dans le mouvement associatif, conscient que ce dernier voulait réellement et profondément être pris en compte dans la manière dont la ville était gérée et administrée, le PT mit immédiatement en place des structures permettant une certaine participation des habitants à l'élaboration du budget municipal.

Première ébauche d'un processus participatif

A peine élu et alors que la ville était engluée dans une crise financière retentissante (en 1989, 98 % des recettes municipales furent englouties par le seul paiement des salaires des fonctionnaires), la nouvelle municipalité divisa la commune en 16 arrondissements. Dans chacun d'eux, un forum fut institué afin que les habitants puissent venir y présenter et y débattre de leur priorité en matière d'équipements et d'infrastructures. Chaque arrondissement devait ainsi établir une liste de revendications, puis élire des délégués chargés de les porter dans une instance générale : le Conseil du budget participatif ; ce dernier n'ayant ni plus ni moins en charge que de préparer le budget d'investissement de la municipalité pour 1990. Il devait l'établir non pas tout seul, il est vrai, mais conjointement avec les services techniques municipaux. Et, somme toute,

pourrions-nous croire, le conseil du budget participatif se substituait ici au conseil municipal ; les services techniques n'ayant théoriquement comme rôle que d'aider et de conseiller à la mise en œuvre concrète des projets.

Des trotskistes, théoriquement adeptes de la dictature du prolétariat et d'un Etat fort et centralisé, sabordant un pouvoir central, leur propre pouvoir qu'ils venaient tout juste de conquérir, la chose avait de quoi surprendre. Seraient-ils devenus fous ? Se seraient-ils subitement ralliés à l'anarchisme ? Ni l'un

ni l'autre évidemment, car la réalité de ce premier processus de participation fut sensiblement différente que ce que nous donne à voir sa simple théorie.

La première année, seulement 400 personnes (sur 1 200 000 habitants rappelons-le)



Des choix parfois surprenants comme ici le doublement d'une avenue



Le Morro da Cruz, une favela, avant...

participèrent à l'un ou l'autre de ces forums. Un inventaire des demandes fut malgré tout réalisé et il fut colossal. Les assemblées d'arrondissement tout comme le conseil d'agglomération se bornèrent toutefois à la collecter sans définir aucune priorité, ni réaliser aucun arbitrage entre des demandes qui pouvaient pourtant être redondantes voire antagonistes. Officiellement, il s'agissait d'éviter les tensions entre les arrondissements afin d'éviter de briser la dynamique. Sans doute, peut être... Mais des arbitrages, il fallut bien en faire et mettre des priorités car les finances municipales étaient très loin de pouvoir satisfaire à toutes les attentes. Et ce furent les services techniques municipaux, toujours dirigés par le conseil municipal, qui hiérarchisèrent les priorités, qui arbitrèrent entre les projets et qui, somme toute, choisirent dans l'inventaire à la Prévert que lui avait remis le conseil du budget participatif ce qui serait réalisé tout de suite, plus tard... ou pas du tout. En d'autres termes, ce fut encore et toujours le pouvoir municipal qui décida de l'architecture du budget d'investissement de la commune et donc de la politique d'aménagement de la ville.

Il va sans dire que les choix opérés par la municipalité ne furent pas toujours du goût des habitants, qui avaient quelque peu l'impression de s'être fait de nouveau gruger. Des tensions apparurent rapidement, des conflits éclatèrent ici et là. Et la municipalité PT, prise à son propre jeu, se trouva devant une alternative très simple : supprimer les structures participatives qui en l'état ne satisfaisaient sinon personne, du moins peu de monde, avec le risque de se retrouver dans la même situation que le PDT peu d'années auparavant ou bien au contraire céder aux exigences des comités de quartier en permettant que la population puisse définir elle-même les arbitrages budgétaires

et donc la politique urbaine avec le risque évident d'auto-détruire à terme son propre pouvoir politique.

Mise en place du budget participatif

Malgré ce que l'on aurait pu penser a priori, le PT accepta de réformer totalement le processus participatif et de lui donner très officiellement le pouvoir d'élaborer et de décider le budget municipal tant en matière d'investissement que de fonctionnement. Et, en théorie donc, les habitants avaient désormais tous les pouvoirs en main pour gérer et aménager la ville en lieu et place du conseil municipal.



...et après

La nouvelle organisation — décidée non pas par les habitants mais par le conseil municipal — fut la suivante. Chaque année, des assemblées générales doivent se tenir dans les différents quartiers de Porto Alegre. Elles ont pour mission de définir une liste hiérarchisée d'investissements à réaliser dans leur secteur. Elles nomment ensuite des délégués qui siègent dans un des 16 forums d'arrondissement. Dans ces derniers, les délégués des différents quartiers ont en charge d'arbitrer entre les projets et à nouveau de définir des priorités. Une fois la chose faite, ils doivent élire à leur tour des délégués qui participeront au conseil d'agglomération. Parallèlement à ce système d'assemblées territoriales emboîtées, des forums thématiques (développement économique, organisation de la ville et développement urbain, transport et circulation, éducation, culture et loisir, santé et aide sociale...) furent également constitués pour traiter de questions transversales difficilement traitables dans le cadre précédent. Ces assemblées thématiques

ont également à élire des délégués pour le Conseil d'agglomération du budget participatif.

Formé de délégués des forums d'arrondissement et des assemblées thématiques, ce dernier est en charge d'harmoniser les différentes propositions, d'arbitrer si besoin entre les projets et de définir les priorités d'investissement. En théorie, c'est cette instance qui décide en premier et dernier ressort du budget annuel d'investissement, mais aussi du fonctionnement de la municipalité. En principe, c'est donc elle qui décide désormais de la politique d'aménagement, mais aussi de la gestion de la ville.

Si l'on s'en tient à ce schéma théorique, celui que nous présentent volontiers les écologistes et les trotskistes français pour nous vanter les mérites de la *démocratie participative*, on pourrait croire qu'il s'agit là sinon d'un fonctionnement autogestionnaire du moins d'une avancée tout à fait significative en ce sens. Mais comme en toute chose, la réalité est souvent bien différente de la théorie ou moins idéalisée.

La question de l'expertise ou le pouvoir de décider de ce qui est viable ou non

Sur le papier, le conseil du budget participatif définit la totalité de la politique municipale ; la municipalité — conseil municipal et services techniques — n'a plus à sa charge que la mise en œuvre concrète des décisions prises. Mais dans les faits, les choses furent sensiblement différentes.

Les services techniques — ingénieurs, architectes et autres urbanistes — interviennent régulièrement, non pas bien sûr sur la politique générale qui avait été décidée par le conseil participatif, mais sur la viabilité ou la faisabilité de tel ou tel projet. Fort de leur légitimité professionnelle reposant d'ailleurs sur des connaissances techniques tout à fait réelles et précieuses, ils donnèrent leur « avis » sur la possibilité matérielle de réaliser tel équipement ou de gérer à terme telle autre infrastructure. Par ces conseils apparemment strictement techniques, ces services (toujours rattachés au conseil municipal, rappelons-le) réussirent à modifier certaines décisions du conseil participatif et même à en annuler d'autres. De fait, intervention ponctuelle par intervention ponctuelle, l'influence des services techniques sur la politique élaborée par le processus participatif ne fut pas négligeable et réussit maintes fois à modifier sensiblement le sens des décisions prises au cours du processus participatif.

Les assemblées territoriales ne furent évidemment pas dupes de la chose. Elles se rendirent rapidement compte de l'incidence que cela pouvait avoir sur la politique qu'elles avaient élaborée. Elles se rendirent également compte que ces avis « autorisés » pouvaient par-

fois n'être qu'un prétexte utilisé tantôt par les services techniques, tantôt par le conseil municipal lui-même (toujours patron des services techniques) pour s'opposer ou infléchir, sans avoir l'air d'y toucher, aux orientations qu'elles avaient votées et élaborées. D'une année sur l'autre, les assemblées territoriales cherchèrent bien sûr à s'opposer à ce type d'arguments, mais sans succès véritable. Les services techniques préparèrent simplement un argumentaire encore plus étayé et encore plus technique.

Le problème fondamental qui est soulevé ici est que le processus participatif tel qu'il fut mis en œuvre au Brésil ne permet pas aux assemblées territoriales de se doter de leur propre capacité d'expertise. C'est-à-dire de définir ce qui est techniquement possible, viable et envisageable. De par la volonté du conseil municipal PT et ce malgré les demandes répétées des habitants, les services techniques sont restés attachés à la municipalité. Et corollaire obligé, les assemblées territoriales sont restées clairement dépendantes de ces services et à travers eux de la municipalité.

Cet aspect méconnu et volontairement caché du processus participatif à Porto Alegre nous permet d'apercevoir que la participation mise en place dans cette ville ne signifie aucunement que le PT ait voulu donner tout le pouvoir aux habitants. La municipalité a volontairement conservé un atout d'importance : des services techniques. Il s'agit là d'une arme politique qui, sous couvert de technique, lui permet d'imposer son point de vue sur celui des habitants tout en faisant l'économie d'un véritable débat toujours potentiellement source de conflits politiques.

D'aucuns pourraient dire qu'il s'agit là d'une question certes importante, d'une faille sans doute regrettable dans le processus participatif à Porto Alegre, voire d'un aspect méconnu qui dévoile à l'évidence que les trotskistes brésiliens (ô surprise) sont toujours très loin d'être gagnés aux idées autogestionnaires. Mais néanmoins il ne s'agirait là que d'un défaut mineur du processus, facilement rectifiable, d'une simple erreur de conception (voulue ou non est un autre problème), mais qui ne remettrait pas en cause la valeur et l'intérêt du processus participatif en tant que tel.

Processus participatif et classes sociales

Le problème, toutefois, c'est que les défauts de conception ne se limitent pas à cela. Il en est d'autres, beaucoup plus fondamentaux qui ne soulignent pas un simple problème cir-

constanciel, plus ou moins révélateur de la véritable culture politique d'un parti donné, mais qui marquent des insuffisances et des contradictions beaucoup plus structurelles.

La mise en place du processus participatif fut explicitement présentée comme la volonté de donner à tous les habitants de Porto Alegre la maîtrise directe de l'aménagement et de la gestion de leur ville. Dans les faits, seule une part mineure de la population participa à ce processus. Durant les cinq premières années, 14 000 personnes ont assisté à l'une ou l'autre des réunions organisées dans le cadre participatif soit 8,4 % de la population adulte de Porto Alegre. C'est déjà mieux, il est vrai, que lorsque le budget était décidé par seulement quelques conseillers municipaux, mais cela fait peu malgré tout. D'autant que ces 8,4 % sont très loin d'être représentatifs de l'ensemble de la population. 60 % d'entre eux avaient un revenu familial trois fois supérieur au salaire minimum brésilien ; en d'autres termes, les habitants qui participent au processus sont essentiellement issus des classes moyennes et supérieures (classes moyennes en fait), ce qui fait évidemment sourire quand on sait que cette procédure a été mise en place par le parti



Collecte d'égout et réalisation d'un trottoir.



Restauration du marché public.

des travailleurs qui aime à se présenter comme le représentant des classes populaires. Ce défaut de représentation de certaines classes sociales et inversement la sur-représentation d'autres catégories s'accroît, en outre, au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie du processus participatif. Dans les assemblées d'arrondissement et plus encore au conseil d'agglomération, les délégués élus ont en effet un niveau de revenu et de scolarisation encore plus élevé.

Par delà les beaux discours, on s'aperçoit ici que la *démocratie participative* n'est pas exempte de critique — tout comme la démocratie représentative — quant à la réalité de sa représentativité. Certaines classes y participent, d'autres non. On peut le déplorer. Certains vont même jusqu'à vilipender ces classes populaires qui refusent obstinément de

remplir leur sacro-saint devoir de citoyen que cela soit en s'abstenant aux élections ou en boycottant les forums participatifs. On peut toutefois essayer de comprendre le *pourquoi* de cette attitude constante et l'on verra alors qu'elle est non seulement légitime et compréhensible, mais qu'elle relève en outre une faille structurelle, un défaut fondamental de la *démocratie participative* : son champ d'exercice.

Il faut en effet avoir le ventre bien rempli et sans doute aussi un sacré mépris pour les classes populaires pour ne pas comprendre que ces dernières ont bien d'autres choses à faire et à penser que de s'intéresser, que de participer à des semblants de démocratie qui ne leur offrent comme seule perspective que de décider si les rues auront ou non un terre-plein central, si les places seront rondes ou carrées ou si l'école sera ici ou là. Ces questions sont certes importantes dans l'absolu, mais lorsque l'on est dans la misère, on est dans une logique de survie. Ce qui importe, c'est avant tout d'éviter l'huissier, de conserver ou d'obtenir un logement, de manger chaque jour à sa faim, de se soigner, d'avoir un emploi ou au moins un minimum de ressources.

Toutes ces choses sont vitales et centrales pour les classes laborieuses brésiliennes, tout comme pour leurs homologues des quatre coins du monde. Or la *démocratie participative* n'y répond pas ou très mal et très indirectement. En réalité, la *démocratie participative*, c'est au mieux déléguer aux habitants les attributions légalement dévolues aux conseils municipaux. La belle affaire qui ne remet pas en cause la séparation entre champ politique et champ économique ; la belle arnaque qui ne répond ni aux besoins de ceux qui créent sous le

joug du capitalisme, ni aux aspirations de ceux qui, comme à Seattle, entendent imposer une économie non plus tournée vers les profits de quelques-uns, mais vers la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Elle n'offre aux exploités-e-s et à tous ceux et toutes celles qui ont soif de justice et d'égalité sociale que la maigre perspective d'autogérer certains aspects de son cadre de vie ou au pire sa propre misère sans remettre en cause les privilèges patronaux, les inégalités sociales et la répartition des richesses produites. Peut-on s'étonner alors que les classes populaires boudent les forums participatifs ?

Ne remettant pas en cause la séparation entre champ économique et champ politique, séparation établie par la bourgeoisie et pour son plus grand bénéfice, la *démocratie participative* diffère en cela fondamentalement de la *démocratie directe* qui, elle, fait la promotion

d'un fonctionnement réellement démocratique sur tous les aspects de la vie, non seulement dans ce que l'on appelle aujourd'hui la politique, mais également dans les aspects sociaux et économiques. Alors que la *démocratie participative* nous chantonne le petit refrain de prenons en main notre environnement local — notre petit milieu local — la *démocratie directe* en appelle pour sa part à ce que nous prenions en main la totalité de nos destins et de nos vies, pour l'égalité, la liberté, la justice politique, économique et sociale. La différence entre les deux n'est pas simplement une question d'intensité ou de graduation. Elle est substantielle. Elle est fondamentale.

La participation ou comment ré-enraciner l'Etat dans la société

Une dernière critique peut encore être adressée à cette expérience de *démocratie participative*. Elle porte cette fois-ci sur les rapports entre pouvoir municipal et processus participatif ; rapports qui montrent clairement que la mise en place de ces forums citoyens ne vise aucunement à instaurer à terme un système autogestionnaire, c'est-à-dire à dissoudre le pouvoir central, mais bien au contraire à le renforcer.



Manifestation d'un groupe d'habitants lors d'une réunion plénière.

Comme nous l'avons écrit plus haut, la mise en place de ce processus participatif a été l'œuvre non pas des comités de quartiers mais du pouvoir municipal et, en l'espèce, du PT. C'est lui qui en a défini le champ, mais aussi son mode de fonctionnement. C'est lui qui en a fait un processus reposant sur une double parcellisation à la fois géographique et thématique ; chacun des forums institués ayant à charge de définir à son échelle ou dans son thème les investissements prioritaires pour l'année suivante. Or l'aménagement urbain repose fondamentalement sur une vision globale, stratégique et à long terme de ce que doit

être la structuration et l'organisation de la ville. Il s'agit d'un exercice éminemment politique et à haute teneur idéologique.

La première question est alors de savoir si la juxtaposition de priorités locales et sectorielles à court terme (pour l'année suivante) est capable de composer une telle politique d'ensemble, même si ces priorités ont été classées avec soin. La réponse est évidemment non. Au sein du conseil d'agglomération pour le budget participatif, les discussions les plus intenses ont porté sur la répartition des investissements entre les arrondissements et entre les quartiers. Elles n'ont pas tourné autour de la définition d'une politique générale qui se déclinerait ensuite dans les différents secteurs territoriaux. Cette incapacité est bien structurelle car elle découle de la manière dont a été conçu le processus participatif. Elle est également voulue par le pouvoir municipal car ce dernier n'a jamais accepté de donner les moyens aux habitants de définir collectivement non plus les listes d'équipements à réaliser mais une politique à mener.

La question suivante est alors de savoir si les choses ont pu en rester là et, en l'occurrence, si Porto Alegre n'a plus de politique d'aménagement à moyen et long termes depuis la mise en place du processus participatif. La réponse est de nouveau non. L'exécutif de la mairie, formé de militants politiques ayant en commun une idéologie et un parti, avait évi-

vote du budget de fonctionnement retourné à la municipalité. Celui du budget d'investissement leur est officiellement resté, mais on assista malgré tout à une re-centralisation de fait des décisions. Les forums participatifs ont eu tendance ainsi à n'être plus que des instances de conseil consultatif sans véritable pouvoir décisionnel. Les choses au moins sont devenues plus claires quant à la nature réelle de ce dispositif.

Emanant du pouvoir politique, ici de la municipalité, mais ailleurs cela pourrait être de l'Etat, la *démocratie participative* lui reste toujours soumise. En cas de désaccord, le maître a tôt fait de se rappeler au bon souvenir de son esclave et de lui faire sentir qui commande en dernière analyse.

Nouvelle différence, et de taille, avec la *démocratie directe* qui se prend et ne se quémande pas, qui procède de la société et non d'un pouvoir, d'un Etat ou d'une municipalité.

Comme le souligne Rebecca Abers, qui a longuement étudié la réalité du budget participatif à Porto Alegre, le PT n'a en réalité strictement jamais envisagé de réduire et encore moins de supprimer le pouvoir municipal pour lui substituer une quelconque forme d'auto-gestion. Il s'est toujours agi, et seulement agi, de faire participer la population ou du moins certains secteurs organisés de cette population, au fonctionnement de la municipalité.

Plus des trois quarts des personnes qui ont assisté à l'un des forums étaient en effet membres d'une association, d'un syndicat et/ou d'un parti quelconque. Et plus on monte dans la hiérarchie du processus participatif et plus la proportion de ces personnes, représentant explicitement ou implicitement des associations ou autres groupements, est importante.

Une proposition volontaire et ambiguë

De fait le processus participatif à Porto Alegre n'est pas substantiellement différent de ce qu'avait voulu faire De Gaulle (eh, oui !) en France, il y a quelques décennies, avec les *comités économiques et sociaux* où siègent quelques personnalités et surtout des structures dites représentatives de la société et du monde économique : syndicats, chambres consulaires, etc. Il n'est pas non plus fondamentalement différent du système pétainiste et de ses corporations ou encore de ce qu'avait pu préconiser Maurras.

La *démocratie participative* : une proposition d'extrême-droite ? Non, dire cela serait mentir. Mais il s'agit bien d'une proposition qui peut être reprise d'un bout à l'autre de l'échiquier politique car elle participe non pas d'un clivage de classes ou d'une position par rapport aux inégalités sociales, mais d'une vision qui traverse la droite et la gauche quant au rôle de l'Etat et son rapport avec la société.

Il s'agit d'une démarche visant à intégrer dans le fonctionnement de l'Etat, mais à titre consultatif, des grands corps constitués, censés

demment une vision de ce que devait être l'aménagement de cette ville. Et il imposa systématiquement sa volonté en la matière face à des conseils participatifs structurellement incapables, et pour cause, de concevoir une politique d'aménagement alternative.

Les forums territoriaux ayant tendance à difficilement accepter les oukases municipaux, les règles du jeu furent alors tout simplement changées toujours bien sûr par le conseil municipal. Certains des pouvoirs qui leur avaient été octroyés leur furent retirés explicitement ou implicitement. L'élaboration et le



Consultation de documents fournis par la mairie

encadrer la société civile. Cette intégration ne vise aucunement à dissoudre le pouvoir central, mais bien au contraire à le renforcer davantage encore, à lui donner une assise encore plus forte que celle que peut lui octroyer le suffrage universel, d'autant plus lorsque les taux d'abstention atteignent un niveau record.

Et c'est justement dans ce contexte et dans cette perspective que doivent bien être compris les différents appels à une démocratie plus participative que l'on entend ici ou là, au Brésil comme en France, à gauche comme à droite. La montée de l'abstention, son ampleur et davantage encore sa constance posent manifestement problèmes à certains. Il devient en effet de plus en plus difficile de continuer à assimiler l'abstention à une simple indifférence aux problèmes politiques ou encore d'empêche-

ment ponctuel à se rendre à l'isoloir. Ni pêcheurs à la ligne, ni malades du dimanche, médias et politiciens sont forcés de reconnaître — souvent à contre-cœur — que la montée de l'abstention correspond à une évolution beaucoup plus profonde, qu'elle révèle une défiance croissante des populations à l'encontre des élus et plus globalement du système électoral, qu'elle indique de fait non pas un divorce — pas encore — mais une césure sérieuse entre Etat et société.

Certains, à l'instar des Républicains et des Démocrates aux Etats-Unis, semblent fort bien s'accommoder de cette situation. Toutefois, il en est d'autres pour qui les choses ne peuvent pas en rester en l'état, ni encore moins s'accroître. Ce n'est pas que l'abstention fragilise en tant que tel le pouvoir de l'Etat, mais ce phénomène porte atteinte à la légitimité et fait graduellement voler en éclat le vieux mythe de l'Etat-Nation. Pour les tenants de ce dernier, également partisans d'un Etat fort, mais populaire, jacobin, bonapartiste, nationalistes, pétainistes, chevènementistes, communistes, trotskistes et écologistes de gouvernement, l'abstention est vécue et perçue comme un danger mortel et la *démocratie participative*

comme une solution possible pour réconcilier le peuple et ses élites.

Démocratie participative : une proposition manifestement faite pour séduire, mais qui ne risque certainement pas ni de régler les problèmes socio-économiques actuels, ni de répondre aux justes aspirations de ceux et celles qui se battent pour un monde plus libre, plus juste et plus équitable, ni encore moins d'être un premier pas vers la démocratie directe. C'est même tout le contraire.

Pour les autogestionnaires et les libertaires, la vie est ailleurs, avec ceux et celles qui subissent de plein fouet la misère et l'oppression aux quatre coins du monde, avec ceux et celles qui en appellent à un autre futur comme lors des manifestations de Seattle. Avec ceux et celles qui rêvent sans doute, mais qui bâtissent aussi jour après jour un autre présent de Tivaouane (AUPEJ au Sénégal, système d'éducation populaire), à Oléron (école libertaire *Bonaventure*) ; avec ceux et celles qui font, qui luttent, qui vivent au lieu de prier le ciel ou le parti pour que leur maître d'un jour soit plus compréhensif et gentil que celui de la veille.

Paul Boino ■

L'auteur est militant à la Fédération Anarchiste de Villeurbanne (Rhône).

Texte déjà paru en France dans le *Monde Libertaire*, hors-série n°14, printemps 2000 et en Belgique dans *Alternative Libertaire* n°230, Juillet-Août 2000.

Photos extraites de «Quand les habitants gèrent vraiment leur ville» Ed. Charles Léopold Mayer

Chene vie



Salon «Qualité de vie 2000»

25 ET 26 NOVEMBRE 2000 À ANNECY-LE-VIEUX

à l'espace rencontre d'Annecy-le-Vieux ; elle mettra en relation le « tout public » avec des artisans, associations, thérapeutes et des professionnels passionnés et compétents en lien avec l'enfance masi aussi l'alimentation saine, l'artisanat, la santé... dans un cadre agréable.

L'entrée sera gratuite pour les enfants, et de 10 francs pour les adultes.

Tél/fax 04 50 09 07 07

Contact : association Chenevie - BP 111 - 74 940 - Annecy-le-Vieux

CHINE uniformes français

La police anti-émeutes de Pékin vient d'être équipée en vêtements protecteurs, matraques et boucliers... par la France. 23 000 F par uniforme. Cela plaît aux dirigeants chinois qui viennent de passer une commande pour l'ensemble des policiers anti-émeute du pays. La gauche plurielle peut être fière de ses exportations. (France-Tibet, août 2000)

Référendum ridicule

Avec seulement dix millions de voix exprimées (sur 40 millions d'inscrits et 60 millions d'habitants), le référendum sur le quinquennat atteint un nouveau record de fausse-démocratie. Une question hors-contexte et 300 millions de francs environ de dépenses plus loin, ce référendum aura un peu plus discrédité la classe politique (qui n'en avait déjà pas besoin), mais également le référendum qui devrait pourtant être un instrument précieux de la démocratie. Enfin, le fort taux de blancs ou nuls (plus de 16 %) marque l'attachement des Français au droit de vote, mais le refus des débats politiques. Il ne s'agit donc pas, lorsque dans la mouvance on parle de développement du référendum (d'initiative populaire par exemple) de seulement discuter de la manière de le mettre en place, mais également de voir comment et par qui est posée la question.

LIBAN personnes disparues

Bien que la guerre soit finie au Liban depuis une dizaine d'années, 17 000 personnes sont toujours portées «enlevées» ou «disparues». Le comité des parents des personnes enlevées ou disparues, et le groupe des amis des parents de disparus, mènent une campagne d'opinion sur le thème «nous avons le droit de savoir». Spécificité de ce mouvement : il regroupe des personnes de toutes régions, de toutes communautés, de toutes religions. Le mouvement, né en 1982, vit difficilement l'amnistie des crimes de guerre décrétée en même temps que la paix en 1990. Depuis 1995, une loi permet de déclarer mort le parent disparu. Depuis octobre 1999, 200 associations se sont regroupées derrière cette campagne pour demander l'aide aux familles de personnes disparues, la création d'un jour de «mémoire». Toutes les semaines des sit-in sont organisés devant le siège du gouvernement à Beyrouth, pour demander qu'il agisse. Les chefs de milice sont sollicités, tout comme les institutions, les médias, les autorités spirituelles, etc. Le 21 janvier 2000, le Premier ministre a formé une commission officielle d'enquête. Le comité des parents enlevés et disparus au Liban a réalisé une cassette vidéo avec des témoignages, le travail de sensibilisation du comité. Cette cassette peut être visionnée en prenant contact avec Yvette Bailly, du groupe de Lyon du Mouvement pour une alternative non-violente, tél : 04 78 67 46 10.

Selon un sondage SOFRES analysé dans *Le Monde* du 18 novembre 1999, quand on leur demande ce qu'ils éprouvent quand ils pensent à la politique (deux réponses possibles), les Français étaient 57 % (comme en 1998) à répondre «de la méfiance», 27 % «de l'ennui», 20 % «du dégoût», 26 % «de l'espoir» (en baisse de 4 % en un an), 20 % (également en baisse de 4 %) «de l'intérêt» ; 7 % seulement des personnes interrogées répondent «du respect». Nul doute que depuis, les chiffres de défiance doivent encore être à la hausse.

MULHOUSE rencontres ATTAC

Le groupe Attac du Haut-Rhin organise le 25 novembre, de 8h30 à 18h30, au Parc Expo de Mulhouse, ses premières rencontres. Un débat portera sur «l'économie locale, racine d'une mondialisation respectueuse de l'homme, de ses cultures et de son environnement». ATTAC 68, 40, rue Laurent, 68100 Mulhouse, tél : 03 89 65 10 74.

Cohn-Bendit à droite ?

Daniel Cohn-Bendit suit les pas de Brice Lalonde en fréquentant de plus en plus la droite. Le 23 mai dernier, il a présenté, au Parlement européen, aux côtés d'Alain Madelin, des «passports pour la liberté». Alain Madelin, qui vient lui de l'extrême-droite, s'est même permis d'ironiser : «les jeunes libertaires font parfois de vieux libéraux». Début juin, Cohn-Bendit a annoncé avec François Bayrou, vouloir organiser des tables rondes locales UDF-Verts provoquant une réaction de la direction des Verts qui lors de son CNIR de juin a refusé



Vandan Shiva et José Bové

d'organiser ces rencontres. Qu'à cela ne tienne, au nom de la démocratie de base, Cohn-Bendit a lancé un appel à la base pour organiser ces rencontres. Le 28 juin, Cohn-Bendit était reçu au Sénat par Alain Juppé et Jacques Toubon pour un colloque sur l'Europe... Absent des journées d'été des Verts fin août, le 1er septembre, il était par contre présent aux journées d'été du MEDEF, le syndicat des patrons.

MARSEILLE nouvelle anthropologie

Le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, organise une réunion-débat, le samedi 4 novembre, à 15 h, sur le thème : «Que reste-t-il des théories de la nouvelle anthropologie de Pierre Clastre dans l'étude des sociétés humaines dans les années 2000 ?». Ce courant de pensée né dans les années 70 autour des idées d'inspiration libertaire introduites par Pierre Clastre, a consisté à ne plus considérer des sociétés comme «primitives» parce qu'elles ne possèdent pas d'organe centralisé de pouvoir,

Après Millau

■ **Rendez-vous à Montpellier ?** Trois mois de prison ferme pour José Bové, deux mois avec sursis pour les autres, sauf un relaxé. Les dix inculpés du démontage du McDo de Millau n'ont pas l'intention d'en rester là et ont donc décidé de faire ensemble appel. Ils contestent le leadership de José Bové, s'estimant tous co-responsables, comme les 300 autres personnes qui ont demandé à être inculpées. L'appel devrait être jugé à Montpellier.

■ **Justice à deux vitesses.** Les Verts ont réagi à la condamnation des inculpés de Millau en s'étonnant que des peines soient prononcées pour une action parfaitement non-violente, négociée la veille avec la gendarmerie, sans atteinte aux personnes, et d'une ampleur limitée, alors que quelque temps auparavant un commando des céréaliers de la FNSEA avait mis à sac les bureaux de Dominique Voynet sans qu'aucune poursuite n'ait été pour le moment engagée. La LCR a fait elle le parallèle avec le naufrage de l'Erika : le directeur de Total, lui, ne risque pas de faire de la prison !

■ **CD Quand justice est fête.** Plusieurs radios associatives se sont associées pendant le procès de Millau pour réaliser des interviews dans la rue. Le résultat est un CD audio d'un peu plus d'une heure que l'on peut obtenir contre 50 F (+11,50 F de port) auprès de *Radio-Zinzine*, 04300 Limans, tél : 04 92 73 10 56.

■ **Chronique d'un printemps paysan.** Les *Films du Village* ont suivi depuis le début de l'année les voyages de José Bové et de François Dufour, les deux porte-parole de la Confédération paysanne. Un projet de film, de Seattle à Millau est en préparation avec comme fil conducteur l'objectif de montrer une façon d'intervenir dans la société, un engagement qui renouvelle le débat politique. Le film qui fera une heure sera disponible fin novembre. On peut se le procurer contre 150 F (port compris) auprès de *Les Films du Village*, 24-26, rue des Prairies, 75020 Paris.

■ **Revue de presse.** Une énorme revue de presse sur le rassemblement de Millau a été constituée par le comité de soutien aux inculpés. Elle est disponible contre 100 F à envoyer : *Comité de soutien*, 16, rue de la Capelle, 12100 Millau.

mais au contraire comme des sociétés en lutte constante contre l'apparition d'une telle centralisation. *CIRA*, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél : 04 91 56 24 17.

NICE préparation du contre-sommet

Du 6 au 9 décembre doit se tenir à Nice un sommet européen sous la présidence de la France, l'occasion de manifester une nouvelle fois contre la marchandisation du monde. Le mercredi 6, une manifestation organisée par la confédération européenne des syndicats, le réseau des marches européennes contre le chômage, se teindra dans les rues de Nice avant une soirée festive où interviendront les grands noms de la lutte (Susan George par exemple). Les jours suivants, des actions de rue interpellent les participants au sommet. Pour y participer, on peut contacter dans les départements les groupes Attac, AC !, Confédération paysanne, LCR, Alternatifs, Verts, etc. Et sur place : *Contre-Sommet*, c/o *CLAJ ECS*, 31, avenue Maréchal-Lyautey, 06000 Nice.

La Nef : banque alternative



Si vous avez encore un compte dans une banque classique, essayez de lui demander la liste des prêts accordés. Impossible ? Et pourtant, c'est ce que fait la Nef, la future banque alternative (dès qu'elle aura atteint

une capitalisation de 15 millions de francs). Ainsi, vous pourrez y constater que la Nef ne prête pas aux promoteurs des centrales nucléaires, ni aux marchands d'armes, ni à l'industrie pharmaceutique, ni à l'agro-indus-

trie. Elle préfère les domaines de l'agriculture biologique, de la transformation dans la bio, la promotion des énergies renouvelables, l'habitat sain, le logement social, l'insertion, le commerce équitable, la formation, l'art, la culture, bref tout ce qui relève d'un monde vivable. Pour faire ses choix de prêts, elle travaille en réseau avec de nombreux partenaires comme les Cigales, les boutiques de gestion, la fédération des SCOP, Emmaüs, les Jardins de Cocagne, le réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, Nature & Progrès, SOS-Paysans, le syndicat d'agriculture bio-dynamique, les Biocoop, Greenpeace, le WWF et... Silence à l'occasion. Bref, une initiative au centre des réseaux qui offre la possibilité à tous de ne pas laisser son épargne approvisionner ceux qui détruisent la planète. Alors même si ce n'est pas toujours facile de changer de banque... La Nef s'agrandit et s'installe dans la région lyonnaise. Sa nouvelle adresse : *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél : 0811 90 11 90.*

Université solidaire

À la suite du colloque sur l'économie solidaire qui s'est tenu à Lyon en juin 2000, est née l'idée de créer une «université solidaire», lieu de rencontres entre différents acteurs (universitaires, militants, acteurs). Cette université solidaire devrait prendre la forme d'une SCOP, société coopérative ouvrière de production, favorisant la production et l'échange de savoirs et de savoirs-faire pour la création d'alternatives sociales. En effet, si nous sommes nombreux à vouloir changer la société dans un sens plus solidaire, nous avons du mal à produire de la réflexion, à confronter des pratiques dans des domaines aussi variés que l'autogestion, l'écologie, le féminisme, la démocratie directe, les pratiques alternatives, les tentatives de vie communautaires, la création de sociétés coopératives de production, des squats sociaux, une presse et culture contestataire/radicale, encore plus lorsqu'il s'agit de groupes informels. La solidarité se développe non seulement de multiples façons, mais encore dans de multiples domaines : la famille, le travail, les relations entre générations, entre individus et groupes... et mobilise parfois des milliers, voire des centaines de milliers de personnes. Ceci conduit à de nouveaux rapports sociaux qui se développent ici et dans les cinq continents, élaborant une nouvelle culture. Cette culture riche et diverse a une caractéristique commune : elle ne peut se transmettre à partir de structures verticales. L'université solidaire se propose de respecter ce choix et cherchera à trouver des moyens les plus horizontaux possibles, favorisant l'interface entre individu, entre collectifs.

L'un des objectifs de cette université solidaire est de combler une partie de l'espace qui existe entre l'observateur et l'observé, entre le chercheur et le praticien, à favoriser une confrontation souvent encore aujourd'hui non voulue. L'université solidaire se propose d'organiser colloques, séminaires, rencontres, stages, cours de formation afin de favoriser la production, de services ou de culture, toujours dans un esprit d'entraide et de coopération. La structure coopérative a été choisie dans le sens d'être capable, malgré de multiples partenariats, d'assurer une indépendance à la structure. Une indépendance qui doit permettre une vision critique du monde. Comme toute université, elle fonctionnera en sections ou centres de recherche, chacune correspondant à une action dans un domaine choisi par ses animateurs-trices. Des conférences-débats permettront de faire le lien entre les sections, et donc entre les problématiques débattues. Aucun diplôme n'est prévu au sein de l'université solidaire, mais l'un des buts sera de valoriser la recherche effectuée par la reconnaissance du travail dans le système universitaire classique. Les premiers initiateurs de ce projet sont Mimmo Pucciarelli (sociologue que l'on retrouve dans les colonnes de Silence, éditeur libertaire lyonnais), Alain Pessin (directeur de recherche à Grenoble, sociologie de l'imaginaire), Denis Bayon (centre Walras de Lyon, auteur d'un livre sur les SEL), Daniël Colson (sociologue à Saint-Étienne), Bruno Charles (Verts), etc. *Université Solidaire c/o Conditions des soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon.*

Module optimisé

Installée en 1990 sur une parcelle d'un hectare, une famille va essayer de vivre de la manière la plus autonome possible en développant un jardin en agrobiologie. L'expérience se passe dans le CIEPAD, initialement animé par Pierre Rabhi. Après dix ans, cette expérience a donné lieu à la publication de plusieurs brochures : le module optimisé (1997) 50 F, le module optimisé complément (2000) 30 F, un habitat bois à moindre coût 30 F, système de commercialisation par panier à domicile 30 F, petit élevage de chèvre 30 F, pistachiers dans une forêt fruitière 30 F. A commander à *D. Catherine, Le Triol, chemin Pailhas, 34380 Viols-le-Fort, tél : 04 67 55 03 33.*

HAUTE-LOIRE festival à l'eau

Suite à un orage dévastateur, le 3e festival en stock, organisé par une association de développement local en milieu rural, a connu un gros déficit. On peut les aider en versant au moins 10 F : *Les Amis de l'Epouvantail, Le Bourg, 43150 Chadron.*

LOT créations buissonnières

L'association «Les chemins buissonniers» organise les 11 et 12 novembre à Figeac dans le Lot, un stage de «créations buissonnières» pour construire et pour se construire. Il s'adresse à ceux et celles qui veulent faire le plein d'idées, expérimenter, confronter, projeter, grâce à une alternance entre moments de découverte, fabrications, analyse... Les entrées multiples permettent à chacun-e de valoriser ses pratiques professionnelles. Pour en savoir plus : *Les Chemins buissonniers, BP 101, 46103 Figeac cedex, tél : 05 65 40 77 77.*

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES L'Arbre de vie

Si vous désirez créer chez vous un verger d'anciennes variétés fruitières, cultivées en bio, vous pouvez obtenir par correspondance de jeunes pousses auprès de la pépinière L'Arbre de vie. Le catalogue est disponible contre 5 timbres à 3 F. *L'Arbre de vie, Bruno de Roissart, 46, route de Pau, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 17 01.*

Salons, fêtes, foires

■ **Arles : Terre de Sienne.** 3e édition. 4 au 6 novembre. Palais des Congrès. 100 exposants dont la moitié dans les domaines de l'habitat et des énergies renouvelables. 15 conférences. *Graine de Vie, Geneviève Ortéga, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Paris : Marjolaine.** 10 au 19 novembre. Parc floral de Paris. 500 exposants, 100 ateliers, 20 conférences parmi lesquelles : construire et aménager une maison bio (vendredi 10, 14 h), OGM, mystification scientifique, Jean-Pierre Berlan (samedi 11, 14 h), Pas d'OGM à la cantine, Amis de la Terre (samedi 11, 17 h), vivre à la campagne, du désir à la réalité (dimanche 12, 14 h), projets de femmes à la campagne (dimanche 12, 17 h), ménopause et phytothérapie (mardi 14, 14 h), l'Erika et après ? (mercredi 15, 14 h), que faire des déchets nucléaires ? Jean-Luc Thierry et André Robinard (mercredi 15, 17 h), attention dioxines, CNID (jeudi 16, 17 h), les refuges de la mondialisation, Droits Devants (vendredi 17, 14 h), dans les coulisses de l'OMC (vendredi 17, 17 h), sécurité alimentaire : gare aux fausses pistes, Nature & Progrès (samedi 18, 14 h), hold-up sur les semences, Philippe Desbrosses et Arnaud Apoteker (dimanche 19, 14 h). *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Nord : troc de plantes.** 3e édition. 11 novembre, salle communale de Bourghelles. *Xavier Guillaud, 9, rue des Jonquilles, 59830 Bourghelles, tél : 03 20 79 48 12.*

■ **Limoges : fête des résistances sociales.** 3e édition. 18 novembre, salle et place Blanqui. Stands associatifs contre la mondialisation capitaliste. *Maison des Droits de l'Homme, 37, rue de la Boucherie, 87000 Limoges, tél : 05 55 32 58 76.*

■ **Belgique : Eglantine.** 9e édition. 18 et 19 novembre, hall d'expositions de La Louvière. 150 exposants (bio, habitat sain, artisanat, santé...) *Nature & Progrès, rue des Champs-du-Calvaire, 104, B 7110 La Louvière, tél : 32 64 21 60 05.*

■ **Anney : Qualité de vie.** 2e édition. 25 et 26 novembre. Espace-Rencontre. 60 exposants (surtout santé). *Chênevie, BP 111, 74940 Anney-le-Vieux, tél : 04 50 09 07 07.*

■ **Gard : Journées de l'arbre, de la plante et du fruit.** 25 et 26 novembre à Saint-Jean-du-Gard. Thème de l'année : la vigne et le raisin. Expositions, ateliers, conférences, gravures. *Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Paris : Vivez Nature.** 13e édition. Cité des Sciences et de l'Industrie, La Villette. Salon de l'agriculture biologique et des produits au naturel. Du 30 novembre au 4 décembre. 135 exposants (dont bio 70 %). *Naturally, Chantal Malherbe, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*



L'Homme Réseau

d'Emmanuel Juste Duits
Ed. Chronique Sociale
1999 - 156 p. - 92 F

Enfin une vue optimiste de la société complexe et foisonnante du XXI^e siècle. Je cite : «*Nous pouvons utiliser cette civilisation au lieu de la subir.*» Des réseaux nés de petits collectifs peuvent converger, se ramifier, canaliser les énergies dispersées. Le monde de la communication n'est encore qu'une expression vide de sens, mais on peut en faire une riche réalité, refusant la haine entre communautés différentes comme l'ignorance du voisin, pour une «*confrontation constructive*» des divers univers sociaux.

L'analyse et les exemples sont clairs, même si l'auteur s'embourbe un peu en voulant s'appuyer sur les combien fluctuantes notions de «valeurs». Beaucoup de propositions pratiques dans le but de créer des points de rencontre entre organismes les plus divers et aboutir ainsi à un décloisonnement positif de la société, avec, peut-être, des «Etats généraux» d'initiative populaire. MN.



Dégraissez-moi ça !

Michael Moore
Ed. La Découverte
2000 - 205 p. - 98 F

Il y a plusieurs manières de lutter contre la mondialisation. L'auteur, ancien salarié de General Motors, victime des licenciements qui accompagnent des bénéfiques records, a choisi la voix de l'humour. Il sait où trouver les chiffres qui font mal. Aux USA, les libéraux se plaignent de l'Etat providence : il est d'accord : «*j'ai horreur des assistés (...) chaque année, ces*



parasites empochent sous différentes formes près de 170 milliards de dollars, somme financée par nos impôts» (p.55)... mais ils parlent des subventions aux grosses firmes sous formes de subventions, d'avantages fiscaux. Et il compare cette somme aux programmes sociaux qui ne totalisent que 50 milliards de dollars. Les USA versent donc trois fois plus aux riches qu'aux pauvres ! Il est également d'accord pour lutter contre la délinquance «*ensemble des vols et cambriolages aux Etats-Unis a coûté quatre milliards de dollars, tandis que les malversations des délinquants en col blancs ont représenté pour la société une perte de deux cent milliards de dollars*» (p.109). Constatant que certains cantons des USA ont un niveau de vie proche de celui du Bangladesh, il lance un appel à l'aide internationale ! Car les USA ont au moins un record : celui des inégalités. Comment s'étonner de ce record : lors des élections de 1996, les abstentionnistes ont franchi pour la première fois la barre des 100 millions (sur 130 millions d'électeurs). Et d'avertir dans sa préface française : «*Ne laissez pas la France ressembler au pays injuste et perfide que sont devenus les Etats-Unis, où trente-cinq millions de citoyens vivent dans une pauvreté abjecte et quarante-cinq millions sont totalement dépourvus de couverture sociale. Les drapeaux de nos deux pays contiennent les mêmes couleurs. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour que la ressemblance s'arrête là*» (p.12). Même si le niveau du livre est inégal, un moment de lecture agréable et revigorant. MB.

Dommages de guerre

de Claude Guillon
éd. L'insomniaque,
2000 - 124 p. - 50 F

«*Sous la bannière de l'Otan, Assassins sans frontières et Marchands du monde ont ravagé la Serbie et le Kosovo... sans pour*

autant vaincre l'affreux dictateur qui peut encore servir». L'auteur ne s'étonne pas de cette guerre du capitalisme, par contre il revient sur ceux qui sont restés muets : trop de non-violents, d'anarchistes, d'antimilitaristes qui se sont fait piéger par le discours dominant. Comment de telles hésitations devant la guerre sont-elles possibles dans un milieu militant qui est censé savoir qu'il n'existe pas de bonne guerre, que toute guerre fait des victimes, en particulier des femmes et des enfants et que soutenir une guerre c'est toujours soutenir les théories de la domination, le sexisme, le viol, etc. Un pamphlet d'excellente tenue. MB.

claude guillon

DOMMAGES DE GUERRE

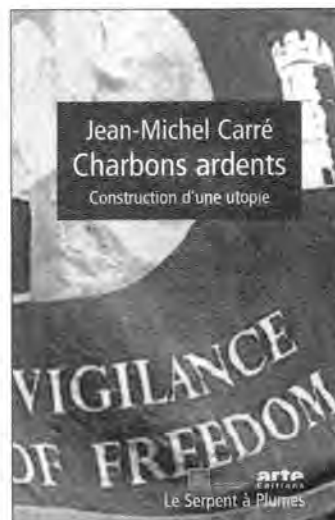
[PARIS-PRISTINA-BELGRADE-1999]



Charbons ardents

de Jean-Michel Carré
Ed. Serpent à plumes / Arte
1999 - 212 p. - 99 F

Ce livre est une version plus fouillée du documentaire du même nom sur la reprise de manière autogestionnaire d'une mine de charbon en Pays-de-Galles par ses propres mineurs. Une histoire exemplaire dans l'histoire du syndicalisme qui montre que l'on peut dépasser la simple contestation pour franchir le pas de la construction, sans sombrer dans le capitalisme. Des dialogues retranscrits directement qui



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **L'état du monde 2001**, ouvrage collectif, éd. La Découverte, 2000, 690 p. 149 F. Cette année marque le vingtième anniversaire de la célèbre collection. 100 spécialistes présentent dans cet ouvrage 270 articles inédits sur l'ensemble des questions géopolitiques du moment. A signaler des articles sur la biosécurité, le «choc» de Seattle, et le traditionnel tour du monde pays par pays. Un condensé de références et de statistiques.

■ **Vaincre l'indifférence** d'Eric Gagneux, éd. CNRS, 2000, 164 p. Le monde politique européen comme les multinationales semble indifférent à l'opinion publique. Face à cela, celle-ci s'exprime par le biais des associations, et parfois avec succès. L'auteur poursuit ici son travail de recherche sur les méthodes utilisées par les associations pour interpeller et faire réagir les instances supranationales. Beaucoup de bonnes réflexions en particulier pour ceux qui s'interrogent sur les moyens de lier actions locale et internationale.

■ **Pour un questionnement éthique des choix techniques** de Christelle Didier, 1999, éd. FPH, 1999, 108 p. Les milieux religieux se sont toujours interrogés sur la place de l'éthique dans l'entreprise. Cela a donné un mouvement aux USA avec les placements éthiques et cet ouvrage montre comment la question commence à arriver dans les écoles d'ingénieurs en France : comment concilier productivité et respect de la personne, par exemple. Un premier défrichage de l'existant qui montre que l'on est encore loin d'une éthique de l'entreprise... du moins dans les milieux classiques.

■ **La stochocratie** de Roger de Sizif, éd. Les Belles Lettres, 1998, 138 p. 70 F. La stochocratie serait un système dans lequel parlementaires et gouvernants sont désignés par tirage au sort. L'auteur, philosophe, partant du principe que nos politiques sont tout sauf des élus du peuple et ont la prétention d'être compétents dans tous les domaines, propose une méthode simple de désignation des élus qui éviterait toutes les magouilles des partis politiques. Irréaliste ? Nos élus d'aujourd'hui sont-ils réalistes ?

■ **Cholestérol** de Jean-Luc Darrigol, éd. Dangles, 2000, 256 p. 115 F. Bon et mauvais cholestérol, régime alimentaire, rôle du tabac, de l'alcool, obésité et hypertension, risques du fast-food. Très médical.

■ **Spasmophilie** de Jean-Loup Dervaux, éd. Dangles, 2000, 192 p. 105 F. Sujet polémique dans le milieu médical : 15 % des Français en souffrent, mais son origine est mal connue. Traitements classiques ou alternatifs sont présentés. Mise en avant de la prévention.

■ **Plante, bête, homme, même futur.** Robert Ribotto, éd. Vienne Nature, 1999, 200 p. 60 F. Rappel des interactions entre les espèces vivantes dont l'homme. Agressions de l'homme sur les milieux de vie et responsabilité éthique à l'aube du XXI^e siècle. Un texte très concis, avec beaucoup de références, de bonnes réflexions, même si cela reste très militant. Peut constituer un moyen de faire le tour de l'écologie à celui qui découvre le milieu.

■ **Calendrier lunaire 2001.** 6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bernard. 2000, 80 p. 48 F. Le jardinage en fonction de la lune, mais également les soins personnels. Pour ceux qui y croient.

donnent un aspect vivant, plein de controverses, d'envies contradictoires et qui montrent aussi la difficulté de lutter sur le long terme (absentéisme lors des assemblées générales, pas de vision au-delà de la retraite des meneurs actuels...). MB.

Le minimalisme

de Gérard Bertolini
Ed. Economica
2000 - 100 p. - 98 F

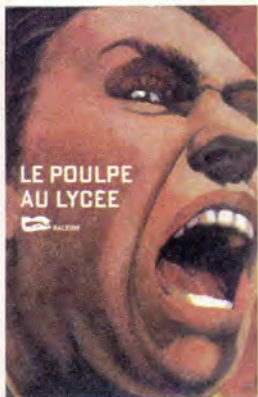
Autour de l'idée que parfois «moins, c'est mieux», le minimalisme s'est développé dans de nombreux secteurs. L'auteur cite l'artiste Hundertwasser qui confectionnait ses vêtements en patchworks de récupération. C'est aussi la trame de ce livre qui compile d'intéressantes anecdotes sur la question, mais sans véritables réflexions... si ce n'est que le vide est parfois un luxe. Dont acte. MB.

ROMANS

Le Poulpe au lycée

Ed. La Baleine
2000 - 222 p. - 10 F

Chaque aventure du Poulpe est écrite par un auteur différent. Pour la 200e, intéressante initiative que de faire écrire des nouvelles par des lycéens et de collégiens. Trois histoires, la première très correcte, les deux autres plus brouillonnes. Une autre façon d'aborder la littérature en milieu scolaire. FV.



Tant pis pour le Sud

de Christian Lehmann
Ed. Médium/Ecole des Loisirs
2000 - 210 p. - 60 F

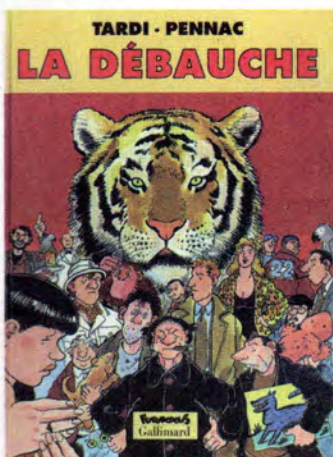
Le cousin de Céline se suicide. Officiellement déjanté à la suite de jeux de rôles. L'héroïne a des doutes et part enquêter dans une de ces communes gérées par le FN. A travers une enquête policière pour jeunes lecteurs, l'auteur narre les mésaventures de communes du Sud face à l'extrême-droite. Belle histoire, mais quelle drôle de vision de la Provence ! FV.

B . D .

La débauche

de Tardi et Pennac
Ed. Futuropolis/Gallimard
2000 - 76 p. - 93,50 F

Quand l'un des plus grands écrivains rencontre l'un des maîtres de la BD, cela donne évidemment un ouvrage excellent. Tardi qui réalise déjà les couvertures des romans de Pennac, développe ici tout son art pour conter une histoire policière sous fond de débauche — dans le sens contraire de l'embauche. Une question de fond : jusqu'où peut-on aller dans l'abject pour réussir dans notre société ? Réponse au Jardins des Plantes, à Paris, dans la cage de l'«homo sapiens chômeur». FV.



ENFANTS

Otto

Autobiographie
d'un ours en peluche
de Tomi Ungerer
Ed. Ecole des Loisirs
1999 - 34 p. - 78 F

Les jeunes enfants qui se plongeront dans la lecture de cet ouvrage ne percevront peut-être par les mêmes messages que leurs parents. Le graphiste, d'origine suisse, auteur de très nombreux ouvrages, réussit en effet ici à présenter une histoire simple dont le sens est très profond, car l'ours en peluche appartient à un enfant juif, en Allemagne, à la veille de la guerre. Remarquable. FV.

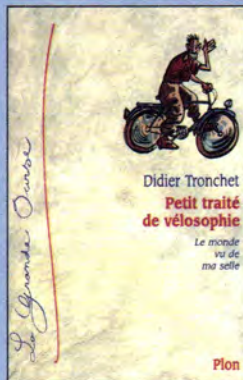


Tomi Ungerer
Otto
Autobiographie d'un ours en peluche

LE LIVRE DU MOIS

Petit traité de vélosophie

de Didier Tronchet
Ed. Plon
2000 - 134 p. - 69 F



Auteur de BD à succès (Jean-Louis Tergal dans *Fluide Glacial*), Didier Tronchet est aussi un amoureux de la bicyclette. Au cours de ses déplacements quotidiens dans la capitale, il remarque que le vélo incite à la réflexion. Il livre ici, avec beaucoup d'humour et un style littéraire remarquable, les fruits d'une passion qui le fait plaider pour une ville sans voiture. Extraits : «Le vélo n'est pas une non-auto. Défendre la pratique du vélo pourrait se concevoir en soi, sans opposition à l'automobile. Mais la colo-

nisation de l'espace vital par les quatre-roues, leur omniprésence visuelle et olfactive obligent l'amoureux de la petite reine, par nature pacifique, à une réaction d'auto (sans jeu de mot)-défense. Il s'agit d'un long travail de reconquête idéologique, face à la déferlante de l'imagerie automobile : du culte sous-jacent de la virilité à l'apologie explicite d'un Occident technologiquement dominant. Nous n'avons à opposer que la petite voix chevrotante et indignée de la vieille dame en dentelles blanches, éclaboussée par le passage d'un trente tonnes dans une flaque d'eau. C'est notre seule arme, ne nous en privons pas. Chevrotans [p.7]. «Démasquons cet autre glissement sémantique : 'Faire du vélo en ville, c'est dangereux'. Non ! C'est faire de la voiture qui est dangereux pour les vélos» [p.17]. Et à propos d'un cycliste utilisant un téléphone portable : «Spectacle désolant pour le vélosophile de base à qui l'incompatibilité définitive entre l'esprit vélo et l'esprit portable saute aux yeux (...) En revanche, entre l'esprit automobile et l'esprit portable, il y a plus que compatibilité, il y a complémentarité. (...) Même emballage tapageur, même imagerie d'objet furieusement contemporain, même gadgétisation à outrance. Et surtout, même habilité à créer un besoin : les gens qui ne peuvent attendre pour téléphoner me font penser à ceux qui ne peuvent pas faire cent mètres sans prendre leur voiture. Un prétendu confort supplémentaire masquant un accroissement de servitude» [p.59]. Et que dire des sectes ? «Qu'est-ce qu'un automobiliste ? Un type qui a choisi une voiture, puis qui ne peut plus s'en passer, dont le comportement s'est modifié, méconnaissable au volant, coupé du monde réel, participant à des rituels collectifs au triangle de Rocquencourt ou place de la Concorde, capable de débours des sommes folles en assurances-vignettes-essence-PV, et de s'immoler collectivement au cours de cérémonies morbides sur les bords de route dans les hurlements de sirènes. Mon cher Albert, la secte la plus dangereuse, ce ne sont pas les adorateurs d'Alpha du Centaure (une centaine d'adeptes, vingt morts par an). Mais les adorateurs d'Alfa Roméo (des millions d'adeptes, 10 000 morts par an)» [p.68-69]. Imaginer une ville sans voitures ? Les dimanches sur les berges de la Seine réservées aux vélos, piétons, rollers, donne un idée de ce que cela pourrait être : «Aucun feu rouge, aucune voiture, des patineurs, des gambadeurs, des chiens, des jeunes filles en fleurs. C'est gai comme un territoire reconquis. C'est 1936, le Front Populaire... Certains dimanches, on retrouverait presque l'ambiance balnéaire des premiers congés payés. Belle préfiguration de ce que sera, une fois que le combat vélosophile sera gagné, une capitale cycliste, piétonne, libre et républicaine» [p.101]. Tout cela n'est pas très réaliste ? «C'est le réalisme qui nous menés là où nous sommes. Ce n'est pas le réalisme qui nous en sortira» [p.128]. Connaissant bien les théories non-violentes, Didier Tronchet propose une naïve désobéissance, une légèreté de vivre, une vélorution en douceur, qui sache faire passer la légitimité des vélos avant la légalité des voitures. Ce livre est à lire par tous les cyclistes qui y retrouveront nombre de leurs émotions et à faire lire aux automobilistes, de moins en moins mobiles, qui trouveront là une joie de vivre depuis longtemps oubliée. MB.



Bretagne et Pays de Loire

Je salue Silence, très bonne revue qui est pour moi un rayon de soleil mensuel. Mais ce n'est pas pour adresser des compliments, (qui seraient pourtant mérités) que je prends la plume. Je dois avouer que le dossier sur la Bretagne m'a fait parfois grincer des dents et j'ai eu l'impression que Silence faisait l'impasse sur un certain nombre de choses. En particulier cette demande, qui revient sans arrêt, de rattachement de Nantes à la Bretagne et la question de la langue.

Je suis le premier ravi que la langue bretonne connaisse un renouveau, la diversité des langues doit être défendue et entretenue. Mais il aurait été bon de rappeler que toute la Bretagne ne parlait pas le «breton» et que la moitié de la région parlait le «gallo», une forme de français. Il est amusant de constater que l'enseignement du breton gagne des zones où il n'avait jamais été parlé. Des villages n'ayant jamais eu un nom breton sont aujourd'hui rebaptisés en phonétique «romaine» ! N'y a-t-il pas là une incohérence quelque peu ridicule ?

Quant à la question du rattachement de Nantes, j'avais jusqu'ici entendu des arguments mythiques ou historiques (d'ailleurs souvent erronés, ou plus subtilement «décontextualisés»). Mais un des articles de Silence en apporte un nouveau qui m'a paru être relativement absurde : «intégrant Nantes et la Loire-Atlantique, pour pouvoir peser plus fortement sur son destin». Hé bé ! Le destin des Pays de la Loire alors ? Ce que l'on donne aux uns, on l'enlève aux autres. Nantes est fortement liée à la région des Pays de la Loire (qui bien sûr est aussi une autre construction du 20e, on n'en sort pas !) le destin de la région souffrirait si on l'amputait de sa capitale. Les Bretons ont Rennes, les gens de la Loire ont Nantes.

Je mettrai également un bémol à la grande tolérance et ouverture d'esprit des Bretons régionalistes. J'ai participé aux manifs antinucléaires de tout l'Ouest, ce qui me marqua ce fut la différence avec les Mayennais, dont le mot d'ordre était «Pas de déchets, ici comme ailleurs» alors que celui des Bretons était «Non au nucléaire en Bretagne»...

J'espère que le tour de France des régions que nous fait Silence ne va pas se transformer en passage en revue des régionalismes et indépendantismes. J'ai été à Millau manifester pour une autre agriculture et une autre culture tout court, j'ai discuté avec des Occitans et des Bretons, qui étaient présents en nombre, leurs propos me rappelaient furieusement la chanson de Brassens «La ballade des gens qui sont nés quelque part». Il est triste de constater qu'alors que certains s'échinent à abolir les frontières, d'autres s'acharnent à en créer de nouvelles.

La «Bretagne» est une construction du 20e siècle, même s'il a existé dans le passé des Bretagne, des Normandie, des Anjou et des Poitou «à géométrie variable» pour ne prendre que des «constructions» du Grand Ouest !

A l'heure de la mondialisation, de la crise des Etat-nations, de la perte de vitesse des religions, de l'identité ouvrière, du «désenchantement du monde», nombre de personnes se sentent perdues et cherchent de nouvelles identités. Construire une nouvelle identité autour de la région Bretagne ? Pourquoi pas, mais en connaissance de cause, sans mysticisme et en admettant et dénonçant les dangers inhérents : l'ARB et ses attentats absurdes (faire sauter une boulangerie pour lutter contre un soi-disant impérialisme français ...) ainsi qu'une possible crispation identitaire conduisant à un repli sur soi (demande d'une administration bilingue et donc exclusion de fait des non-Bretons). Il faut surtout éviter de construire contre, et ne pas sombrer dans le chauvinisme en proclamant une Bretagne plus «multi-séculaire» et possédant une identité plus profonde et plus «spéciale» que les autres régions.

(...) Pour finir et pour irriter un peu plus mes amis Bretons régionalistes pour qui le mot «jacobin» semble être un terme grossier, je rappellerai que le «Club des jacobins» (dont le premier nom fut «club breton») fut fondé par des députés du Tiers-Etat bretons qui revendiquaient sans honte une identité française... On pourrait rappeler aussi que Nantes fut une des trois villes sans-culottes de France, ultra-jacobine durant toute la Révolution et que Saint-Nazaire a été le fer de lance d'un internationalisme (et non pas un nationalisme) anarcho-syndical, ce qui me paraît plus sympathique.

Florent Grandin
Maine-et-Loire



Ils ont des chapeaux ronds ? Pas forcément ! Quand les Britanniques (bretons et gallois) s'installent pour de bon en Armorique, vers le IVe siècle, la terre n'est pas vierge : 3000 ans plus tôt, on y dressait des menhirs, ensuite il y a eu des Gaulois, des Romains. Il devait bien rester un peu de monde quand ces

Bretons ont tout envahi, jusqu'à ce que les Normands les fassent reculer aux IXe et Xe siècles. Résultat : tout le monde est un peu breton, gallois, viking, romain, français... Alors l'identité et la culture bretonnes, ça ne concerne pas tout le monde. En langue bretonne par exemple, entre le Léon, le Trégor, la Cornouailles et le pays de Vannes, la compréhension n'est pas évidente. Et le gallo dans tout ça ? C'est une option au bac et l'«île Noire» de Tintin a été traduite en gallo. C'est la langue de qui ? De faux Bretons sans doute !

En parlant de faux, on trouve de la bière bretonne, du whisky breton, du reggae breton (belle brochette d'oxymores), pourquoi pas du tango breton, du judo breton ? C'est ça l'identité bretonne ? Et je ne parle pas des faux binious qui sont de vraies cornemuses écossaises.

Dernière nouveauté : l'héritage des Celtes, parce que les Arvernes, les Burgondes, etc., c'étaient peut-être des Chinois ?

Tout ça pour dire que «moi, je suis Breton» — sous-entendu, mieux que Français — est très agaçant car comme l'a dit le poète «Il n'y a pas de petites choses... seulement autre chose», et à l'heure d'aujourd'hui où tout le monde est dans le même bateau (la Terre), être Breton, c'est simplement aimer la Bretagne.

Pour terminer, identité rimant avec responsabilité, je crois que c'est une utopie, mais ce serait quand même formidable si chaque commune gérait sa flotte et son énergie (en qualité et en quantité) comme la famille Baronnet nous en donne l'exemple.

Kenavo
Alain Cochet
Puy-de-Dôme

En avant, les gens (la fleur au fusil)

Au sens large, il est vrai, et non pas quelques-uns, Les gens sont ce qu'ils sont, je l'avoue, il s'avère, Sans être à leur égard féroce et sévère, Qu'ils ressemblent assez à leurs cousins, les Huns.

Attila reviendrait, de cohue en cohorte, Il les mettrait en joie en les revigorant ; Aucun ne trouverait assez déshonorant, De le complimenter et de lui faire escorte.

Hitler, Napoléon, Alexandre ou César, Verront des descendants costumés en disciples, Et fort bien élevés à suivre leurs périples, «L'homme est un loup pour l'homme», et jamais par hasard.

Tout autant que jadis, hier, ou alors naguère, Les abominations, avec ruisseaux de sang, Trouveront des héros pour trouer l'innocence ; Etripailler autrui, n'est pas un sport vulgaire.

S'il s'en trouve d'émus, à s'en effaroucher, C'est qu'ils sont éduqués un peu trop défaitsistes ; Il ne faut pas écouter ces vrais je m'en foutistes, Qui ne sont que pieds-plats et ne sauraient marcher.

André Pagès
Vaucluse.

Je ne voulais pas tuer d'autres Yougoslaves



Quatre ans, plus de quatre ans déjà que j'ai quitté mon pays, la Yougoslavie, pour arriver comme «serbe déserteur» au pays des droits de l'homme.

Quand vous manifestiez pour la Bosnie, vous autres intellectuels français, moi «le Serbe» soumis au régime de Milosevic, j'ai décidé de quitter mon pays, ma famille, mes amis, le Danube, et de deman-

der l'asile politique à la France.

Je ne voulais pas tuer, je ne voulais pas être militaire dans un pays en guerre et tuer d'autres Yougoslaves. Après avoir été arrêté et «tabasé» par la police militaire, j'ai finalement été relâché, en raison des graves problèmes de santé de ma mère et j'ai obtenu un sursis de trois mois. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de partir.

A vingt ans, je suis parti. Depuis quatre ans de démarches en démarches, je tente en vain d'obtenir le statut de réfugié politique que l'OFPPA me refuse.

Pendant que vous criez au scandale pour les exactions commise «à deux heures de Paris», moi, j'arrivais dans un pays à deux heures de Belgrade, qui forcément, me comprendrait et m'aiderait à retrouver une dignité d'être humain.

Pourtant, aujourd'hui, je suis toujours sans papiers et sans autorisation de travail.

Votre pays a condamné la guerre en Bosnie puis au Kosovo, mais refuse protection à ceux-là même qui ont lutté pour ne pas la faire.

Sans papiers en France, sans liberté en Yougoslavie, où reconquérir une dignité d'homme fier de ses choix, fier de s'être battu et de se battre encore pour ne pas participer à l'infamie ?

Au début du mois de mars 2000, l'OFPPA a rejeté ma demande d'asile politique pour la deuxième fois. J'ai donc engagé un recours contre cette décision. Si ce recours n'aboutit pas, je devrai soit fuir, soit devenir clandestin en espérant que la police française ne me mettra pas dans un train à destination des prisons serbes.

Aujourd'hui, j'ai décidé de sortir du silence et de faire connaître ma situation. Je lutte, pour ne pas perdre tout espoir de retrouver un jour une vie à peu près «normale», mais j'ai besoin de soutien et c'est la raison pour laquelle j'ai décidé de vous interpeller.

Si j'en crois un article du journal *Le Monde* des 18-19 avril 1999, le gouvernement français n'est pas du tout prêt à reconnaître le statut de réfugié politique pour les jeunes Serbes déserteurs.

Alors, voilà la réalité de ma situation en France : je suis toléré à condition de me contenter de conditions de survie. Je ne peux pas travailler, ni étudier. J'appartiens à la cohorte des «sans» : sans papiers, sans travail, sans domicile, difficile alors de garder l'espoir ! Les petites humiliations quotidiennes s'accumulent au fil des années et j'ai l'impression que ma vie se «bousille» un peu plus de jour en jour.

Que faire ? Prouver que ma vie est en danger si je retourne dans mon pays ? Comment ? En retournant là-bas ? Alors oui dans ce cas j'aurai fait la preuve que je suis réellement en danger mais je ne serai plus là pour en témoigner ! Formidable, non ?

Je la paye cher la guerre civile que je n'ai pas voulu faire. Alors quand je parcours les journaux français des dernières années, qui unanimement condamnent la Serbie, j'avoue que j'ai le sentiment de payer deux fois pour une «faute» que je n'ai pas commise : exilé de mon pays et de mes proches, je paie par la souffrance de l'absence, par la rupture cruelle de tous les liens ; sans statut en France, je paie pour mon identité de Serbe déserteur !

Voilà pourquoi je vous écris : je ne veux plus me taire parce que je n'en peux plus d'attendre et de me sentir constamment rejeté de la société.

David R.

(anonymat visant à protéger la famille restée en Yougoslavie)
Comité de soutien : c/o Jean-Louis Pflimlin, 10, rue Hombert, 68510 Koetzingue.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Maison de quartier de Neudorf. Bhopal 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policrière 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matériaux 23 F
- 189 Autonomie toujours Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial Brennelis. Malville. Retraite et chômage 23 F
- 191 Santé et autonomie (1) Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1) La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs Turquie. sanglante. Santé et autonomie (5) 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'homme Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables Maoform. Primevère. L'impatien. Cuisseur solaire 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
- 205 Radios actives G7. Solaire au Népal. Bouteilles. Médias et social 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-la ! Presse diffèrent. Internet. Santé et autonomie (7) 35 F
- 211 L'équivoque humanitaire Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle 25 F
- 212-213 Ecologie et Etat SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine 38 F
- 217 L'impasse nucléaire Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône 25 F
- 218 Alternatives en Alsace Une trentaine d'articles sur la région 25 F
- 225 Gandhi aujourd'hui Développement. Femmes et santé. SEL 25 F
- 231 La télé... visée Greenpeace. Développement. Sale gueule du travail 25 F
- 237 Alternatives à la mondialisation Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions 25 F
- 239-240 Enquête sur les écologistes Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire 38 F
- 241 OGM, mauvaise réponse à la faim Corne du rhinocéros. Propagande nucléaire 25 F
- 242 Eau, la pollution de nos WC Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravrola 25 F
- 243 Pesticides, les enfants face au cancer Chauffage électrique & nucléaire. Politique. Nord-Sud 25 F
- 244 La bioclimatisation Vallée d'Aspe. Caravane transnationale. OGM 25 F
- 246-247 Autour des SEL Commerce équitable. Alpes. Entreprises alternatives 38 F
- 248 Les crimes publicitaires Chasse. Eco-villages. Energies 25 F
- 250 Sortir de la voiture Culture conviviale. Objectif insertion. Special lecteurs 25 F
- 251 L'écoféminisme Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie 25 F
- 252-253 Les Gros rallent la mise Transcontinentale. République verte. Monde diplo 38 F
- 254 L'Ecopsychologie OMC. Retraites. Femmes militairement incorrectes 25 F
- 255 L'empreinte écologique Habitat sain. Publicité. Les Gros (IV) 25 F
- 256 Commerce équitable La Poudrière. Mont Verdun 25 F
- 257 Ecole, écologie 35 heures. Bure, mobilisation contre l'Andra 25 F
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes Effet Bové. Société. Communication du globalisme 25 F
- 259-260 Alternatives en Bretagne Nucléaire mission granite. Sauvons nos marchés 38 F
- 261 Sortir du sport marchand Eurosport. Effet de Serre. Apres. Millau 25 F
- 262 Quelle démocratie Climat. Maison en papier. Médias 25 F

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle 175 F
 - Libérez les enfants 150 F
 - Propagande, médias, démocratie 75 F
 - José Bové, la révolte d'un paysan 65 F
 - Who's counting ? 155 F
 - A Dieu vat 90 F
 - Dessins les droits de l'Homme 50 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
 - Radioactivité, les faibles doses 30 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
 - La menace climatique 30 F
 - Les métiers de l'écologie 70 F
 - SEL : pour changer échangeons 50 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table 89 F
 - Séphastoché, mon premier cuiseur 36 F
 - Construisez votre cuisinière solaire 30 F
 - La cuisson solaire facile 29 F
 - La liberté de circuler 70 F
 - Où va le climat ? 40 F
 - Quelle écologie radicale ? 70 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)
Leur catalogue complet sur demande.
- La belle vie 85 F
 - L'écologie ou la sagesse de la nature 85 F
 - Moi, ma santé 85 F
 - Deux roues, un avenir 100 F
 - L'écologie politique 85 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait 110 F
 - Des ruines du développement 85 F
 - Les carnets d'un militant 110 F
 - Pierre Kropotkine, prince anarchiste 150 F
 - La simplicité volontaire 100 F
 - Le municipalisme libertaire 110 F
 - Entretiens avec Chomsky 85 F
 - Mondialisation de la pauvreté 125 F
 - Notre empreinte écologique 125 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
 - Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F
 - Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F
 - Sociobiologie ou écologie sociale 30 F
 - Le rêve au quotidien 75 F
- Frais de port**
- 1 ouvrage 15 F
 - 2 ouvrages 28 F
 - 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 100 FF
- Particulier 12 n° 265 FF
- Institution 12 n° 530 FF
- Soutien 12 n° 330 FF et +
- Petit futé 24 n° 430 FF
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 660 FF
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 985 FF
- Petit budget 12 n° 165 FF

BELGIQUE

- Découverte 1ère année 6 n° 1000 FB
- Particulier 12 n° 1880 FB
- Institution 12 n° 3760 FB
- Soutien 12 n° 2000 FB et +
- Petit futé 24 n° 2700 FB
- Petit budget 12 n° 1650 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 1500 FF
- Dom-tom et étranger 12 n° 300 FF

je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohairn, tél : 02 633 10 48

du 30 nov. au 4 déc.

Méto : Porte de la Villette - bus : 75, 150, 152 et PC - Parc-autos : parc souterrain de la Villette nord

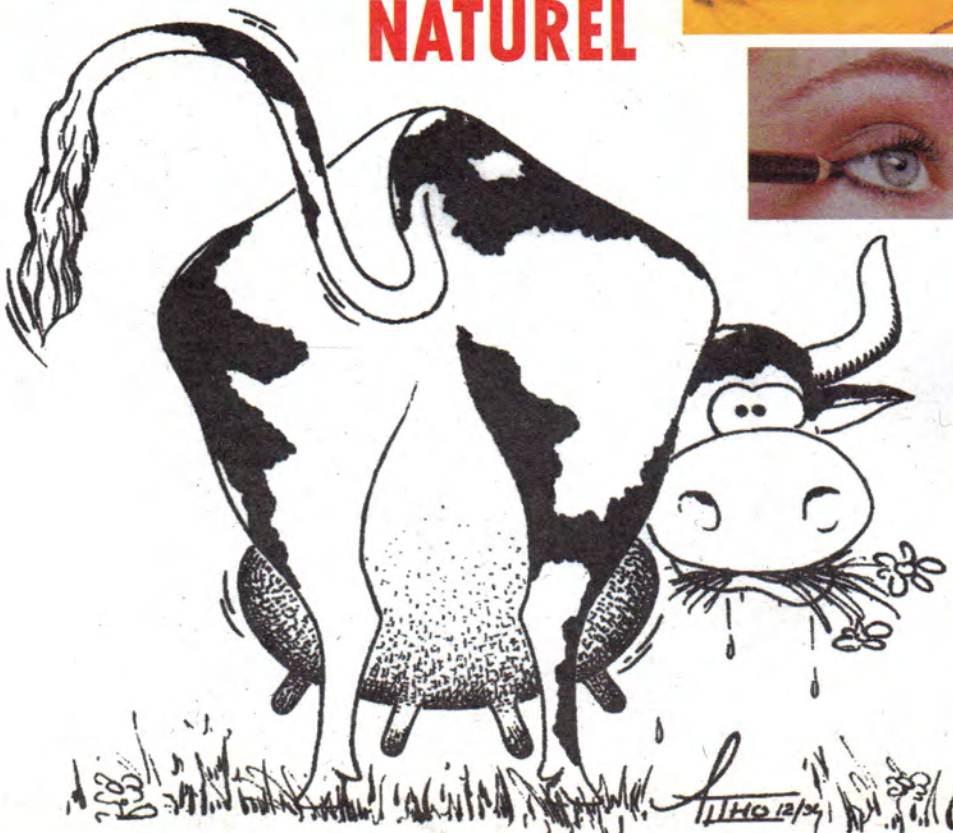
Vivez nature

Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris
de 11 h à 19 h 30 - nocturne vendredi 1 décembre jusqu'à 21 h 30

**LE SALON de
L'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
et des PRODUITS au
NATUREL**



Activités - Animations - Rencontres
Tous les jours de 12 h à 18 h 30,
des ateliers différents, sur des
thèmes liés à la beauté et aux soins
naturels du visage et du corps.



Sur présentation de cette annonce

ENTRÉE GRATUITE
lundi 4 décembre

ENTRÉE à 10 F
le 30 nov., 1, 2 ou 3 déc.

Offre valable pour une personne

IMPORTANT : invitation gratuite valable, pour une personne, uniquement le 4 décembre. Les autres jours du salon, soit le 30 novembre ou 1 ou 2 ou 3 décembre 2000, cette invitation n'offre pas la gratuité, mais permet d'accéder à Vivez Nature à tarif réduit, soit 10 F l'entrée au lieu de 25 F.